LIGNE DROITE

OU

VRAI CHEMIN DU SALUT

POUR LE PEUPLE,

ET

PROPAGANDE COMMUNISTE,

OU

QUESTIONS A DISCUTER OU A ÉCARTER,

PAR M. CABET,

ANCIEN DÉPUTÉ, ANCIEN PROCUREUR-GÉNÉRAL.

2

DEUXIÈME ÉDITION.

Prix : 60 cent. — Par la poste, 80 cent.

PARIS,

AU BUREAU DU *POPULAIRE*, RUE J.-J.-ROUSSEAU, 14,

ET CHEZ TOUS LES LIBRAIRES.

Juin 1847.

Sommaire.

Explications préliminaires. — Divisions ; hostilités. — Sympathies. — Je suis un homme de dévoûment : démonstration. — Ma ligne droite. — Je dirai la vérité. — J'exposerai mes opinions. — Suis-je révolutionnaire ? — Mes opinions sur les choses ; sur les bastilles ; sur le recensement et l'impôt ; sur la nécessité de l'union ; sur la discussion des questions sociales ; sur la Communauté ; sur la Réforme et ses Comités ; sur l'emploi des pétitions ; sur les banquets ; sur les sociétés secrètes ; sur la propagande , etc. , etc. — Mes opinions sur les ouvrages (de l'abbé Constant , de l'abbé Pillot , de M. Lamennais) et sur les journaux (le National , *le* Journal du Peuple , *l'*Atelier, *la* Fraternité , *le* Travail , *l'*Humanitaire , *le* Communautaire). — *Mes opinions sur les personnes. — Le vrai chemin du salut pour le Peuple. — Ce qu'il doit éviter. — Ce qu'il doit faire.*

MA LIGNE DROITE

OU

LE VRAI CHEMIN DU SALUT

POUR LE PEUPLE.

LETTRE A JULES, JEUNE OUVRIER.

Eh bien ! Monsieur Jules, vous vous oubliez jusqu'à vous permettre de décider que c'est moi qui ai tort, parce que vous n'êtes pas de mon avis sur une question, ou sur un ouvrage, ou sur un homme ! Vous vous croyez infaillible ! Vous tranchez, taillez, rognez, jugez, blâmez, condamnez et faites la leçon !...

Mais il me semble te voir d'ici pâlir et rougir... Rassure-toi, mon ami : c'est d'un de tes camarades que je veux parler. Il est vrai que tu ne crains pas toi-même de condamner mon opinion quand elle contrarie tes désirs ; mais autant je suis sévère pour un Prêtre ou pour un Monsieur prétentieux, autant je suis tolérant pour un ouvrier, qui ne peut bien connaître la valeur des termes qu'il emploie, et dont les intentions valent mieux que les paroles. Je suis loin d'être

blessé de ta hardiesse, parce que je ne doute pas de ton attachement, comme tu ne peux pas douter de mon amitié. Je vois même avec plaisir que tu exprimes tes idées avec la liberté qui convient à un homme, et je t'engage à me communiquer toujours librement tes opinions et tes sentiments. Mais d'autres sont d'une hostilité vraiment incroyable! — D'un côté, le Pouvoir et ses journaux, tous ceux de l'ancienne Opposition, le *National* à leur tête et l'*Atelier* à la suite, la *Phalange* même, se réunissent contre les Communistes et les poursuivent de leur réprobation, de leurs outrages et de leurs calomnies. De l'autre côté, les quatre ou cinq feuilles Communistes récemment établies, au lieu de se réunir contre leurs communs adversaires, s'entravent et se paralysent dans une lutte intestine, et, par les prétextes que quelques-uns fournissent aux ennemis de la Communauté, lui font plus de mal que ces ennemis eux-mêmes. — Et moi personnellement, tandis que je reçois chaque jour de nombreux témoignages de sympathie, je suis aussi l'objet de beaucoup d'attaques personnelles, publiques ou secrètes. Peu d'hommes ont le triste honneur d'exciter autant d'hostilités, quoique peu d'hommes aussi aient dans l'ame moins de haine et plus d'amour pour ses semblables. Anti-Communistes, Citrà-Communistes, Ultrà-Communistes, semblent coalisés contre moi. Je reçois des lettres impertinentes, et d'autres qui, sans malveillance, interprètent mal mes intentions et dénaturent involontairement mes idées... Les uns m'attaquent sourdement comme un ambitieux et comme un flatteur du Peuple, ceux-ci comme trop révolutionnaire, ceux-là comme pas assez révolutionnaire, quelques-uns comme trop timide, quelques autres comme trop sévère et

comme manquant de fraternité envers certains écrivains.... Et pourquoi? Les Anti-Communistes, parce que je suis Communiste; les vaniteux et les ambitieux, parce que je les gêne; les Citrà-Communistes, parce que j'attaque les hommes qui sèment la division parmi les Communistes; les Ultrà-Communistes, parce que je veux la conservation du mariage et de la famille, et que je préfère l'instruction et la moralisation à la violence; beaucoup, parce que j'attaque l'abbé Constant et ses ouvrages, oui, parce que j'attaque un Prêtre qui dénonce et calomnie les Républicains et les Communistes et qui sert le Pouvoir et le Clergé, parce que j'attaque des ouvrages qui me paraissent funestes ou dangereux!...

Du reste, quand de longues études et de longues méditations dans la retraite m'ont convaincu de l'excellence et de la supériorité du système de la Communauté sur tous les autres systèmes d'organisation sociale et politique, et quand j'ai pris la résolution de consacrer ma vie à la propagation de ce système, j'ai bien prévu que je me ferais d'innombrables ennemis; que j'aurais à lutter contre le Pouvoir, sa Police, ses journaux, et tous les écrivains, soit de l'ancienne Opposition, soit des autres Partis Socialistes; que la masse des Réformistes ou des Républicains ou des Démocrates serait d'abord plus hostile à la Communauté que le Pouvoir lui-même, et que les Ultrà-Communistes seraient encore les plus ardents dans leur opposition et peut-être dans leur hostilité. — Quelque fâcheuse que fût cette opposition ou cette hostilité, elle était naturelle, possible, probable, prévue.

Sans doute, tant de contrariétés et tant d'obstacles, tant de haines et tant d'hostilités, en retour de tant de dévoûment, seraient bien propres à rebuter, à dégoûter, à décou-

rager. Mais mon ardeur se soutient et se fortifie quand je reçois tant de preuves que mes efforts ne sont pas entièrement infructueux ; quand un des plus éclairés et des plus vénérables parmi les vainqueurs de la Bastille vient me dire qu'il mourra content après avoir lu mon *Histoire populaire de la Révolution Française ;* quand un vieux ouvrier, presque octogénaire, que je ne connaissais pas, fait trente lieues pour avoir, dit-il, la satisfaction de voir, avant de mourir, un homme qui consacre sa plume à défendre les intérêts du travailleur et du pauvre ; quand une jeune fille du peuple m'écrit que, depuis qu'elle a lu le *Voyage en Icarie*, l'espérance est rentrée dans son ame flétrie et désespérée ; quand un jeune ouvrier me confie que l'affreuse organisation de la société allait faire de lui un *Lacenaire* ou un *Tragine*, lorsque la lecture d'un de mes nouveaux écrits a fait rentrer dans son cœur ulcéré l'espoir, le courage et la vertu, en lui démontrant que cet horrible désordre social qu'il croyait irrémédiable n'était pas sans aucun remède.

Et, comme mon entreprise est une œuvre de conviction et de dévoûment, ni les injures et les calomnies, ni les obstacles et les dangers ne me feront reculer tant que j'aurai l'espérance d'être utile ; et je suis résolu à continuer de suivre *ma ligne droite* et d'exprimer franchement et plus nettement encore ma pensée, sur les hommes comme sur les choses, bien convaincu que c'est le seul moyen de faire triompher la cause de l'Humanité.

Nous nous trouvons, d'ailleurs, dans une de ces grandes crises qui décident du sort des Peuples, et jamais peut-être il ne fut plus nécessaire que quelqu'un se dévouât pour dire la vérité.

Je vais essayer de la dire, nettement, franchement, sans réticence et sans ménagement.

Mais auparavant, quoique tes camarades et toi, mon cher Jules, vous deviez bien me connaître, comme il paraît que vous ne me connaissez pas encore assez bien, j'éprouve le besoin de m'expliquer plus complètement avec vous et de vous ouvrir mon ame tout entière.

Je n'ignore pas que les malveillants et les rivaux crieront encore que je parle souvent de moi ; mais les hommes désintéressés comprendront qu'il m'est impossible de faire autrement, soit pour me défendre, soit pour faire bien apprécier mes opinions ; et la conscience qu'aucune vanité ne vient altérer la pureté de mon dévoûment me suffit pour dédaigner d'injustes criailleries : je parlerai de moi comme je parlerais d'un autre.

Je vais donc d'abord bien établir avec toi que je suis un homme de dévoûment ; ensuite, j'en tirerai les conséquences.

JE SUIS UN HOMME DE DÉVOUMENT.

On parle beaucoup de dévoûment. Malheureusement, si beaucoup d'hommes se disent dévoués, peu le sont réellement ; et le Peuple s'est vu si souvent trompé, que sa défiance est extrême et même excessive.

Que tels et tels, qui se disent dévoués, le soient véritablement ou ne le soient pas, vous avez tous, mon cher Jules, un grand intérêt à le savoir : c'est votre affaire de les bien examiner pour les bien juger ; c'est votre affaire de bien peser les garanties que chacun vous présente.

La principale garantie est dans le caractère et la moralité, dans les opinions et les mœurs, dans des goûts simples et

modestes, dans des habitudes de frugalité, dans une longue vie de luttes, d'épreuves et de constance. Jamais la jeunesse ne peut offrir assez de véritables garanties, parce qu'on peut facilement dissimuler quelque temps, parce que le jeune homme ne peut avoir subi qu'un petit nombre de tentations et d'épreuves, parce que quelques résistances ne prouvent pas qu'on pourrait résister à d'autres séductions plus puissantes, parce qu'on a vu beaucoup d'hommes longtemps fidèles se laisser enfin corrompre et finir par être renégats, parjures et traîtres.

Je me dis dévoué. Certes, il n'est pas impossible que, comme tant d'autres, je trompe ou que je me trompe. Mais personne ne peut disconvenir qu'il est possible aussi que je dise vrai. Suis-je ou ne suis-je pas réellement dévoué ? voilà pour vous la question. Et mon existence de 53 ans est assez longue et assez connue, je combats depuis assez longtemps (depuis 26 ans) à l'avant-garde ou sur la brèche, ma vie a été assez souvent *épluchée* par des ennemis politiques, j'ai assez souvent subi la redoutable épreuve de la haine du Pouvoir et de la calomnie, pour que chacun puisse voir et juger si mon dévoûment est sincère ou simulé.... Encore une fois, c'est votre affaire. — Pour moi, je le répète hardiment, je suis un homme de dévoûment.

Je puis le dire sans immodestie, par conséquent sans scrupule, parce qu'il n'y a aucun mérite dans ce dévoûment. — Il n'y a aucun mérite, parce que c'est ma nature, mon tempérament, mon caractère, l'habitude de mes pensées, de mes opinions, de mes sentiments, depuis que j'ai commencé à me sentir et à me connaître.

Fils d'un ouvrier, d'abord ouvrier moi-même pendant les

premières années de mon enfance, toutes mes études, toutes mes réflexions, toute mon activité, tous mes efforts, ont eu pour but le bien général du Peuple et de l'Humanité.

La *fraternité* n'est point un vain mot pour moi, mais une sorte de religion. Assurément, je m'intéresse plus à la masse, à la majorité, aux pauvres, aux malheureux, aux opprimés; et je me résignerais à tout ce qui serait indispensable pour mettre un terme à leur oppression; mais je ne connais ni la haine ni la vengeance; je suis l'ennemi de la mauvaise organisation sociale plus que des hommes, parce que tous leurs vices sont à mes yeux l'inévitable résultat de cette mauvaise organisation sociale; je voudrais le bonheur de tous sans exception; je ne voudrais voir aucun malheureux, aucun opprimé; je ne voudrais pas voir une nouvelle oppression remplacer l'oppression actuelle, ni un nouveau malheur remplacer l'ancien malheur; je voudrais faire cesser l'oppression et la misère, et non les déplacer; je ne trouve rien de plus injuste, de plus insensé, de plus funeste à l'intérêt du Peuple que ce propos : — « Il y a assez longtemps que vous nous dépouillez, nous exploitez et nous opprimez; c'est maintenant notre tour. » — A mes yeux, il ne doit y avoir d'autre tour que celui de la justice et de la fraternité, parce que l'injustice et l'oppression contre une classe au lieu d'une autre classe produirait toujours tout le mal que nous déplorons maintenant, la haine et la guerre. Dévoué aujourd'hui aux opprimés contre les oppresseurs, si demain les situations étaient seulement échangées, je serais pour les nouveaux opprimés contre les nouveaux oppresseurs.

Et cependant, plus j'ai de fraternité pour le Peuple aujourd'hui, plus je suis décidé à combattre tous ceux qui font ob-

stacle à sa délivrance, ennemis déclarés ou perfides, simples adversaires, amis insensés ou téméraires ; car, quand le Peuple est perdu ou compromis, que lui importe que ce soit par la méchanceté d'un ennemi ou par l'imprudence d'un ami ? Les individus ne sont donc plus rien à mes yeux, quand il s'agit de l'intérêt de tous.

Je ne suis pas ambitieux ; car l'ambitieux est égoïste, et je me dis un homme dévoué.

L'habitude de méditer sur les intérêts généraux m'a fait prendre en dédain la fortune, les plaisirs ordinaires, le pouvoir et la flatterie.

Si j'avais désiré de la fortune, du pouvoir, des honneurs, j'en aurais ; mais la fortune, les honneurs, le pouvoir, ne sont des biens que pour l'égoïste, et je suis un homme de dévoûment ; je les ai dédaignés.

L'étude, la retraite, la vie de famille, sont mes seuls plaisirs. Ce n'est pas moi qu'on voit dans les spectacles, dans les concerts, dans les fêtes, dans les dîners, dans les salons.

Encore une fois, je n'ai aucun mérite en tout cela, et je puis en parler sans vanité, puisque rien de tout cela n'est un bien pour moi et n'exige un sacrifice de ma part.

Comment la flatterie aurait-elle du prix à mes yeux, puisque je recherche la solitude ? On ne me voit ni dans les banquets publics, ni dans les convois funèbres, ni parmi les ouvriers. Je suis loin d'être insensible à l'approbation des gens que j'aime ou que j'estime pour leurs lumières ou leur honnêteté ; bien que je ne cède jamais qu'à l'autorité de ce qui me paraît la Raison, je me sens plus fort et plus assuré quand mon opinion est partagée ; mais rien ne me semble plus puéril, plus ridicule, plus méprisable pour un cœur

qu'enflamme l'amour de l'Humanité, que la flatterie des ignorants ou l'adulation intéressée et vile des courtisans et des valets. La seule flatterie qui puisse me plaire, c'est celle du juge que j'estime le plus et qui s'est toujours montré le plus sévère pour moi, celle de ma propre conscience.

Le pouvoir est sans aucun charme pour mon esprit. Tout ce qui, dans le commandement, chatouille ordinairement la vanité, l'amour-propre, l'orgueil, est sans aucun prix à mes yeux ; je connais tous les dangers, toutes les épines, tous les soucis de l'autorité ; je considère comme des ignorants et des fous tous ceux qui soupirent après la puissance ; je suis convaincu, par l'histoire, qu'une mort violente est presque toujours le sort des principaux dépositaires de l'autorité publique dans les temps de révolution.

Quoique sensible à l'affection qu'on peut avoir pour moi, je n'ambitionne pas la *reconnaissance* de ceux à qui je me dévoue ; car alors ce serait de ma part de l'égoïsme, et je prétends avoir du dévoûment.

D'ailleurs, je reconnais n'avoir aucun droit à la reconnaissance des individus ; car ce n'est pour aucun de vous que je me dévoue, mais pour la masse, pour le Peuple, pour la cause de l'Humanité ; et je me dévoue par instinct, par inclination, par un irrésistible entraînement, pour me satisfaire moi-même.

D'ailleurs encore, assez âgé, et mêlé à des affaires assez nombreuses et assez grandes pour avoir pu apprendre à connaître les hommes et les choses, je ne me fais aucune espèce d'illusion, et, quand même je pourrais désirer votre reconnaissance, je n'y compterais nullement. Je sais bien que le Peuple n'a jamais l'intention d'être ingrat et injuste (et ce se-

rait folie de sa part; car son intérêt est d'être tout le contraire envers ses serviteurs, pour encourager à le servir); je connais beaucoup de tes camarades dont l'attachement et le dévoûment même sont, comme les tiens, capables de faire oublier bien des injures et des calomnies; mais je sais parfaitement aussi que rien n'est si mobile, si incertain, si susceptible d'être égaré par des intrigants que le sentiment populaire, et je n'ai jamais oublié ces paroles de l'*Ami du Peuple* :

« On nous accuse, Robespierre, Danton et moi, de vouloir former un Triumvirat.... *Robespierre!* il n'a rien qui soit propre à un pareil rôle : il tremble à la seule vue d'une lame d'épée nue... *Danton!* il se plaît mieux sur une chaise percée que sur une chaise curule.. .. Quant à *moi*, je suppose que je réunisse quelques qualités nécessaires pour cela : *pas si bête!* parce que le même Peuple qui m'aurait couronné le matin *me pendrait* le soir. »

Je ne me laisse donc pas séduire par le désir de la *popularité*. Sans doute, il est agréable d'inspirer de l'estime, de la confiance, de l'affection, quand ces sentiments sont éclairés et mérités; sans doute aussi, la popularité est un moyen d'être utile; sans doute encore, si le Peuple pouvait se réunir, se concerter, discuter, connaître la vérité, la popularité n'appartiendrait qu'à ceux qui la mériteraient par leur dévoûment et leurs services; mais, dans l'organisation sociale actuelle, avec les préjugés qui dominent, qu'il est difficile d'acquérir de la popularité pour celui qui n'a pas une grande position dans la société! Comment lutter contre le Pouvoir et sa Police, contre les ennemis et les rivaux politiques, contre les vaniteux, les ambitieux, les intrigants, qui se montrent partout, qui emploient tous les moyens, qui exagèrent et mentent, qui flattent et calomnient, qui prodiguent les promesses

et exploitent les passions populaires? Quoi de plus aveugle et de plus incertain que la popularité, quand le Peuple, fractionné, divisé, plongé dans les ténèbres, est exposé à prendre un ennemi pour ami, et un ami pour ennemi? Quoi de plus mobile que la popularité, quand un jour, un mot, suffit pour la ravir? Quoi de flatteur dans la popularité, quand on voit les ouvriers, généralement si antipathiques aux Prêtres, se jeter dans les bras des premiers venus, de deux jeunes abbés presque inconnus, sans antécédents et sans garanties? Comment un écrivain sensé peut-il être flatté de voir ses écrits recherchés par le Peuple, quand il voit le même empressement pour de mauvais ouvrages?

Et mon dévoûment est bien raisonné, bien réfléchi, bien enraciné; car, je le répète, je ne me fais aucune espèce d'illusion. Je crois bien connaître le Peuple, auquel je me dévoue plus particulièrement; je connais ses DÉFAUTS comme ses *qualités*, ses VICES comme ses *vertus*. Si je connais beaucoup de travailleurs que j'aime, que j'estime, que j'admire, pour leur moralité, leur honnêteté, leur ardeur au travail, leur frugalité, leurs sentiments de fraternité et de justice, leur désintéressement et leur modestie, je n'ignore pas que, dans le Peuple comme dans toutes les autres classes, on trouve beaucoup d'invidus avec tous les défauts et tous les vices; je connais même des ivrognes, des traîtres, des dénonciateurs, des calomniateurs, des vaniteux, des ambitieux, des insolents, des brouillons. Je les combattrai toujours pour les empêcher de nuire à leurs frères. Le mal qu'ils font peut même exciter d'abord contre eux un premier mouvement d'impatience, d'irritation et de dégoût; mais la réflexion arrive aussitôt; je me rappelle que tous les vices sont le résultat de la

mauvaise organisation sociale ; je m'étonne, non que le Peuple ait tant de vices, mais qu'il n'en ait pas davantage et qu'il y joigne tant de vertus ; et la Raison me ramène à cette idée capitale et fondamentale que, si le Peuple était parfait et heureux, il n'aurait besoin du dévoûment de personne, et que c'est précisément parce qu'il est vicieux et malheureux qu'il faut se dévouer à lui pour obtenir une nouvelle organisation sociale qui le rende plus parfait et plus heureux ; par conséquent, plus je vois d'imperfections dans les individus, plus mon dévoûment redouble d'ardeur, d'enthousiasme et d'énergie.

Ce dévoûment, m'a-t-on dit, est une folie ! — Je ne discute pas cette question ; je ne veux pas descendre dans ses profondeurs ; mais l'amour de l'argent, des honneurs, du pouvoir, des plaisirs, de la renommée, de la gloire, n'est-il pas plutôt une folie ? Si c'est une folie, n'est-ce pas celle de Régulus, de Socrate, de Jésus-Christ ? N'est-ce pas la plus digne de l'homme, la plus utile à l'Humanité ? Et comment pourrait-on appeler le dévoûment une folie, s'il donne à l'ame plus de liberté, plus d'indépendance, plus de satisfaction et plus de jouissance que ne peut en donner aucune autre passion ?

Je suis donc un homme de dévoûment, sans aucune espèce d'ambition ; je n'ai pas même celle d'avoir du pouvoir pour être plus utile, parce que je suis profondément convaincu qu'on ne peut rien quand on n'a pas une grande fortune, ou une grande naissance, ou de grandes relations de famille, ou une grande notabilité.

Et ce ne serait pas l'idée du péril qui m'épouvanterait ; car depuis longtemps je suis entré dans une carrière périlleuse

dix fois j'ai risqué ma tête sous la Restauration ; en 1832, j'aurais été fusillé, quoiqu'innocent, pendant l'état de siége, si je m'étais laissé prendre ; et l'avenir est si gros de tempêtes et de combats, qu'il n'est pas un des soldats de la cause humanitaire qui se placent en ligne aux premiers rangs qui ne doive faire d'avance le sacrifice de sa vie.

Mais la seule manière d'utiliser mon dévoûment, c'est d'écrire pour le Peuple, c'est de communiquer, à mes risques et périls, les idées qui sont le résultat d'une longue étude, de longues veilles, de longues méditations et d'une assez longue expérience.

Et quand je pense à concilier mon agrément personnel avec mon dévoûment, mon seul désir est, comme je te l'ai dit plusieurs fois, de pouvoir vivre à la campagne, dans la solitude, au grand air, au milieu de la verdure et des fleurs, et d'y consacrer le reste de mes jours à écrire, pour soumettre à mes concitoyens ce que je crois la vérité.

Je ne suis entré dans tant de détails, mon cher Jules, que pour vous convaincre, toi et tes camarades, que je me suis placé dans la plus complète indépendance vis-à-vis les partis, les coteries et les individus, et que je ne connais d'autre intérêt que l'intérêt du Peuple et de l'Humanité, ni d'autres guides que mon dévoûment, ma conviction et ma conscience. — Cela posé et bien entendu, voici *ma ligne droite.*

MA LIGNE DROITE.

Depuis que j'écris sur la politique, j'ai pris pour devise, tantôt : *Vitam impendère vero*, CONSACRER SA VIE A LA VÉRITÉ; tantôt : *Amicus Plato, sed magis amica Veritas*, J'AIME PLATON, MAIS J'AIME PLUS ENCORE LA VÉRITÉ. — Toujours fidèle à

cette double devise, je veux toujours dire *la vérité*, ou du moins ce que je crois la vérité, la vérité *utile*, la vérité sur les *choses*, sur les *ouvrages* et sur les *personnes*.

Et, avant d'aller plus loin, je réponds tout de suite à tes objections.

« Si vous attaquez, me dis-tu, les écrivains ou leurs ouvrages, par exemple l'abbé Constant et ses écrits, vous vous ferez des ennemis d'eux et de leurs partisans. » — Je le sais, et j'en suis affligé; car je ne hais personne, et j'aimerais bien mieux être aimé que haï; mais je ne puis me dispenser de le faire, puisque je le crois utile et que je me suis dévoué.

« Si vous heurtez des erreurs ou des préventions générales, vous pourrez perdre votre popularité et le fruit de tout votre dévoûment; on oubliera tous les services que vous aurez rendus depuis vingt-cinq ans. » — Que m'importe, puisque je suis dévoué? Je ne serais pas dévoué, mais égoïste, si je considérais mon intérêt personnel; si, pour ne pas me nuire, je taisais une vérité nécessaire ou utile, si je flattais ou caressais, ou ménageais la prévention ou l'erreur. Si je suis convaincu que mes amis ou mes frères sont dans l'erreur, et que cette erreur doit ou peut leur être funeste, ne veux-tu pas que je les avertisse, dans l'espérance de les sauver? Si je vois le péril qu'ils n'aperçoivent pas, me conseilles-tu de garder le silence, dans la crainte de n'être pas être écouté, de leur déplaire et de me nuire à moi-même?...

« Mais, si vous perdiez votre popularité, vous ne pourriez plus être utile. » — C'est autre chose! J'en serais fâché sous ce rapport; mais qu'y faire? A quoi servirait le dévoûment, s'il respectait les erreurs funestes ou nuisibles? N'est-ce pas

précisément pour combattre ces erreurs et ces préventions que le dévoûment est nécessaire? A quelle époque ma popularité me donnera-t-elle le moyen d'être utile, si je ne l'emploie pas aujourd'hui, pour être utile en combattant une prévention et une erreur que je crois dangereuses? Est-ce que l'utilité consiste à vous approuver et à vous applaudir quand vous êtes dans la bonne route? Est-ce que l'utilité n'est pas précisément de vous avertir quand vous entrez dans une mauvaise voie? Est-ce que, en vous avertissant, on n'a pas toujours l'espérance d'être écouté et suivi? Est-ce que, pour revenir à l'abbé Constant et à ses ouvrages, la réfutation que j'en ai faite N'A PAS CHANGÉ ou modifié les opinions d'un très grand nombre d'entre vous, pour ne pas dire de tous, comme on a changé ou modifié les opinions sur les bastilles et sur beaucoup d'hommes et beaucoup d'idées concernant la Communauté? Et si je m'expose à blesser sans convertir, n'est-ce pas un mal inévitable, un mal qui subsistera toujours, et qui devrait m'arrêter toujours, puisqu'on ne peut presque jamais être sûr d'avance de réussir et d'être écouté?

« Mais si vous vous trompez!... » — Oh! je sais bien que je ne suis pas infaillible, que je puis me tromper et entraîner dans l'erreur ou rencontrer une juste résistance; et si le Peuple pouvait se réunir, si l'on pouvait toujours avoir sur chaque question une discussion générale et contradictoire, je me bornerais toujours à développer mon opinion, et je me soumettrais toujours à la décision de la majorité, sans avoir jamais la ridicule prétention de soutenir que moi seul j'ai raison. Aussi, je suis toujours disposé à me laisser persuader, convaincre, convertir, et j'écoute toujours, j'examine toujours les opinions contraires à la mienne; sur les

questions graves, je consulterais toujours, s'il m'était toujours possible de consulter. Aussi encore, quand je réfute et quand j'attaque, je cite toujours les passages attaqués et j'y joins mes réflexions, pour que chacun puisse comparer et juger en connaissance de cause; c'est une justice que mes adversaires les plus décidés ne peuvent me refuser. Mais, si cette considération que je puis me tromper devait m'imposer silence, je ne devrais donc jamais écrire ni parler!... Et d'ailleurs, si je ne suis pas infaillible, qui d'entre vous oserait se vanter de l'être lui-même? Cite-moi un seul de tes camarades, un seul ouvrier, un seul jeune écrivain, qui ait plus de certitude de ne pas se tromper? Est-ce l'abbé Constant, ou l'abbé Pillot, ou le rédacteur de la *Fraternité*, ou l'orateur de l'*Humanitaire*, ou chacun des écrivains de l'*Atelier* et du *Travail*, ou le tailleur Grimprel, ou le jeune Ferrand de 17 ans? Toi-même, mon cher Jules, crois-tu posséder l'infaillibilité?

Je n'ai pas, moi, la ridicule vanité de me croire plus intelligent que qui que ce soit; mais qui d'entre vous a l'orgueil de se croire plus intelligent que d'autres? Je reconnais que, parmi vous, il peut y avoir des hommes qui, s'ils avaient les moyens et le temps de s'instruire, auraient une capacité supérieure; mais, je te le demande, l'homme le plus intelligent sait-il autre chose que ce qu'il a appris? N'ignore-t-il pas complètement ce qu'il n'a pas étudié? Ne devient-il pas tous les ans et tous les jours plus capable en vieillissant, en étudiant, en travaillant, en acquérant de l'instruction et de l'expérience? Le même individu n'est-il pas bien autrement capable à quarante ans qu'il ne l'était à vingt? Entre deux hommes également intelligents, celui qui a de l'ins-

truction et de l'expérience n'est-il pas bien plus capable que celui qui n'en a pas?

Sur tout ce que je n'ai pas appris, j'avoue mon ignorance, et je n'en rougis pas le moindrement; sur chacun de vos métiers, je ne sais rien, et chacun de vous serait mon maître; aussi je ne me permettrais pas de vous contredire sur ce sujet; je vous consulterais là-dessus; je vous prendrais pour guides, comme je me confie à un pilote pour me sauver dans la tempête, comme je m'abandonne à mon médecin pour me guérir.

C'est notre intérêt à tous et à chacun de savoir qui nous devons consulter et suivre, si c'est nous ou un autre, et quel autre... Quand ma montre est dérangée, je la donne à raccommoder à un horloger, et je choisis celui qui me convient le mieux sous tous les rapports. Si je suis malade, je consulte un médecin, et je choisis celui qui a la réputation d'être le plus instruit, le plus expérimenté, le plus habile. Si j'avais un procès dont dépendît ma fortune ou ma vie, quoique avocat et docteur en droit, je consulterais un ou plusieurs des meilleurs avocats, et, quand même je serais d'un avis différent, je préférerais peut-être suivre leur opinion plutôt que la mienne. Si j'étais médecin et que j'eusse un enfant mourant, j'appellerais un ou plusieurs des meilleurs médecins, et si, après les avoir entendus, j'étais d'un avis contraire au leur, je conserverais mon opinion, parce qu'il ne dépend pas de nous de croire ou de ne pas croire; mais si j'avais plus de confiance dans leur expérience que dans la mienne, je leur abandonnerais le salut de ce que j'aurais de plus cher au monde.

Vous faites de même, vous autres: vous vous garderiez bien de vous en rapporter à vous dans tout ce que vous ne

connaissez pas, et vous vous adressez toujours à ceux que votre intérêt vous indique.

Vous faites de même encore en politique : vous êtes très-hardis et très-forts pour critiquer, blâmer, condamner ; mais quand le danger arrive, vous sentez le besoin de consulter, d'appeler à votre secours les hommes que vous croyez les plus instruits, les plus expérimentés, les plus prudents, les plus habiles. Qui consulteriez-vous alors ?... Serait-ce tel ou tel que vous défendez, ou bien tel ou tel que vous attaquez ?...

Ainsi, mon cher Jules, chacun son métier ! Et le plus difficile, crois-tu que ce soit le tien et celui de chacun de tes camarades ? Crois-tu que la science sociale et politique ne soit pas mille fois plus compliquée, plus difficile ?... Tu te fâcheras si tu veux (et je suis bien sûr que tu n'auras pas la sottise de te fâcher, parce que tu sais bien que c'est par amitié pour toi que je te parle aussi franchement), mais je te dirai nettement que tu ignores presque complètement cette science, et que je la connais un peu mieux que toi, comme tu connais mieux que moi ton état. Et il n'y pas plus de mérite à moi de connaître mon métier qu'à toi de connaître le tien, comme pas plus de honte à moi d'ignorer ton métier qu'à toi d'ignorer le mien. Tu serais ce que je suis, si tu avais été à ma place, comme je serais ce que tu es, si j'avais été à la tienne.

Et tu n'auras certainement pas la folie d'invoquer ici l'*égalité* ; car, puisque j'ai étudié cent fois et mille fois plus que toi la politique théorique et pratique, pour que tu la susses aussi bien que moi, il faudrait, non que tu me fusses *égal*, mais que tu me fusses cent fois et mille fois *supérieur*, ce que ton bon sens et ta modestie ne te permettent pas de penser un moment.

Allons, mon cher Jules, laisse-moi dire la vérité sur les choses, sur les ouvrages et sur les personnes !

« Sur les personnes ! t'écries-tu ; mais prenez garde ! beaucoup de mes camarades prétendent que c'est faire des *personnalités* et manquer à la *fraternité*. » — Sans doute, c'est de la personnalité ; mais est-ce que ce ne sont pas les *personnes* qui nuisent ? Est-ce que tout le monde ne fait pas continuellement de la personnalité ? Est-ce que nous ne faisons pas tous de la personnalité quand nous attaquons MM. Thiers, Guizot, etc. ? Est-ce qu'ils ne font pas de la personnalité, M. Lamennais et les Réformistes, quand ils attaquent les Communistes ; les Communistes, quand ils attaquent les Réformistes et M. Lamennais ; l'abbé Constant, quand il attaque les Républicains, etc. ; la *Fraternité*, quand elle accuse le *Populaire* de manquer de convenance et de fraternité envers ce jeune Prêtre ; le *Travail*, quand il me donne *tort* et me *blâme* pour le même objet ? Si je savais que quelqu'un va perdre notre cause, est-ce qu'il ne faudrait pas le signaler, crainte de faire une personnalité ?

Et la *fraternité*, est-ce qu'elle empêche aussi d'attaquer MM. Thiers, Guizot, et tous nos frères oppresseurs ? A quoi servirait donc notre fraternité envers nos frères opprimés !

Du reste, dis à ceux de tes camarades qui sont toujours disposés à tout critiquer, à tout blâmer, qu'ils devraient écrire eux-mêmes, faire un journal, donner un modèle.... On sait comment d'autres ont réussi !... Ils seront sans doute, à leur tour, plus habiles et plus heureux !

Pour moi, je puis cesser d'écrire, et je le ferais à l'instant, si je croyais mon dévoûment inutile ; car, autant il est raisonnable et digne d'un homme de se dévouer utilement, autant

il serait insensé de se dévouer sans utilité pour personne.

Je voudrais même ardemment qu'il existât un écrivain communiste plus capable de rallier les Communistes à Paris et en France : que je lui céderais la place avec plaisir ! Que je serais heureux de voir un autre opérer le bien que je désire faire ! Qu'il se présente, et je deviens à l'instant son plus zélé serviteur ; j'épuise tous mes efforts pour vous engager tous à vous rallier à lui et à suivre sa direction, quand même elle ne serait pas parfaite, parce que vous ne trouverez jamais la perfection absolue, parce qu'il faut se contenter d'une perfection relative, parce que celui-là est le moins imparfait, chez lequel on trouve le plus de qualités et le moins de défauts. En attendant qu'il s'en présente un, quelqu'insuffisant que je puisse être moi-même, je continuerai mon entreprise ; mais, avec ta permission, je continuerai de dire franchement la vérité ou plutôt mon *opinion*.

Je dirai donc mon *opinion* sur tout, personnes et choses.

Du reste, inutile d'ajouter que je n'ai pas l'absurde prétention d'imposer à qui que ce soit mes opinions ni de demander qu'on me croie sur parole. Vous les approuverez ou vous les blâmerez ; vous adopterez celles qui vous paraîtront conformes à la raison et à votre intérêt ; vous repousserez les autres ; et vous pourrez les examiner toutes comme étant la pensée d'un ami dévoué ; je vous les soumets toutes.

Mais, si vous êtes libres et indépendants envers moi, j'entends être également libre et indépendant envers vous. Que d'autres soient réduits à entrer dans des espèces de coalition pour se soutenir ; qu'ils se laissent entraîner par des coteries dont ils ont besoin et qui leur dictent la loi ; qu'ils servent de trompette à des opinions qui ne sont pas les leurs ; je

conçois cette triste nécessité pour des hommes plus présomptueux qu'influents et plus ambitieux que dévoués. Que d'autres se soient laissé entraîner par des cris et des accusations, par la crainte de passer pour lâches ou traîtres, je conçois encore cette affreuse nécessité pour des hommes qui n'avaient pas encore fait leurs preuves ou qui n'avaient que des antécédents suspects. Quant à moi, mon dévoûment me laisse dans la plus parfaite indépendance. Si je n'avais pas été contrarié dans l'organisation d . *Populaire*, et si j'avais eu le cautionnement nécessaire pour le faire paraître toutes les semaines, j'aurais réuni le plus grand nombre possible d'écrivains communistes, et nous aurions discuté toutes les questions de doctrine et de propagande ; je le ferai encore aussitôt que j'aurai le cautionnement. Mais, jusque-là, je suivrai mes propres opinions. Si je n'ai pas la prétention de diriger personne, j'ai celle de ne me laisser mener, pousser, entraîner, par personne, pas plus par toi, mon cher ami, que par un autre, ni même par vous tous ; car, en fait d'instruction ou de prudence, les unités ne s'additionnent pas et le nombre n'y fait rien ; par exemple, cent mille géants aveugles ne voient pas ce qu'aperçoit l'enfant qui possède ses deux yeux, comme cent mille peintres ne font pas un médecin. A tort ou à raison, j'ai plus de confiance dans mon expérience que dans la vôtre ; et, dans quelque position que je puisse me trouver, tu peux être sûr que je me ferai tuer plutôt que de faire la moindre chose contre ma conviction et ma conscience.

Ecoute maintenant *mes opinions* principales sur les choses, sur les ouvrages et sur les personnes. — Je commence par le reproche que me font quelques-uns de tes camarades de n'être pas *révolutionnaire*.

Ah! je connais, mon cher ami, l'affreuse misère du Peuple; personne n'en a l'ame plus déchirée; personne n'est plus disposé à tous les sacrifices pour la faire cesser le plus tôt possible; et si les heureux qui montrent tant d'indifférence connaissaient cette misère, il n'est pas douteux pour moi que beaucoup montreraient plus de justice et d'humanité. Je sais aussi combien l'irritation et l'impatience sont naturelles à ceux qui souffrent tant; mais, je l'ai déclaré dans le *Voyage en Icarie*, je l'ai répété dans tous mes autres écrits, je le répète encore, je l'avoue, je le déclare : je suis *réformateur* plus que *révolutionnaire*; je redoute et désapprouve la violence, l'émeute, la conspiration, l'attentat; et sans t'expliquer tous les motifs de mon opinion, je te dirai qu'elle est fondée sur l'intérêt du Peuple lui-même. Les plus révolutionnaires d'entre vous ne désirent une révolution que pour améliorer leur sort et celui de leurs malheureux frères; ils n'en voudraient pas, si elle devait aggraver leurs maux, au lieu de les guérir; les plus généreux, les plus dévoués, ceux qui pensent au bonheur du Peuple entier, avant de penser à leur bien-être personnel, doivent être effrayés quand ils considèrent l'immense responsabilité qui pèse sur quiconque s'expose à perdre ceux qu'il veut sauver. Pour moi, mon cher ami, je suis convaincu, profondément convaincu, que jamais peut-être la situation n'a été plus volcanique et plus critique, que jamais les piéges tendus au courage populaire n'ont été plus dangereux, que jamais l'union n'a été plus nécessaire pour le salut du Peuple, et que son triomphe est assuré par la puissance de l'opinion publique, tandis qu'un effort partiel pourrait tout perdre pour longtemps.

« Une révolution, disait Robespierre, qui n'a pas pour but

» d'améliorer le sort du Peuple, n'est qu'un crime substitué
» à un autre crime. » Et je partage cette opinion. Une révolution est toujours une tempête qui foudroie ou écrase bien des victimes et qui les prend surtout dans les rangs populaires : personne ne peut donc désirer en elles-mêmes les révolutions, d'ailleurs chanceuses, remplies de hasards, qui souvent ressemblent à un jeu à tête ou pile ; et la pensée n'en est tolérable qu'autant qu'elle donne l'espérance d'une grande amélioration compensant le mal qui l'accompagne.

« Qui ne risque rien ne gagne jamais rien, » disent quelques révolutionnaires décidés. — Si c'est pour vous que vous pensez ainsi, leur répondrai-je, ce n'est guère sage ; et si la Nation entière parlait comme vous, ce serait une grande témérité, témérité cependant qu'elle serait libre de se permettre. Mais la lancer, vous, malgré elle, dans un tête ou pile, est-ce honnête et légitime ?

« Vous en parlez à votre aise, disent quelques-uns de tes
» camarades ; mais nous, nous souffrons horriblement. » — Réponds-leur pour moi, mon cher Jules, que chacun a ses misères ; que les plus poignantes ne sont pas celles qui se montrent et qui se voient ; que si beaucoup sont sur des épines, je ne suis pas sur des roses ; que vingt-six ans de luttes, de procès, de persécution, de proscription et d'exil, n'enrichissent pas ; que je devrais être aussi impatient que qui que ce soit, si je consultais mon intérêt personnel ; mais que je trouve criminel de sacrifier l'intérêt public à son égoïsme.

Je ne réponds pas au très petit nombre de ceux qui diraient : « Que nous importent tous vos beaux discours ? Ne
» possédant absolument rien, nous n'avons rien à perdre et
» tout à gagner. Si nous sommes tués, nous ne souffrirons

» plus ! Si nous restons comme nous sommes, nous ne per- » drons rien ! Et si nous réussissons, tant mieux ! » — Quelle faute de la part de la Société, quel crime de la part d'un Gouvernement, de réduire des hommes d'un intrépide courage à cette affreuse position !... Heureusement, le plus grand nombre des malheureux sont moins égoïstes, plus dévoués à l'intérêt de leurs frères, et sont assez généreux et assez vertueux pour souffrir plutôt que de compromettre l'intérêt général. Que de dévoûments de ce genre sont ignorés, qui mériteraient l'admiration s'ils étaient connus !

« Il y a trop longtemps que nous attendons, » te disait dernièrement le fougueux Henry. — Et tu me dis que tu lui as répondu : « Mais, mon cher ami, il faut bien attendre quand » la raison et la nécessité l'ordonnent. Est-ce qu'on n'aurait » pas mieux fait d'attendre en juin, en avril, en mai ? Est-ce » que Louis-Napoléon n'aurait pas mieux fait d'attendre à » Londres qu'à Ham ? » Tu as très bien fait de lui répondre ainsi ; mais tu aurais dû ajouter : « Mais, mon Dieu, mon cher Henry, il semble, à t'entendre parler, que rien ne soit plus facile qu'une révolution, et qu'on puisse en faire quand on veut et comme on veut ; il semble que ce soit d'aujourd'hui que le Peuple désire une révolution et qu'il essaie d'en opérer une ! Désabuse-toi ! C'est la chose du monde la plus difficile, et tellement difficile, qu'on a peine à comprendre comment un Gouvernement peut être renversé par une révolution. C'est presque depuis le commencement du Monde que le Peuple est opprimé et qu'il désire une bonne révolution ; c'est par milliers que l'on compte celles qui ont été projetées ou tentées ; et vois combien ont complètement échoué, combien, même en réussissant, ont trahi les espérances

des révolutionnaires et mal payé leurs immenses sacrifices ! »

« A force de laisser échapper les belles occasions, nous » n'en trouverons plus... » disait dernièrement un des hommes les plus honnêtes, mais aussi l'un des hommes les plus imprudents que je connaisse. — « Eh ! mon camarade, lui répondis-je, c'est ce que disaient les hommes de juin, de mai, de Boulogne !... C'est ce qu'on disait avant les fameuses lettres, avant le recensement, etc. Croyez-vous que ces fameuses lettres, ce recensement, etc., n'ont pas éclairé l'opinion publique, et que la cause populaire ne s'en est pas fortifiée ? Non, les occasions favorables au triomphe de la justice ne manqueront pas ; l'avenir en est rempli ; toutes ses chances sont pour le Peuple. On peut tout perdre par la précipitation et l'inopportunité, comme l'histoire en fournit mille exemples, tandis qu'on ne perd presque jamais rien en attendant, suivant le proverbe : *un de perdu, deux de retrouvés*, raisonnablement appliqué. Le système d'impopularité ne peut que se démasquer et s'affaiblir en se montrant à tous les yeux. Ce sont nos fautes, les émeutes et les attentats, qui ont fait sa force et qui l'ont sauvé ; il serait tombé tout seul ou se serait modifié, si tantôt l'émeute, et tantôt l'attentat, ne l'avaient pas relevé, affermi, rendu audacieux. L'émeute de *juin*, par exemple, ouvrage de quelques hommes ambitieux ou fous, a empêché une insurrection et une révolution certaines, si l'on eût attendu deux mois. Notre sagesse suffira pour réduire le Pouvoir à céder à la Volonté Nationale, tandis qu'une nouvelle faute, à l'approche de l'achèvement des bastilles, pourrait tout perdre pour des siècles... »

Voilà ce que je lui disais, lorsque, m'interrompant, il s'écria : « Mais ces bastilles, ces bastilles, si nous les laissons

faire, tout est perdu!... — Assurément le mal serait extrême, lui répondis-je; cependant il ne faudrait pas encore désespérer, parce qu'il ne faut jamais désespérer d'une grande Nation, surtout de la France, qui peut bien laisser surprendre sa confiance, mais qui peut toujours ouvrir les yeux à la lumière, et qui, quand elle est réveillée, n'a besoin que d'un moment pour tout soumettre à sa volonté. Néanmoins j'avoue que l'achèvement des bastilles serait la plus effrayante des calamités; car, alors, plus de presse, plus de discussion, plus de publicité quelconque, plus de réforme ni politique ni sociale, plus de phalanstère ni d'association quelconque, ni de Communauté.

Il y a quatre ans, j'écrivais, dans le *Voyage en Icarie* (t. 2, p. 506), que « si je tenais une révolution dans la main, » je la tiendrais fermée, quand même je devrais mourir en » exil... » Et je parlais alors dans toute la sincérité de ma conscience, parce que j'étais profondément convaincu qu'une révolution actuelle ne tournerait pas au profit du Peuple; qu'il avait surtout besoin d'instruction, et que son intérê exigeait qu'il fût plus instruit, afin de profiter du changement qui s'opérerait. Je tiendrais encore le même langage aujourd'hui sans les bastilles, parce qu'une révolution aujourd'hui n'amènerait certainement pas la Communauté, et p ut-être pas même la Démocratie, parce que quelques années de retard, qui sont tout pour beaucoup d'individus, ne sont rien dans la vie d'une Nation; parce que, dans ma conviction, l'avenir est au Peuple et à la Communauté par l'instruction, par la force de la vérité, par la puissance de l'opinion publique. Mais la circonstance nouvelle des bastilles change, à mes yeux, toutes les combinaisons; et, bien que

je sois l'ennemi du duel, j'accepterais un duel à mort, si ce duel était nécessaire pour empêcher leur achèvement.

Ainsi, sans les bastilles, je ne serais pas révolutionnaire : mais les bastilles me paraissant le plus grand des malheurs et pires que la mort, je suivrais la Nation partout où elle irait.

Toutefois, la révolution et la violence ne sont pas les moyens qui me semblent convenables : c'est toujours la voie de l'*opinion publique* que je préfère, la force d'*inertie*, la *défensive* au lieu de l'offensive. Quelque peu de confiance que semble devoir inspirer notre prétendue Représentation nationale, on peut espérer que les conséquences maintenant évidentes des bastilles, l'augmentation des impôts, l'arbitraire et l'illégalité du recensement, l'inquiétude du commerce et de l'industrie, l'accroissement de la misère et du mécontentement, la résistance des Conseils municipaux, des Gardes nationaux et des populations, les luttes sanglantes des départements, les menaces contre la presse, contre le jury et contre la Charte elle-même ; en un mot, la guerre des Ministres contre la Bourgeoisie comme contre les Prolétaires, achèveront d'ouvrir les yeux déjà entr'ouverts par les fameuses lettres, et que les Députés arrêteront des constructions qui ne peuvent plus être continuées que contre la liberté. C'est aux citoyens à encourager et à solliciter les Députés par des pétitions ou des adresses couvertes de millions de signatures (car jamais pétitions n'auront été plus décisives) ; c'est à la presse menacée à réparer le mal énorme qu'elle a fait. Et si la Nation se trouvait réduite à manifester sa volonté par un *refus d'impôt*, au printemps prochain, ce serait bien autre chose que la question de recensement ! La force d'*inertie* aurait bien une autre puissance que toutes les tentatives

faites jusqu'aujourd'hui ! L'armée connaîtrait bien autrement la volonté nationale ! La position *défensive* du côté du Peuple serait bien autrement favorable !... Et si le Pouvoir se laissait entraîner par l'esprit de vertige et d'erreur... Mais non, le Pouvoir céderait à la volonté de la Nation souveraine ; les bastilles disparaîtraient, et la presse, la discussion, la Réforme, les questions sociales, reprendraient leur marche rapide dans la carrière du pacifique progrès.

Telle est ma conviction ; elle est si énergique, que je regarde presque comme un crime toute tentative violente, isolée, partielle, prématurée, qui peut tout perdre ou tout compromettre.

Cette conviction, mon cher Jules, tes camarades peuvent ne pas la partager et s'en affliger même ; mais comme il ne dépend pas de moi de l'avoir ou de ne pas l'avoir, comment pourraient-ils me haïr et devenir mes ennemis, quand d'ailleurs je ne suis inspiré que par le plus pur amour du Peuple et de l'Humanité ?

Du reste, à tous ceux que ma conviction peut irriter, je pourrais dire : « Le plus grand nombre d'entre vous, chers concitoyens, sont des hommes généreux, sincères, désintéressés, dévoués, qui veulent avant tout le bien de leurs frères, mais trop confiants peut-être et trop ardents dans leur dévoûments. Prenez garde qu'on ne vous trompe et qu'on ne vous égare ! car vous ne vous consoleriez pas si, en voulant délivrer le Peuple, vous éternisiez son esclavage. Quelques-uns se font chefs et se donnent la mission et la responsabilité de guider les autres. Mais je ne pense pas qu'il y en ait qui veuillent sacrifier leurs frères à leur ambition et à leur cupidité ; car ce serait un infâme égoïsme et une dé-

testable perfidie. Je ne crois pas non plus qu'il y en ait qui veuillent entrainer leurs camarades par des exagérations et par des mensonges ; car ce serait coupable, sans que l'intention puisse excuser. Je vous suppose donc à tous des intentions patriotiques et pures. Mais ne dites pas que vous êtes sûrs de votre affaire ; car tous les chefs des milliers d'émeutes échouées et tous les auteurs des nombreux attentats avortés se croyaient bien sûrs aussi du succès ! Jamais tentative partielle ne fut plus difficile ; jamais la police ne fut plus adroite, plus résolue, et ne tendit plus de piéges. A quelle époque la corruption fut-elle plus dangereuse ? N'avez-vous pas des centaines d'exemples de séduction, de révélation, de trahison ? N'est-ce pas une croyance générale que les émeutes de Lyon et de Paris en *avril* ont été provoquées ? N'est-ce pas un soupçon général que les derniers rassemblements de Paris étaient excités par quelque main, étrangère peut-être, ennemie du Peuple ? Car, à qui ces rassemblements pouvaient-ils profiter, si ce n'est à des ennemis du Peuple ? Quel bien, dites-moi, peuvent faire à la cause populaire des cris, un drapeau rouge, des vitres ou des réverbères cassés, une boutique forcée, une maison envahie pour qu'on la dise pillée ? Ne voyez-vous pas le mal énorme, incalculable, que ces actes inutiles peuvent faire au Peuple en donnant à ses ennemis un prétexte pour crier à l'émeute, au pillage, au meurtre, pour faire des visites domiciliaires, des arrestations et des saisies, pour effrayer la Bourgeoisie, entraver la presse, etc., etc. ? Ne tremblez-vous pas en pensant que le salut du Peuple peut être compromis par un gamin, ou par un fou, ou par une femme, ou par un mouchard ? L'expérience vous sera-t-elle toujours inutile, quand le procès de Montandon

vous montre un employé de la police qui entre dans un rassemblement, qui se place à côté du chef, qui l'accompagne, qui crie probablement comme lui pour obtenir sa confiance, et qui n'agit ainsi que pour le trahir, le signaler aux sergents de ville et le faire arrêter? Ne devez-vous pas frissonner d'effroi quand vous pensez que, dans un jour de rassemblement, un agent adroit pourrait entraîner toute la population, en faisant croire à des imprudents qu'il aurait une petite armée prête à l'attaque et fournie d'armes et de munitions?... Et vous ne devez pas vous faire d'illusion! aucune situation précédente ne ressemble à celle-ci : ce n'est ni le règne de Louis XVI, ni celui de Louis XVIII, ni celui de Charles X!... Les Guizot, les Thiers, les Soult, les Bugeaud, etc., ne sont pas des Polignac et consorts!... Jamais Pouvoir n'a si bien prévu l'aggression, si bien préparé sa défense, réuni tant de soldats et tant de canons à Paris!.... Jamais émeute vaincue n'a entraîné pour conséquence immédiate l'achèvement de tant de bastilles!... Oui, mes amis, je serais désolé de vous blesser; mais je ne puis m'empêcher de vous le dire, recourir à la violence aujourd'hui, ce serait servir et sauver le Pouvoir, ce serait agir comme des ennemis du Peuple, ce serait le plus effrayant des dangers, une folie, et, tranchons le mot, un crime.

Chacun de nous a bien le droit de vous conjurer de vous abstenir de toute violence, puisque chacun peut être perdu ou compromis. Et moi, quand même je ne serais pas transporté de dévoûment pour le Peuple, et même pour vous, j'aurais bien le droit de vous conjurer dans mon intérêt personnel; car, déjà en *juin*, par suite d'une émeute à laquelle j'étais complètement étranger, que je désapprouvais, et qui était

soufflée et commencée par une petite troupe d'ambitieux cachés, j'ai failli être *fusillé* sur l'heure par un Conseil de guerre, tandis que quelques combattants de Saint-Merry m'auraient également *fusillé* s'ils m'avaient rencontré, parce qu'on leur avait, à mon insu, promis que j'irais les rejoindre, et parce qu'ils étaient furieux de ne pas me voir arriver. Et si je ne suis pas assez heureux pour vous empêcher de vous perdre et de tout compromettre, je suis du moins aussi maître de mes actions que vous pouvez l'être des vôtres, et je vous déclare que je me ferai tuer, plutôt que de concourir en rien à la responsabilité d'aucune violence.

Beaucoup d'autres resteraient comme moi dans l'inaction. Les patriotes également dév ués se diviseraient donc en deux classes, ceux qui consultent la *prudence* et ceux qui n'écoutent que leur ardeur *téméraire*. — Il est plus facile aux bons marcheurs d'attendre les autres qu'à ceux-ci de précipiter leur marche pour les atteindre. Ce n'est pas aux prudents à se laisser entraîner par les fougueux ; mais il est plus raisonnable que les fougueux cèdent aux prudents. — D'ailleurs, on ne fait bien que ce qu'on fait de conviction et avec plaisir ! On a bien des chances de victoire quand on approuve la bataille, quand on la désire, quand on s'y jette tête baissée et avec enthousiasme !... On brave alors la mort avec joie, et l'on peut se battre un contre dix avec certitude d'être vainqueur. Mais on est sans force, sans ardeur, on a les bras cassés, on est vaincu d'avance, quand on désapprouve le combat, quand on désespère du succès, quand on marche à regret, et, pour parler vulgairement, comme un chien qu'on fouette. Il n'est même pas de situation plus affreuse, surtout pour ceux qui peuvent avoir la responsabilité du désastre ! — Les prudents

doivent donc résister. Si les impatients se croient assez forts, ils sont libres, puisque nous ne pouvons pas les retenir ; mais ils seront écrasés, ils se perdront, perdront peut-être tout avec eux, et feront plus de mal au Peuple que ses ennemis déclarés. S'ils se croient trop faibles, qu'ils renoncent à leurs projets de violence, et rien n'est compromis.... — « C'est bien malheureux, dites-vous, que vous ne pensiez pas comme nous ! » C'est vrai, il est malheureux que nous ne pensions pas tous de même ; il est malheureux que tout le Peuple n'ait pas la même opinion, le même sentiment, la même volonté, qu'il y ait des ultrà-Communistes, des imprudents, des Réformistes, etc., etc. ; mais il faut bien se résigner à l'impossibilité, à la nécessité, à l'impérieuse nécessité, maîtresse des Partis comme des individus et des Nations ; et le malheur serait bien plus grand, si nous avions la folie de nous abandonner à une impatience qui nous perdrait au lieu d'améliorer notre sort.

Voulez-vous ou ne voulez-vous pas le bien du Peuple ? Pouvez vous ou ne pouvez-vous pas le faire par la violence ? Voilà la question.

Voilà aussi ce que je dirais aux plus révolutionnaires ; et, pour en revenir à toi, mon cher Jules, je te répéterai, en terminant sur ce point, que je ne suis point révolutionnaire comme Communiste, que je le serai peut-être comme patriote contre les bastilles, mais que je ne le suis pas encore.

La Communauté ne peut s'établir par la violence. — Je vais plus loin ; j'aborde nettement la question, car il faut aborder courageusement la vérité, et je veux, en tout, jouer carte sur table : je suppose que les Communistes réussissent par un

coup de main, qu'une révolution soit faite par eux ou par d'autres, et qu'ils soient les maîtres du Pouvoir. A l'instant, c'est la guerre avec l'Aristocratie Européenne, qui attaque ou se prépare à attaquer : que feront-ils? Proclameront-ils demain la Communauté, en l'imposant impérieusement? Mais aujourd'hui, et demain par conséquent, les Communistes ne sont qu'en petit nombre; il n'y a pas 100,000 personnes qui aient entendu prononcer le nom de Communauté. Calomniée jusqu'à présent, défigurée, dénoncée et poursuivie comme un objet d'épouvante et d'horreur, tous les riches la repousseront avec fureur; toutes les campagnes, presque tous les départements, la plus grande partie du Peuple, ignorants, trompés par les riches, la repousseront aussi; et cependant il faut repousser l'Europe, il faut des soldats, des armes, des habits, des vivres, de l'argent, surtout de l'enthousiasme patriotique, de l'unité, de l'ensemble : que fera-t-on? Voudra-t-on employer la violence pour introniser la Communauté? Mais si la masse des adversaires préfère se faire tuer, ce sera donc la guerre civile avant et avec la guerre étrangère! S'ils sont vainqueurs, les Communistes, au moins seront-ils bien affaiblis pour résister aux armées de l'Europe. Et s'ils n'emploient pas la violence, si leurs adversaires leur opposent tout simplement la *force d'inertie*, s'ils refusent les impôts, le service militaire!!! Allons, allons, on n'impose pas des opinions, des convictions, une croyance, une doctrine; et si l'on voulait alors imposer la Communauté par la violence, la Communauté ne s'établirait peut-être jamais.

Il y a plus : si les Communistes avaient et nourrissaient la pensée de faire une révolution pour établir ensuite la Communauté par la violence, ils lui feraient tant d'ennemis, ils

inspireraient tant d'effroi, qu'ils ne pourraient jamais faire une révolution pour établir ensuite la Communauté.

C'est donc, à mes yeux, dans ma conviction profonde, une nécessité absolue (et je le dirais quand même je devrais d'abord irriter contre moi) de ne penser à fonder la Communauté que par la discussion, par la persuasion, par la puissance de l'opinion publique, par la volonté libre et réfléchie de la Nation ; c'est de la démonstration, de la propagande, du prosélytisme qu'il faut, pour faire des Communistes, et non de la menace et de l'épouvante. — Pourquoi, d'ailleurs, sommes-nous Communistes? C'est parce que le système de la Communauté nous paraît le plus vrai, le plus inattaquable, le plus parfait, le plus capable de faire le bonheur des pauvres comme des riches, et des riches comme des pauvres, parce que nous en avons la conviction la plus inébranlable, parce que, pour nous, c'est l'évidence, la lumière et le soleil. Autrement, nous serions des insensés ; car il n'y a que la vérité qui puisse résister à toutes les attaques et sortir victorieuse d'une agression universelle. Pour moi, ma conviction et mon enthousiasme sont tels, que j'appelle de toutes mes forces la discussion, que je suis prêt à soutenir la lutte envers et contre tous ; ma confiance en l'avenir est si énergique, le triomphe me paraît si certain, que je redoute nos propres fautes bien plus que les calomnies et la persécution. Mais il faut présenter la Communauté ce qu'elle est, aimable, désirable, morale, assurant partout l'ordre, la paix, la fraternité et le bonheur : la dénaturer nous-mêmes, pour la présenter menaçante, effrayante, abrutissante, ne serait-ce pas un contre-sens, de la folie, de la démence?

Attentat.— Puisque je suis Communiste, je voudrais couper la racine à tous les attentats ; car l'attentat n'est plus possible dans la Communauté. Je ne l'examine donc ici que dans l'intérêt du Peuple, dans sa difficulté d'exécution et dans ses résultats possibles. — Rien n'est plus commun que de parler d'attentat et de régicide : toutes les histoires, tous les livres, tous les journaux en sont remplis. C'est la mode de louer, de vanter, de glorifier *Judith, Mutius Scévola, Brutus.* Tous les colléges retentissent de leur vertu ; chacun voudrait s'appeler *Brutus* et donner ce nom à l'un de ses fils. — Mais de tous les régicides ou tyrannicides, presque aucun ne ressemble à celui de *Brutus.* — D'abord, *Brutus* était un homme éclairé, un homme politique, un homme d'État, un *Sénateur*, conspirant avec les principaux Sénateurs, connaissant tout ce qu'on pouvait connaître, parfaitement capable de juger la portée, les conséquences, l'utilité de son attentat. — En second lieu, il attaquait lui-même, au milieu du Sénat, aidé par une foule de Sénateurs armés et prêts à frapper comme lui, un homme sans arme, sans garde, sans aucun défenseur, sans aucune défense. Il le frappait avec un poignard, sans crainte, sans effroi, sans pouvoir le manquer. — Tous les attentats des Princes contre les Rois, des Courtisans, des Nobles, des Prêtres, sont de ce genre, tous concertés et complotés, tous d'une exécution assurée et facile, tous ayant la chance d'atteindre le but proposé ; et quand c'est un agent employé par une conspiration, l'agent est choisi, préparé, capable sous tous les rapports... — Mais tous les attentats récents sont individuels, conçus et exécutés par un ouvrier. Et que peuvent avoir de commun avec les attentats Aristocrates, Sacerdotaux, Bourgeois, ces attentats individuels, par un Prolétaire, dans la

rue, avec un fusil ou un pistolet (qu'il ne sait peut-être ni charger ni tirer), contre un homme éloigné, en voiture ou à cheval, en mouvement, entouré de défenseurs et de gardes, quand l'assaillant est agité par mille craintes à la fois, inaccoutumé à manier son arme, entravé par mille obstacles, entouré de personnes et peut-être de mouchards qui peuvent tout déranger? Quelle chance avaient le tireur du pistolet du Pont-Royal, Alibaud, Darmès ? Fieschi même était-il sûr de réussir, lorsqu'il était préoccupé et troublé par le désir de fuir à la hâte? Non, tous ces attentats sont folie ! Quoi! c'est un homme seul, un ouvrier, nécessairement ignorant en politique et inexpérimenté, qui prend sur lui de décider une question de révolution, la question la plus compliquée et la plus immense dans ses conséquences! Et s'il se trompe! Si le moment qu'il croit opportun est inopportun! Si le résultat est favorable à un autre Parti, plus prêt à en profiter! S'il entraine d'effroyables malheurs! S'il *perd* ceux que le malheureux voulait *sauver* en se dévouant pour eux! Quand le Peuple est perdu, que lui importe que ce soit par un ami dévoué ou par un ennemi?

J'ai bien intérêt, moi, à parler contre l'attentat; car le Pouvoir a eu l'incroyable pensée de me comprendre, comme complice au moins indirect, dans le procès *Darmès*; et l'un des principaux Ministres s'est rendu, la nuit, dans la prison d'un jeune homme qui venait d'être arrêté, pour le faire réveiller et l'interroger lui-même, dans l'espérance que ses réponses fourniraient un prétexte pour me faire enlever dans la même nuit. Quel triomphe pour moi si l'on m'eût accusé! Quelle honte et quelle responsabilité pour mes accusateurs! Mais en attendant, que de calomnies, que de gêne, que de

préjudices, que de privations (non que d'inquiétudes) pour moi et pour ma famille!

Armes et munitions. — Les idées révolutionnaires sont tellement répandues, tellement manifestées par des tentatives Carlistes, Napoléoniennes et Républicaines, que tous les Partis prévoient une insurrection, un combat, la guerre civile, et voudraient avoir des armes pour attaquer ou pour se défendre. — Comme tout est facile avec de l'argent, il n'est pas difficile aux partis riches (Aristocrate et Bourgeois,) d'avoir des armes et des munitions, en masse, dans de grands dépôts, sans compromettre personne, ou du moins en ne compromettant qu'un petit nombre d'individus. — Mais, comme le Parti populaire n'a ni argent, ni relations commerciales, ni vastes locaux, l'armement est, au contraire, extrêmement difficile pour lui, presque impossible, infiniment dangereux, et décidément nuisible. — Ici l'armement ne peut être qu'individuel. Il faut qu'un ouvrier se saigne et dépouille sa famille pour acheter une arme et des munitions. Et où les cacher? Dans des lieux humides où elles se gâtent, ou dans des lieux tellement inaccessibles et inabordables, qu'on ne pourrait les prendre au moment où l'on en aurait besoin précipitamment. Jamais tous les ouvriers, ni même un très grand nombre, ne pourront s'armer. Si quelques-uns seulement le peuvent, ce n'est d'aucune utilité; et si le nombre est un peu considérable, c'est insuffisant : mais, dans l'un et l'autre cas, le danger est immense. Quand même la police ne saurait pas quels sont les individus armés, elle sait très facilement et très certainement ce fait général qu'on s'occupe de l'armement; elle devine aisément les hommes qui, par

leurs opinions et leurs moyens, sont probablement armés ; elle emploie toutes ses resources (espionnage, surveillance, séduction, corruption, provocation, trahison) pour les découvrir ; c'est son métier. Elle profite de la première *occasion* ou du premier *prétexte* (et rien ne lui est plus aisé que d'en créer quand on n'a pas l'imprudence de lui en fournir) pour faire des visites domiciliaires et des perquisitions ; c'est tout naturel, puisque c'est son intérêt et son droit. Elle trouve les armes et les munitions, souvent des listes, des écrits, des correspondances, qui peuvent servir ses projets, quelquefois des personnes qu'elle ne cherchait pas. Elle saisit tout, arrête et dépouille, emprisonne et ruine, puis crie à la conspiration pour effrayer. Et la terreur se répand partout ; tous ceux qui ont des armes ou d'autres choses saisissables, les cachent, les enfouissent, les enlèvent ou les détruisent ; tout tremble.... Et l'armement n'a d'autre résultat que de fournir des armes et des munitions à l'ennemi, et de lui donner la facilité de ruiner, désorganiser et démoraliser les malheureux ouvriers.

Sociétés secrètes. — Ces Sociétés sont faciles pour l'Aristocratie et la Bourgeoisie, qui ont tout, argent, salons, temps, moyens de réunion et de correspondance, et toutes les qualités nécessaires à la conspiration. Mais, pour des ouvriers, je les crois presque impossibles et beaucoup plus dangereuses qu'utiles. — Qu'ont produit celles que des procès ont révélées? Comment ont-elles été organisées ? Quels soins a-t-on apportés dans l'admission de ses membres ? Que d'indiscrets, d'ivrognes, de révélateurs, de dénonciateurs, de traîtres, n'a-t-on pas vus? Il semble que les réglements, inconnus, inappliqués, n'existaient que pour être saisis par la Police et pour servir à

faire condamner ! A quoi bon des serments, si l'on peut être impunément parjure ? Une Société dans laquelle peut se trouver un *Borel* n'est-elle pas le plus absurde des jeux ? Comment espérer que la Police ne s'y introduira pas indirectement ou directement ? Comment empêcher que la femme d'un associé ne soit mise dans la confidence et ne révèle tout pour sauver son mari, s'il est arrêté ? — Que peut faire une Société qui n'a pas d'argent ? Quelle influence peuvent avoir des Comités d'ouvriers ? On n'a pas même pu secourir et diriger les membres arrêtés ! — Rien n'est plus facile que d'exagérer, mentir, tromper, dans les Sociétés secrètes. Elles portent naturellement à l'action, à l'impatience, à la précipitation, à la témérité, parce que, dès que quelques hommes courageux se trouvent réunis, ils se croient nombreux et invicibles. — Ces Sociétés ont en outre de nombreux inconvénients : d'inquiéter la Police et de lui fournir un prétexte pour empêcher toutes les réunions et pour faire des visites domiciliaires ; d'occasionner des saisies de listes qui facilitent beaucoup d'autres visites ; de faire saisir aussi des armes, des munitions, des brochures ; de faire arrêter et condamner beaucoup d'hommes, les plus utiles ; enfin, de rendre tous les membres timides et craintifs devant un Commissaire de Police, et de les exposer à fuir ou à se laisser outrager, vexer, maltraiter, parce qu'on est presque toujours paralysé quand on se sent coupable, et que l'on craint d'être découvert et convaincu si l'on veut résister. Toutes ces habitudes démoralisent le Peuple, le déconsidèrent et enhardissent les hommes de police, tandis que, quand il n'y a point de Sociétés, la Police est beaucoup moins entreprenante, et les citoyens beaucoup plus hardis à faire respecter leur dignité et leurs droits.

Quand il y a des Sociétés secrètes, des armements, des émeutes, des rassemblements, la Police, autorisée par un quasi-droit, peut se permettre impunément tous les abus et tous les excès, tout l'arbitraire et toutes les vexations, tandis que tous les patriotes, se sentant coupables de quelque quasi-délit, sont presque obligés de tout souffrir.

Ainsi, un seul ivrogne, un seul indiscret, un seul révélateur, par imprudence ou par intérêt, un seul traître, une seule femme séduite ou trompée par la Police, peut tout compromettre; un seul membre qu'on peut poursuivre pour un crime, politique ou autre, et qui se trouve ainsi à la discrétion de la Police, peut tout perdre en révélant ou même en accusant faussement (comme B... qu'on dit avoir été accusé du meurtre d'un sergent de ville, et épargné à la condition qu'il accuserait ses camarades communistes). — Mais le plus dangereux effet des Sociétés secrètes, c'est de terrorifier et de paralyser dans de grandes circonstances tous les membres de ces Sociétés et même tous les patriotes, et d'anéantir généralement le *courage civil*; la terreur arrive jusqu'à craindre d'avoir chez soi aucun écrit politique, de s'abonner à aucun journal radical; de signer aucune pétition désagréable au Pouvoir. — Tout considéré, je ne puis approuver les Sociétés secrètes; et j'ai suspendu l'organisation d'une Société en commandite pour le *Populaire*, quand j'ai appris que quelques personnes pensaient à en faire une espèce de Société politique.

Emeutes, *Rassemblements*, *Réunions*. — Tout ce que je viens de dire des armes et des sociétés secrètes s'applique généralement aux émeutes, aux rassemblements extérieurs

et aux réunions intérieures, quand ces rassemblements et ces réunions ont quelque but hostile. Le plus souvent, c'est une main inconnue qui dirige, et rien n'est plus facile à la Police que de les organiser ou de s'y introduire et d'en prendre la direction. C'est ordinairemennt un piége, un guêpier, un traque-renard. Et là se trouve un danger immense; c'est que la masse est à la discrétion d'un mouchard, ou d'un gamin, ou d'un imprudent, ou d'un fou. Une seule personne qui crie, qui insulte, qui arbore un drapeau ou un bonnet, qui lance une pierre ou tire un coup de pistolet, peut amener une fusillade ou une mitraillade instantanée, dont les innocents sont victimes. — Aussi, les meilleurs patriotes, les hommes les plus dévoués au Peuple et les plus capables de le bien diriger dans son intérêt, évitent ces rassemblements et ces réunions, dans lesquels ils se perdraient sans aucune utilité : ce sont alors les plus imprudents et les plus fous, les plus ambitieux et les plus intrigants, qui s'y jettent.

Banquets publics. — Sans doute les banquets et les autres réunions peuvent être utiles, pour fraterniser, se connaître et s'éclairer : mais il faut de la légalité, de l'ordre, de la discipline, du calme. Sans discipline et sans ordre, un seul imprudent peut tout compromettre. Je n'ai point assisté aux banquets réformistes et communistes, parce que je les désapprouvais; et je les désapprouvais, parce qu'ils me semblaient propres à semer la division au lieu de réunir, à donner une fièvre dangereuse au lieu d'un courage solide. Ils ont néanmoins fait moins de mal que je le croyais : mais l'un d'eux, celui du 7e arrondissement, à la barrière du Maine, a donné le déplorable spectacle de citoyens agissant en enfants

plutôt qu'en hommes, allant se rassembler ensuite dans la campagne en chantant la *Marseillaise*, comme si l'on pouvait espérer que l'Autorité les tolérerait, fuyant ensuite devant la Police ou se laissant assommer et outrager par elle, après l'avoir en quelque sorte provoquée par des chants et des cris. Quelle utilité peut compenser un pareil inconvénient ? — On a l'habitude de donner tous les torts à la Police (qui, certes, en a beaucoup, surtout les chefs), mais on ne dit pas que c'est souvent un seul individu, vaniteux, exalté, fou, mouchard caché, qui compromet tous les autres à leur insu et malgré eux, par une bravade, par une injure, une menace, un cri. — Le banquet de Belleville a été officiellement raconté avec une exagération qui a paru dangereuse, car on ne trouve d'avantages que dans la sincérité et la vérité.

Presse clandestine. — J'en dirai autant des presses clandestines. On conçoit que, quand il existe une Direction capable, une presse clandestine peut être d'une extrême utilité dans une circonstance décisive; mais rien n'est peut-être plus difficile et plus dangereux quand on en fait un fréquent et mauvais usage. Quelle garantie peut-on avoir qu'elles ne seront pas dirigées par les hommes les plus imprudents et les moins habiles ou les plus perfides, par la Police elle-même ? Le plus souvent, elles sont hostiles, violentes, menaçantes, effrayantes... Cette allure plaît généralement aux Prolétaires, souffrants, irrités, toujours prêts au combat; mais c'est ainsi qu'on irrite le Pouvoir, qu'on inquiète la Bourgeoisie, que l'on compromet et que l'on perd la cause populaire. Quel bien a produit le *Moniteur Républicain ?* Je suis convaincu qu'il a fait un mal immense !

Courage civil. — Si vous vous sentez coupables d'un délit quelconque, vous n'avez plus ni liberté ni indépendance ; vous êtes les esclaves de votre délit et de la peur d'être découverts, arrêtés, convaincus, condamnés. Si vous êtes membres d'une société secrète ou d'une conspiration, ou si vous avez chez vous soit des armes ou des munitions, soit une presse clandestine ou des écrits incriminés, soit des listes ou des adresses, soit des lettres ; en un mot, des objets quelconques qui peuvent faire légitimement condamner vous ou d'autres, vous n'êtes plus vos maîtres ; poursuivis pour une chose sur laquelle vous êtes innocents, vous tremblez pour celle dont vous êtes coupables ; quels que soient les abus, les excès, les illégalités, les outrages et les violences de la Police, vous êtes obligés de tout souffrir et de *filer doux*, comme on dit, pour ne pas l'irriter, pour éviter qu'elle ne s'acharne dans ses perquisitions et qu'elle ne découvre autre chose... Accusés, vous êtes réduits à mentir. L'humiliation qui résulte de là pour vous est un supplice, et la démoralisation individuelle et générale qui en résulte en même temps pour le Peuple est une des plus grandes calamités nationales.

Mais, si vous vous résignez à observer la loi contre l'association, contre la réunion ou le rassemblement, contre la détention d'armes et de munitions ; si vous renoncez à la résistance violente, à la conspiration, à l'émeute, à l'attentat ; si vous adoptez franchement et énergiquement le système de la *légalité*, résolus à n'employer que les voies légales et à employer toutes celles qui vous restent, alors tout change. Écoute bien, mon cher Jules !

Alors, soyez courageux, fermes, hardis, intrépides ;

opiniâtres, inébranlables, enthousiastes, pour défendre et faire respecter votre dignité d'homme et vos droits !...

Étudiez la loi, exécutez-la fidèlement ; ne l'enfreignez jamais !

Usez de toutes les facilités qu'elle vous laisse, de toutes les libertés qu'elle ne vous a pas ravies !

Sûrs de n'avoir commis aucune illégalité, de ne mériter aucun reproche, agissez en hommes et en citoyens, les yeux levés, la tête haute, sans aucune crainte à l'aspect d'un agent quelconque du Pouvoir!

Jamais d'injures envers eux, jamais d'insultes quelconques, jamais de menaces ni de violences!

Forcez l'Autorité et tous ses instruments à respecter eux-mêmes la loi ! Ne souffrez aucune infraction, aucune illégalité, aucun acte arbitraire, aucune vexation, aucune insulte, aucune injure, aucune violence, aucun abus, aucun excès, aucun déni de justice !...

Résistez pacifiquement, par toute les voies légales, par des protestations, par des procès-verbaux, par des attestations de témoins, par des poursuites judiciaires, par la publicité de la Presse !

Exigez l'observation des formes légales dans les visites domiciliaires, dans les perquisitions, dans les saisies, dans les arrestations, dans les interrogatoires, dans la procédure et dans la détention préventive !

Ne craignez plus ni la rencontre d'un homme de la Police, ni les visites, ni même les saisies, ni même les arrestations!

Ne craignez plus de vous abonner au journal qui vous convient, ou d'acheter les livres qui vous plaisent et de les avoir

chez vous, puisque vous avez le droit de vous abonner, d'acheter, de lire et de conserver!...

Réclamez tout ce qu'on vous aura saisi illégalement!...

Si l'on vous arrête injustement, marchez fièrement en prison, sans aucune crainte !... Ne souffrez pas que gendarmes, geôliers, juge d'instruction, attentent à vos droits et à ceux de votre famille !...

Plaignez-vous hardiment à la Justice! Dénoncez les prévaricateurs! Demandez la réparation de tous le préjudice que la prévarication pourra vous avoir causé!

Alors, tous les citoyens, rassurés, vous soutiendront, vous aideront, vous secoureront, vous et vos familles !... Alors, tous les avocats se feront un devoir et un plaisir de vous défendre!... Alors la Presse, que la conspiration et les Sociétés secrètes, que les armes et la violence, que l'émeute et l'attentat, gênent, embarassent, intimident, réduisent au silence et même irritent, reprendra librement sa hardiesse et son allure, vous ouvrira ses colonnes pour toutes vos réclamations ou vos plaintes, et redoublera de courage et d'énergie pour forcer le Pouvoir à respecter non seulement la loi et les droits des citoyens, mais la souveraineté du Peuple et toutes ses conséquences...

Le *Populaire* se chargera lui-même (et les collaborateurs ne lui manqueront pas) de toutes vos réclamations.

Alors, beaucoup de citoyens éclairés, prudents, dévoués, qui fuient les réunions tumultueuses et compromettantes, ne craindront plus de se réunir aux travailleurs pour fraterniser avec eux, discuter avec eux, et leur communiquer les lumières de l'étude et de l'expériences. J'en connais plus d'un qui se feraient un plaisir d'assister à des réunions paci-

fique avec leurs frères les Prolétaires, qui discuteraient toutes les questions, mais qui ne peuvent avoir la folie d'aller se perdre dans les réunions d'aujourd'hui.

Réfléchissez bien ; Travailleurs, Prolétaires ! Si vous entrez dans cette nouvelle carrière de *courage civil*, les avantages en sont incalculables... Plus de dangers, plus de périls, plus de chances contraires ! Triomphe assuré pour la liberté et l'égalité par la puissance de *l'opinion publique* et de *l'esprit public*.

Réfléchis-y bien, mon cher Jules, avec tes camarades, et vous serez convaincus que c'est la voie la plus *courte* comme la plus sûre. Oui, quelque longue qu'elle puisse paraître à votre impatience, elle est la plus *courte* et celle qui vous conduira *le plus promptement* au but... Les autres ne vous y conduiraient peut-être jamais.

Esprit public. — Ces mots ont plusieurs sens : je ne les examine que dans celui qui signifie *l'esprit des affaires publiques, générales, communes, patriotiques, nationales*. Les affaires publiques ou politiques (*politiques* signifie *communes à tous*), intéressent toute la Nation, tous ses membres, chaque citoyen. Il n'est personne à qui les Sociétés secrètes et les conspirations, les émeutes et les attentats, les presses clandestines, toutes les actions de chaque individu et du Peuple comme tous les actes du Pouvoir, ne fasse du mal ou du bien. Rester *indifférent* à la politique, c'est abandonner son sort aux autres, aux Partis ; c'est se livrer au torrent, au hasard ; c'est accepter la dictature, la domination de la Démocratie comme de l'Aristocratie ; c'est se faire esclave, mouton, brute ; c'est être insensé dans son intérêt personnel, et coupable dans

l'intérêt général, quand on pourrait le servir. Aussi, l'une des lois d'Athènes les plus admirées est celle qui, dans les troubles civils, obligeait chaque citoyen à se ranger dans l'un ou l'autre parti. —Chacun devrait donc se prononcer énergiquement pour tout ce qui peut être utile et contre tout ce qui peut nuire. Chacun devrait signer les pétitions et les adresses pour le bien et contre le mal.

Mais il existe une dangereuse habitude, un préjugé funeste : toutes les fois qu'il y a collision ou débat avec le Pouvoir ou un autre Parti, on est unanime et énergique pour attaquer l'adversaire ou l'ennemi, et l'on n'attaque jamais l'individu ou les individus de son Parti qui ont engagé le débat ou la collision, quand même ils auraient eu le plus grand tort de l'engager, quand même ils l'auraient fait par imprudence, ou par vanité, ou par ambition ; quand même ils seraient coupables et criminels envers leur Parti, quand même ils l'auraient compromis, et presque perdu. C'est ainsi que chaque Parti se conduit à l'égard des Sociétés secrètes, des conspirations, des émeutes, des attentats, etc., qui sont l'œuvre d'un plus ou moins grand nombre de ses membres. Quand le malheur est arrivé, on est très ardent pour dire : *Les malheureux! les imprudents! les fous! les enragés!* Mais auparavant, personne ne prévoit le mal et n'agit pour le prévenir et l'empêcher; et quand les procès commencent, on se croit intéressé à ne pas blâmer les accusés; on les loue même hautement, on les vante, on les transforme en héros, on les glorifie, on transmet leur image à la postérité, tandis que souvent les mêmes hommes sont coupables envers leur Parti... Sans doute, il y a quelque chose d'utile dans cet usage, parce qu'il n'y a rien de nuisible qui n'ait quelque utilité; mais

l'inconvénient me paraît l'emporter de beaucoup sur l'avantage : on offre ainsi une prime d'encouragement à la témérité, à la vanité, à l'ambition, à l'égoïsme... Le plus ambitieux et le plus égoïste peut toujours se dire : « Ne craignons pas » de compromettre ! Si je réussis, je serai un héros ; et, si je » succombe, je serai encore un héros ou un martyr ! » Rien ne me paraît plus dangereux. C'est même, quand j'y réfléchis, une folie de s'occuper de politique tant que cette déplorable habitude subsistera, parce que toutes les méditations, tous les efforts, tous les sacrifices des patriotes les plus dévoués et les plus utiles, peuvent être anéantis par la témérité, ou l'orgueil, ou l'ambition d'un ou de quelques individus.

S'il y avait de *l'esprit public* en France, tous les Conseils municipaux, toutes les Gardes nationales, toutes les Populations, auraient signé des adresses au Conseil municipal, à la Garde nationale, à la Population de Toulouse.

Tous les Démocrates, Communistes comme Réformistes, signeraient la pétition pour la Réforme électorale, et tous, Réformistes comme Communistes, signeraient une pétition contre les Bastilles.

Tous s'opposeraient à l'émeute, et à tout ce qui peut compromettre la cause du Peuple et de l'Humanité.

Responsabilité. — Chacun invoque la responsabilité pour les autres ; tout le monde la demande pour les ministres et pour tous les fonctionnaires publics, et l'on a raison ; mais personne ne se considère comme responsable personnellement envers son Parti. C'est là un usage funeste. La Politique est la chose de tous : s'en occuper, c'est l'affaire des autres comme la sienne, c'est se constituer leur mandataire, leur

fonctionnaire, leur comptable, à leur insu, et souvent contre leur volonté présumée. Quiconque s'immisce dans la politique sans avoir la capacité, l'instruction et l'expérience nécessaires, est, par cela seul, coupable envers son parti. Dans tous les cas, il s'oblige à lui rendre compte de tous ses actes, et à lui faire connaître toutes ses qualités et tous ses titres; il se soumet d'avance à l'examen, au jugement, à la critique, à la censure de tous et de chacun. Quand vous faites un acte politique quelconque, comme vous pouvez me perdre, moi et ma famille, en même temps que tout notre Parti, j'ai le droit, comme patriote et comme citoyen, dans l'intérêt général et dans mon intérêt individuel, de vous demander qui vous êtes, de m'opposer ou de vous attaquer devant le tribunal de l'opinion publique.

Aussi, la célèbre société des Jacobins, qui comprenait presque tous les Démocrates français, a-t-elle soumis tous ses membres à un jugement public sur leur fortune et sur tous les actes de leur vie. — La Convention a de même décidé que tous les Représentants du Peuple rendraient un compte public de leur conduite et de l'état ancien et présent de leur fortune.

Pétitions. — Je viens de parler tout-à-l'heure de *pétitions.* Le Pouvoir et les Députés les ont bien scandaleusement dédaignées, les chefs des Partis en ont bien dégoûté les citoyens par la tiédeur de leur zèle à les défendre : cependant, il en est deux que le Peuple, que les Prolétaires doivent, à mon avis, signer, sans se rebuter comme sans rien craindre: celle contre les *Bastilles* et celle pour la *Réforme.*

Réforme électorale — Cette Réforme est le premier pas et

le premier échelon pour toutes les réformes pacifiques, soit politiques, soit sociales. L'organisation d'un Comité central à Paris, et de Comités dans tous les arrondissements de la capitale et dans toutes les villes des départements, pour rallier tous les démocrates autour de ce drapeau et pour leur faire signer des pétitions, était une des idées les plus heureuses et les plus fécondes en résultats favorables à la cause égalitaire. Que ne pouvait-on pas faire avec du zèle et de l'activité, de la prudence et de l'habileté! Si l'on avait fait tout ce qu'on pouvait faire, les Comités seraient bien autrement nombreux, ainsi que les signataires! *L'esprit public* serait bien autrement développé! Le *courage civil* serait bien autrement général et énergique! Des millions de patriotes soutiendraient avec enthousiasme une lutte pacifique en faveur de l'Egalité, et le Pouvoir serait forcé de s'incliner devant la souveraineté nationale!... Malheureusement, les Directeurs de la Réforme ont fait beaucoup trop pour leur tranquillité, et infiniment trop peu pour atteindre le but de leur mission.

Dans mon opinion, les Communistes devaient signer, sans modification, la pétition réformiste, en conservant toutes leurs convictions et en continuant leurs efforts en faveur de la Communauté. C'est ce que j'ai pratiqué : et certes je n'ai fait aucune concession et aucun abandon sur mes convictions et mon activité communistes.

Dans mon opinion, quelques chefs Réformistes ont commis la plus grave des fautes politiques, lorsqu'ils ont repoussé, outragé, calomnié les premiers partisans de la Communauté; et c'est peut-être cette faute qui a irrité et séparé les Communistes; mais je crois que, sans l'apercevoir, les Communistes ont fait une faute en sacrifiant à leur irritation l'intérêt de la cause populaire et même de la Communauté.

Questions sociales. — Tout le monde en convient maintenant, c'est la Réforme *sociale* qui est l'objet principal, le but, tandis que la Réforme *politique* n'est que l'accessoire, le moyen, l'instrument. La misère et l'esclavage tourmentent le Peuple à la fois; le travail et le pain lui manquent en même temps que l'éducation et les droits de citoyen; toutes les émeutes sont *sociales* aujourd'hui, et les questions *sociales* sont les seules qui, désormais, vont être à l'ordre du jour, pour trouver enfin le meilleur système d'organisation de la Société.

Systèmes sociaux. — Deux grands systèmes divisent le monde, celui de l'*Aristocratie* ou de l'inégalité ou du privilége, et celui de la *Démocratie* ou de l'Egalité. C'est ce dernier qu'ont voulu établir le Christianisme, la Réforme religieuse et la Révolution française. Depuis, une foule de systèmes sociaux se sont produits, notamment ceux d'*Owen*, en Angleterre, de *Saint-Simon*, de *Fourier*, de *Buchez* ou des *Sociétaires*, et de la *Communauté*. Pour moi, après une longue étude, Démocratie et Communauté sont synonymes, parce que je suis convaincu qu'il est impossible de réaliser et d'organiser la *Démocratie* sans adopter la *Communauté*, que je définis une Association *égalitaire, fraternelle, unitaire*, c'est-à-dire l'Association sur la base de l'Égalité, de la Fraternité et de l'Unité.

Communauté. — Je suis donc *Communiste* : je le suis par étude, par réflexion, par conviction, avec ardeur, avec enthousiasme. C'est pour moi l'évidence, la lumière, le soleil, comme c'est la justice, la morale, la vertu, l'ordre, la paix, le bonheur, et toute la perfection possible à la nature humaine. Toutes les attaques, toutes les injures, toutes les calomnies,

toutes les menaces contre la Communauté et les Communistes, ne font que fortifier ma conviction et qu'enflammer mon dévoûment. Mais ma conviction et mon énergie ne sont pas moindres contre les ennemis de la Communauté, et, je le répète, ce n'est que par la puissance de l'opinion publique que je crois cette Communauté possible.

Opinion publique. — On dit qu'une révolution n'est réalisable matériellement que lorsqu'elle existe déjà moralement, lorsqu'elle est désirée généralement, lorsqu'elle est dans les *esprits* ou dans les *têtes*. On dit aussi que l'Opinion est la *Reine du monde*. Je crois que ce sont là deux vérités. Par exemple, c'est l'opinion de l'Armée qui la fait agir pour ou contre un système ; et quand l'opinion de l'Armée est révolutionnaire, la révolution est bien près d'être faite, comme le Christianisme s'est facilement établi quand l'Armée a été chrétienne. Que l'opinion soit favorable à l'entreprise d'un Parti, tout le monde l'aide, d'une manière ou d'une autre, directement ou indirectement ; mais que l'opinion soit défavorable, tout le monde abandonne, blâme et combat de mille manières.

« Mais il faudra attendre longtemps, disent les impatients, » s'il faut attendre que l'opinion publique nous soit favora- » ble !... » La question n'est pas là ; elle est ici : une faible Minorité peut-elle réussir contre l'opinion d'une grande et puissante Majorité ? Le peut-elle, oui ou non ? Si vous reconnaissez qu'elle ne le peut pas, quelque contrariété que vous puissiez en éprouver, vous êtes bien forcés de reconnaître qu'il est indispensable d'attendre que l'opinion soit formée !.. Et quel moyen de la former, si ce n'est la discussion et la *propagande* ?

Propagande. — L'impatience, l'inexpérience, et, s'il faut le dire, la présomption et la vanité ou l'ambition, peuvent gâter les meilleures choses. Des ouvriers zélés et sincères ont voulu se charger d'instruire leurs camarades réunis en petit nombre ; et leur zèle aurait pu n'être pas sans succès, si les ultrà-Communistes n'avaient pas porté la propagande sur les places et sur les quais. Quoique cette manière de discuter n'eût rien d'illégal, il n'était pas difficile de prévoir qu'elle aurait plus d'inconvénients et de dangers que d'avantages. — D'abord, je ne crois pas qu'il soit raisonnable de s'adresser à la masse indistinctement : on n'enseigne pas en un jour, en une heure, une théorie, une doctrine, un système ; l'homme qui se dit Communiste, après avoir entendu seulement quelques paroles, n'est pas pour cela un Communiste réel et convaincu. Ce sont les plus intelligents et les plus influents qu'il faudrait commencer par instruire et convaincre séparément, pour en faire ensuite des instructeurs, de manière que l'instruction se répandrait successivement de proche en proche. — Ensuite, tous ne sont pas également dignes et capables de remplir la fonction d'instructeur ou d'apôtre ; ceux-là seuls qui jouissent de l'estime et de la confiance par une conduite irréprochable, peuvent prêcher efficacement la justice, la morale et la vertu ; ceux-là sont coupables, qui se mêlent de prêcher sans avoir les qualités nécessaires, et qui, par leur conduite, préviennent contre la Communauté plutôt que d'attirer vers elle. — Enfin, la manière n'est pas indifférente, soit pour faire comprendre, soit pour persuader et convaincre. Il est de prétendus Communistes qui ont fait détester la Communauté au lieu de la faire aimer, et qui lui ont fait plus de mal par leur propagande que ses ennemis par leurs calomnies.

D'autres embrouillent les esprits incultes en leur présentant des idées trop multipliées, inutiles, obscures D'autres divisent en exposant des principes contestés et repoussés par la masse des Communistes. Il n'y a qu'un petit nombre de principes essentiels à la Communauté, et ces principes sont simples, à la portée de toutes les intelligences, universellement reconnus. C'est à ces principes qu'il faudrait se borner, et la propagande serait facile comme sans aucun inconvénient; plus tard, on discuterait toutes les autres questions : mais discuter aujourd'hui des questions qui ne sont pas essentielles et qui sont vivement repoussées par les anti-Communistes et par la masse des Communistes, comme celle de l'abolition de la famille, ou celles qui sont aussi inintelligibles qu'inutiles, comme toutes celles sur la Création, sur la Divinité et la Religion, qui dégénèrent toujours en disputes, c'est, à mon avis, un contre-sens, une maladresse, une folie; c'est servir à merveille les ennemis du système; c'est faire précisément tout ce que ses ennemis pourraient faire de plus hostile; et le mal est si funeste, si évident, qu'on peut ne pas craindre de dire que ses auteurs sont vraiment coupables envers le Peuple.

J'aurais eu du plaisir à discuter avec de petites réunions choisies : mais la propagande exagérée et folle, les passions qu'elle allume, les dangers que font naître les sociétés secrètes, les émeutes, etc., m'ont condamné à m'abstenir complètement. J'ai vu le mal, avec la douleur de sentir l'impossibilité d'y remédier. J'essaie de le faire aujourd'hui par ma franchise.

Du reste, l'instruction la plus facile et la plus sûre est celle des écrits. Mais il ne faut pas s'abuser, rien n'est possible sans union et avec la présente anarchie des esprits.

Division. — *Chaos des journaux.* — *L'Atelier*, rédigé par des *ouvriers* non Communistes, se réjouissait de ce que l'*Humanitaire* à Paris et le *Travail* à Lyon allaient être fondés par des *ouvriers*. — Mais aussitôt leur apparition, ces deux journaux l'unt attaqué. — Le *Travail* a vivement accusé le *National*, idole de l'*Atelier*, tandis que l'*Atelier* a déclaré la guerre à l'*Humanitaire*, en même temps qu'il attaquait la *Fraternité* et le *Populaire*.

L'*Humanitaire* combat tous les autres journaux communistes.

Le *Communautaire* déclare la guerre à l'*Humanitaire*.

La *Fraternité* attaque le *Populaire*, l'*Atelier* et l'*Humanitaire*.

Le *Populaire* désapprouve tous ces journaux.

Voilà ce que j'ai prévu et ce qu'il n'était pas difficile de prévoir, quand j'ai vu le fondateur de la *Fraternité* donner l'exemple de la concurence et ouvrir la porte à toutes les divisions.

Dans son deuxième numéro, la *Fraternité*, combattant l'*Atelier*, lui disait : « Allez, nos ennemis communs *se réjouis-* » *sent bien* de toutes ces colères intestines ! Ils en triomphent ! » Ils s'écrient : Voyez ces hommes du progrès ! Autant de » bouches, autant d'avis ! Où donc est leur vérité ? » — Mais il est bien temps de gémir, quand le mal est fait et même fait par vous !

Cette division est, à mes yeux, le plus grand mal qui pouvait tomber sur le Communisme ; aucun avantage ne peut le compenser ; il n'est aucun sacrifice que le dévoûment ne devait inspirer pour l'éviter.

Nécessité de l'union. — Tout le monde le dit, c'est l'union

qui fait la force. Réunies, les forces individuelles peuvent surmonter un obstacle ; isolées, elles ne sont plus rien. C'est le *faisceau* et ces petites baguettes, la corde et ses fils, la chaîne et ses anneaux, l'armée et ses soldats, la nation et ses citoyens ; c'est, dans les *Paroles d'un Croyant*, l'apologue du rocher qui barre un passage et qu'un seul voyageur ne peut remuer, mais qui s'éloigne devant les efforts de plusieurs passants réunis ; quand les individus restent séparés, indifférents les uns aux autres, cent brigands réunis, qui les attaqueraient successivement, détruiraient, jusqu'au dernier, tous les habitants d'une ville, d'un royaume, de la terre entière. C'est là tout le secret du Gouvernement, qui est une puissance réelle d'union, d'organisation, de centralisation, de discipline, d'ensemble, agissant contre des individus. Le Gouvernement avec son armée, ses municipaux, ses sergents de ville, ne serait presque rien devant la Nation ou le Peuple, tandis qu'il est tout-puissant contre chaque citoyen ou chaque petit groupe de citoyens Aussi, toute la science gouvernementale, pour les Gouvernements impopulaires et oppresseurs, se réduit, d'un côté, à réunir des défenseurs ; de l'autre, à empêcher les citoyens de s'unir, de s'associer, de s'assembler, de former un Parti, un Peuple, une Nation ; toute son habilité, tout son génie, tous ses efforts sont employés à *diviser*, à fractionner, à isoler. C'est pour lui la question d'être ou de ne pas être, la question de vie ou de mort ; car si la Nation ou le Peuple existait réellement, c'est-à-dire si tous les citoyens pouvaient se réunir, délibérer et agir en commun et comme un seul homme, le Gouvernement ne pourrait pas opprimer un moment, et n'en aurait pas même la pensée. — Mais les mots *Peuple*,

Nation, Parti, Opposition, ne sont aujourd'hui que des mots et des illusions, des déceptions et des mensonges, tandis que le Gouvernement est la plus réelle des réalités. Il n'existe point de Nation ou de Peuple, mais seulement des citoyens; point de Parti, mais seulement des partisans; point d'Opposition, mais seulement des opposants. Et les partisans qui cherchen à s'unir pour former un Parti, ne semblent travailler que pour organiser la division entre plusieurs Partis; car on distingue des *Carlistes*, des *Napoléonistes*, des *Juste-milieu* ou des *Philippistes*, des *Démocrates* ou *Républicains*, des *Réformistes*, des *Socialistes*, des *Saint-Simoniens*, des *Fouriéristes*, des *Buchezistes*, des *Communistes*; et chacune de ces divisions ou subdivisions se subdivise encore. C'est ce fractionnement excessif qui fait la faiblesse de chaque prétendu Parti et la force du Gouvernement; car le Gouvernement n'a qu'une force relative et n'est fort que de notre morcellement, comme il n'est maître que par nos fautes. Le remède est donc dans l'*union*.

Je ne m'occupe que des *Réformistes*, des *Socialistes* et des *Communistes*.

Je ne dirai qu'un mot des *citrà-Communistes*, qui se fondent sur des idées mystiques, qui sont peu, très peu nombreux, mais qui, impuissants pour entrainer la masse et pour faire du bien, sont trop puissants encore pour semer la division et faire le mal, parce que le mal est malheusement bien plus facile que le bien.

Les *ultrà-Communistes*, qui parlent d'abolition de la Famille, et qui sont également très peu nombreux, font infiniment plus de mal, sans faire aucun bien, parce qu'ils irritent

et divisent en fournissant des prétextes aux accusations contre la Communauté. D'autres sont impatients et disposés, dit-on, à n'écouter que leur désespoir et leur courage, tandis que la masse des Communistes, consultant sa raison plus que ses souffrances et ses désirs, est progressive, philosophique et propagandiste, plus que révolutionnaire. Dans cette situation, les ultrà-Communistes devraient sacrifier l'expression de leurs idées et leur impatience, puisqu'en persévérant ils ne peuvent que jeter de la division et de l'irritation parmi les Communistes, paralyser et compromettre; car, je te le demande, avec une pareille division, quel est l'homme raisonnable, sensé, influent, qui puisse avoir *confiance* dans la force populaire? Or, il ne faut pas se faire illusion: s'il est vrai que la Bourgeoisie ne peut rien sans l'appui du Peuple, il est également vrai que le Peuple ne peut rien sans le secours de la Bourgeoisie. Quand le Peuple est uni, tout arrive à lui, parce que son union donne des chances de succès; mais quand il est divisé, tout l'abandonne, le fuit et même le combat, parce que c'est là que sont alors les chances de défaite. Je te le dirai donc sans détour, les ultrà-Communistes, qui empêchent l'union et qui répandent la division, sont ceux qui méritent le reproche d'empêcher toute amélioration, tout changement quelconque; ce sont, en réalité, les ennemis du Peuple, les instruments de la Police et les serviteurs du Despotisme. — Tu me diras que ces ultrà-Communistes crient aussi *union! union!* en demandant qu'on se réunisse à eux, en accusant les autres d'être la cause de la division. — Je le sais; je sais que chaque Parti prétend avoir raison et rejette le tort sur les autres; et tant que chaque Parti s'opiniâtrera, tous les vœux d'union seront bien inu-

tiles: c'est la force seule qui décidera tout entre les subdivisions des Partis comme entre les Partis : mais n'est-il pas évident que les ultrà-Communistes sont les moins nombreux, et que, par conséquent, c'est à eux à céder? S'ils prétendent que vingt ultrà-Communistes valent mieux que mille Communistes, un seul Communiste ne pourra-t-il pas prétendre qu'il vaut mieux que vingt ultrà-Communistes? Entre ceux qui veulent conserver la famille et ceux qui veulent la supprimer, la concession serait-elle égale? N'est-il pas évident q c, si les partisans de la famille consentaient à sa suppression, leur sacrifice serait plus irrémédiable et plus grand que celui de ses adversaires en adoptant sa continuation? N'est-il pas évident qu'il est plus facile au bon marcheur de ralentir son pas et d'attendre, qu'au mauvais marcheur de doubler sa marche quand il est épuisé de fatigue? Et que les ultrà-Communistes ne se vantent pas d'être les bons marcheurs et les *plus avancés!* S'ils se jettent follement en avant, ils sont *mal avancés*, comme celui qui dirait que deux et deux font cinq, parce qu'un autre aurait dit que deux et deux font quatre, ne serait pas *plus avancé*, mais *mal avancé;* comme l'avant-garde qui s'avancerait témérairement, et qui se ferait prendre par l'ennemi en compromettant le corps d'armée, n'aurait pas le mérite d'être *plus avancée*, mais le tort d'être *mal avancée.* — En un mot, mon opinion, ma conviction est que les *Hébertistes* ont compromis notre première révolution en divisant les Patriotes, et que les *ultrà-Communistes* compromettent aujourd'hui la cause du Peuple et de la Communauté en divisant les Communistes.

J'en dirai autant des *Communistes* qui se montrent hostiles aux Réformistes, aux Socialistes, aux Fouriéristes, et autant

des *Réformistes*, des *Socialistes* et des *Fouriéristes*, qui se montrent hostiles aux Communistes : tous devraient s'unir sous l'étendard commun de la Démocratie, en conservant chacun sa doctrine particulière et en la discutant, mais avec tolérance, modération et fraternité.

Je sais bien cependant que quelques Réformistes m'accusent d'avoir excité la division, soit en me déclarant Communiste, soit en attaquant le *National* au sujet des bastilles.— Quant au Communisme, c'est ma conviction, c'est pour moi la vérité et le véritable intérêt public. J'ai ajourné deux ans la publication de mon ouvrage, et je l'aurais peut-être ajournée plus longtemps, si les chefs de la Réforme avaient fait ce qu'il fallait faire pour amener son triomphe. D'un autre côté, les idées de Communauté n'auraient produit aucune division, si les Directeurs Réformistes n'en avaient pas brutalement repoussé la discussion. Le mal était fait, la division avait éclaté entre les Réformistes et les Communistes, quand je me suis déclaré pour le système communautaire ; et je ne me suis déclaré que pour essayer de diminuer le mal, en combattant la violence, en prêchant la tolérance, la patience et l'union. — Quant au *National* et aux Bastilles, n'est-ce pas le *National* qui a nécessité la lutte et la division en se faisant le souteneur des Bastilles?

Tolérance, modération, fraternité. — Personne ne pouvant se croire infaillible, chacun doit tolérer les opinions contraires. Pour moi, autant je méprise une opinion simulée par intérêt, autant je respecte toute opinion sincère ; et je respecte l'opinion des autres, parce que je désire que les autres respectent la mienne, parce que la mienne n'aurait aucun

droit d'être respectée si je ne respectais pas celle d'autrui. Aussi, voici l'ordre de mes opinions et de mes sentiments : Je suis avant tout *Français*, fraternisant avec tous les Français contre l'Etranger (si l'Etranger attaque la France; car si l'Etranger ne l'attaque pas, je désire que la France pratique envers lui la justice et la fraternité); ensuite, je suis *Démocrate*, fraternisant avec toute la Démocratie contre l'Aristocratie; puis *Réformiste* avec tous les Réformistes, fraternisant avec eux et leur donnant le bras pour obtenir ensemble la réforme politique; puis *Socialiste*, fraternisant avec tous les Socialistes et leur donnant la main pour obtenir ensemble les réformes sociales sur lesquelles nous sommes d'accord; puis enfin *Communiste*, résolu à continuer tous mes efforts pour discuter, persuader, convaincre, et faire adopter la Communauté. Si je n'étais pas convaincu de l'excellence du système Communautaire, cette marche serait folie, parce que l'erreur ne peut manquer d'être confondue et ne peut donner que de la honte à ceux qui la soutiennent; mais, plus ma conviction est profonde, plus j'ai de confiance dans la discussion. Pourquoi tous les Communistes ne l'accepteraient-ils pas avec joie, puisqu'ils sont convaincus qu'ils tiennent la vérité? Pourquoi les Réformistes la redouteraient-ils, s'ils sont convaincus qu'ils ont raison? Aujourd'hui que la Communauté est jetée dans la discussion, est-il possible de ne pas la discuter? Pourquoi des hommes qui s'occupent de ce qu'il y a de plus important au monde, d'organisation sociale et politique, ne s'efforceraient-ils pas de prendre l'habitude de discuter avec modération, tolérance et fraternité? Et si les Communistes s'unissaient enfin, soit entre eux, soit avec les Réformistes, que d'avantages ne résulterait-il pas

de cette union pour la Communauté, pour la Réforme, pour la Démocratie, pour le Peuple !

Quant au sentiment de *fraternité*, je te l'ai déjà dit, mais je ne puis trop te le répéter, je crois qu'il devrait être constamment notre guide envers nos amis et même envers nos adversaires. Je sais combien quelques hommes du Peuple croient avoir de reproches à faire dans certaines circonstances, à certaines portions de l'Armée, de la Garde nationale, de la Bourgeoisie : mais je suis profondément convaincu que tout le mal est généralement le résultat de la *confusion* et du *chaos* dans lequel nous jette tous une déplorable organisation sociale ; je suis profondément convaincu que l'intérêt du Peuple est de fraterniser toujours, quoi qu'il arrive, avec la Bourgeoisie, la Garde nationale et l'Armée, comme l'intérêt de celles-ci est de fraterniser avec le Peuple.

Je sais bien que quelques ultrà-Communistes m'accusent moi-même d'intolérance et d'infraternité envers quelques individus.. — Mais je réponds qu'il ne faut pas abuser des principes de tolérance et de fraternité ; qu'il faut les bien entendre et les bien appliquer ; qu'il faut de la tolérance envers les hommes de bonne foi ; mais que tolérer ceux qui perdent le Peuple, c'est de la *complicité* et de la *tolérance*, c'est de l'*inhumanité envers le Peuple*, et non de la *fraternité ;* tandis que combattre ceux qui compromettent la cause populaire, c'est la *défendre*, et non les *attaquer*. Je réponds encore qu'il faut se garder de haine et de vengeance contre les personnes, mais que la vanité, l'ambition, la témérité, la violence, qui divisent et qui préparent des calamités, doivent inspirer

. . . . Ces haines vigoureuses
Que doit donner le vice aux ames vertueuses

En un mot, c'est précisément la tolérance envers la masse et la fraternité envers le Peuple qui doivent rendre sévère contre le petit nombre d'individus qui s'obstinent à tout compromettre en semant des divisions.

Courage, fermeté, prudence. — Beaucoup de gens mettent la gloire dans le courage et sont avides de se montrer courageux, mais la fermeté réfléchie, froide, constante, a plus de mérite à mes yeux, et la prudence, dont on a plus longtemps besoin, me paraît plus nécessaire encore; sans prudence, sans habileté, le courage bouillonnant et instantané peut être funeste.

Anarchie, discipline. — Le Pouvoir crie sans cesse à l'anarchie: mais c'est au Peuple que l'anarchie serait fatale; c'est lui qui a le plus d'intérêt à l'éviter; c'est à lui surtout que la discipline est indispensable.

Direction. — De tous les Partis, c'est le Parti Communiste qui aspire le plus à la destruction de la concurrence, de la rivalité et de l'antagonisme, à l'établissement de l'ordre, de la concentration et de l'unité: par conséquent, c'est le Parti qui doit être le plus disposé à suivre une *direction*, plus nécessaire encore avant qu'après l'adoption de la Communauté. Inutile d'ajouter que cette Direction doit être patente, publique, se manifestant par la presse, agissant par voie d'avis, de conseils, de persuasion. La multiplicité des Directions parmi les Communistes est donc un contre-sens, et malheureusement ces Directions sont déjà presque innombrables.

J'entends quelques-uns de tes camarades me dire: « Mais « vous aussi, vous prétendez diriger. Et quel droit en avez-

» vous plus que les autres ? Pourquoi les autres ne dirige-
» raient-ils pas comme vous ? Ce n'est entre vous tous qu'une
» lutte d'amour-propre ! Et puisque les écrivains ne peuvent
» s'entendre et nous rendent victimes de leurs vanités et de
» leurs divisions, nous les repousserons tous, et nous nous
» passerons d'eux !... » — Je réponds : Non, vous ne pouvez pas vous passer d'écrivains quelconques ; vous ne le voulez pas ; chacun de vous adopte le sien et le prône en décriant les autres, c'est-à-dire qu'une multitude de Directions partielles n'amènent que des divisions et des hostilités, au lieu de l'union et de l'unité. Cependant, il est impossible que tous ces Directeurs soient capables, ou tous incapables, ou les uns capables et les autres incapables ; comme il est possible que tous soient dévoués, ou tous ambitieux, ou les uns dévoués et les autres ambitieux ; comme il est possible encore que tous soient utiles, ou tous nuisibles, ou les uns utiles et les autres nuisibles. C'est de votre intérêt qu'il s'agit ; c'est à vous à bien examiner, à bien voir, à bien juger, à bien choisir. Et pour vous mettre mieux à même de le faire, je vais vous retracer les faits et raisonner avec vous... Et pour parler de moi plus librement, je parlerai de N....

Le vénérable *Buonarotti* ayant apporté de Belgique en France son *Histoire de la Conspiration de Babeuf*, le Communisme commença à s'y discuter et à s'y répandre dès 1834, surtout dans les prisons, parmi les prisonniers d'avril. On le connut d'abord sous le nom de *Babouvisme*, et, pour beaucoup de Babouvistes, il se confondait avec l'idée de conspiration, de révolution, d'application immédiate et violente.

Réfugié en Angleterre, N ... ex-Député, ex-Directeur du *Populaire* (condamné et privé de ses droits politiques pour

avoir défendu, dans ce journal, les proscrits Polonais, transportés par le Roi de Prusse en Amérique et jetés au Hâvre par la tempête), y consacra cinq ans d'exil à la retraite, à la méditation, à l'étude, travaillant 18 à 20 heures par jour, sans être dérangé comme à Paris par le torrent des affaires. Entreprenant le travail qu'il croyait le plus utile au Peuple, il composa un abrégé d'*Histoire universelle* en quatre volumes in-8 (qui va être publiée), puis une *Histoire populaire de la révolution française* de 1789 à 1830, en quatre volumes in-8, avec un abrégé de l'*Histoire de France* antérieure, puis un abrégé de l'*Histoire d'Angleterre*. — Cherchant alors à utiliser l'étude de l'Histoire pour déterminer le meilleur système d'organisation sociale et politique, il reconnut que la société avait été, partout et toujours, mal organisée ; que la cause radicale de tous les désordres était l'*inégalité* ou l'*aristocratie*, et que le remède unique était l'*Égalité* ou la *Démocratie*. — Cherchant alors à organiser l'Égalité ou la Démocratie, il rencontra la *Communauté* et découvrit que la Démocratie ne pouvait s'organiser et se réaliser que dans la *Communauté*. — Examinant alors si la Communauté était *possible* pour une grande Société, il acquit la conviction de cette possibilité et reconnut que les immenses progrès de l'industrie rendaient la Communauté plus facile aujourd'hui qu'en aucun autre temps, plus facile aussi chez une grande Nation que chez un petit Peuple. — Consultant alors tous les *philosophes*, il constata qu'un très petit nombre repoussaient la Communauté, sans donner aucune raison solide, mais que le plus grand nombre, notamment ceux qui sont la lumière et l'honneur du genre humain, adoptaient le système Communautaire, et que, si tous sortaient aujourd'hui du tombeau pour former un

Congrès sous la présidence de Jésus-Christ, ce Congrès proclamerait la Communauté.— Il reconnut en même temps que cette Communauté ne pouvait s'établir à la manière de Babeuf, par la conspiration et la violence, mais seulement par la discussion et la propagande, par la persuasion et la puissance de l'opinion publique. — Ainsi fixé dans ses idées, il composa le *Voyage en Icarie*, pour présenter un exemple d'une grande Nation organisée en Communauté, et le fit imprimer à Paris sans se presser de le publier.

De retour en France, au mois d'avril 1839, il y trouva des *Babouvistes*, et l'*Histoire de la conspiration de Babeuf*.

Bientôt éclata l'émeute du 12 mai, dont quelques uns des acteurs étaient Babouvistes, à l'occasion de laquelle on voulut l'arrêter, quoiqu'il y fût complètement étranger. Cette émeute fut attribuée à une Société secrète, dite *des Saisons*. Tous les accusés nièrent la qualité de Babouvistes. L'un des défenseurs de Barbès voulut en vain parler du *Babouvisme*, quoiqu'il ne demandât la discussion que pour l'attaquer ; mais le Procureur-Général s'efforça de le flétrir, sans permettre à personne de le défendre.

Là commencèrent la connaissance publique du Babouvisme et sa proscription nouvelle. — Jusque là, le journal l'*Intelligence*, rédigé par MM. *Laponneraie*, *Lahautière* et *Choron*, avait seul parlé quelque fois des idées de Communauté, paraissant tantôt les adopter et tantôt les repousser. MM. Lahautière et Choron avaient même publié *un petit catéchisme* dans lequel ils essayaient d'exposer quelques principes Communautaires. Poursuivis pour attaque au droit de propriété, ils furent acquittés par le Jury du département de l'Oise ; mais M. Lahautière, qui fournissait quelqu'argent, se sépara de M. Laponneraie, et l'*Intelligence* cessa de paraître.

MM. Lahautière et Choron rédigèrent le *prospectus* d'une Revue Démocratique mensuelle, sous le titre de l'*Egalité*, dans laquelle ils disaient que Babeuf et Buonarotti seraient leurs *maîtres*, que les paroles et les écrits de ces martyres sacrés seraient leurs *guides*, et que toute production littéraire inutile ou nuisible au bien-être social serait *impitoyablement censurée et rejetée*. Quoique cette revue fût annoncée pour la fin de juillet 1839, elle ne parut jamais.—Arrêtée à l'occasion de la manifestation des jeunes gens pour l'abolition de la peine de mort, après la condamnation de Barbès, M. Lahautière ne recouvra sa liberté, sans jugement, que pour se retirer en Suisse, où il resta plus d'un an, blâmé par quelques uns de ses camarades d'avoir abandonné son poste et le journal annoncé, après avoir tué l'*Intelligence*.

Le Babouvisme, resté sans organe, fut attaqué par un Démocrate, M. *Thoré*, dans le *Dictionnaire politique*, publié par M. Pagnerre.

Cependant, ce fut alors, après la tentative du 12 mai, que le système de la Communauté se répandit parmi les Démocrates et surtout dans le Peuple; ce fut alors que l'on fit venir de Belgique un plus grand nombre d'exemplaires de l'*Histoire de la conspiration de Babeuf*. Mais les Comités de la Réforme électorale s'organisaient plus activement, et ce fut alors aussi qu'éclata la division entre les Réformistes et les Communistes: le *National* et le *Journal du Peuple* se prononcèrent énergiquement et impolitiquement contre les Communistes. — Chacun sentait la nécessité de l'union, et néanmoins chacun se jetait dans la passion et la division.

Il paraît que quelques uns des Communistes les plus ardents se réunirent en Sociétés secrètes. Il paraît aussi que

quelques uns des amis de Buonarotti en prirent la direction, ou du moins donnèrent des règlements.

Dans les premiers mois de 1840, quelques Communistes, notamment MM. *Pillot*, récemment sorti de prison, *Dezamy*, etc., se réunirent pour fonder un journal. On voulait même en créer quatre, qui paraîtraient successivement chaque semaine et qui n'en feraient réellement qu'un seul; mais on ne put s'entendre sur la rédaction.

Cependant M. *Dezamy*, sollicité par un grand nombre de Communistes, se décida à commencer un journal mensuel, sous le titre de l'*Égalitaire*, avec plusieurs écrivains qui lui avaient promis leur collaboration. Le premier numéro parut en mai. Le deuxième, qui sortit en juin, contint une réfutation de l'article de M. Thoré contre le Babouvisme, répété par le *Journal du Peuple*. Mais, soit que les écrivains manquassent encore de doctrines arrêtées, ou de zèle, ou d'union, soit que le nombre des Communistes fût encore insuffisant pour soutenir un journal, l'*Égalitaire* s'arrêta avant son troisième numéro.

Parut alors un écrit intitulé : *Ni châteaux ni Chaumières*, ou état de la question sociale en 1840, par M. Jean-Jacques *Pillot* (ex-prêtre de l'Église française, ex-rédacteur de la *Tribune du Peuple*, arrêté le 14 mai 1839 comme accusé d'avoir pris part au complot du 12, reconnu innocent après six mois de détention provisoire, et condamné à six autres mois de prison pour avoir publié sans timbre ni cautionnement cette *Tribune* que le tribunal considéra comme un journal. Cet ouvrage, *ni Châteaux ni Chaumières*, indiquant des principes d'Égalité et de Communauté, d'après la doctrine et les écrits de Babeuf, était empreint d'une amertume et d'une violence bien naturelles sans doute chez un homme cruelle-

ment persécuté, mais bien dangereuses chez un écrivain qui se donne pour guide du Peuple. Le petit écrit se terminait par ces incroyables paroles : « Mais, nous dira-t-on, si L'HUMANITÉ ne veut pas de votre système ?... — Mais, ré-» pondrai-je, si les pensionnaires de BICÊTRE ne voulaient pas » de DOUCHES !... » On y trouve aussi ces mots : « Que si ces » êtres souffreteux et tant méprisés jusqu'aujourd'hui viennent » à douter de leur force, nous ajouterons : l'espèce parasite » qui vous dévore est lâche et peu nombreuse ; vous êtes plus » de deux cents contre un ! » — Le démocrate *Thoré*, qui avait attaqué le Babouvisme, attaqua encore cet écrit.

M. *Pillot* fit ensuite paraître le numéro 1er d'une *Histoire des Égaux*, dans laquelle il devait exposer une organisation Communautaire dans un grand pays qu'il appelait *Félicie*. Mais l'ouvrage s'arrêta à ce premier numéro, sans que l'Histoire des Égaux fût réellement commencée.

Alors eurent lieu les *banquets* publics projetés et organisés par les Comités de la Réforme ; et ces banquets, loin d'amener l'union, décidèrent la scission entre les Réformistes et les Communistes. Il paraît que ces derniers voulaient sincèrement s'unir aux autres et ne demandaient que la liberté de faire, comme les Réformistes, des toasts et des discours dans lesquels ils exposeraient leur doctrine. Mais les Réformistes, notamment le *National* et le *Journal du Peuple*, exclurent et proscrivirent toute manifestation Communiste, prétendant que c'était une entrave à la Réforme. La passion devint extrême des deux côtés ; on s'attaqua, on s'injuria, on se calomnia, on se déclara pour ainsi dire la guerre. Dans le banquet de la barrière du *Mont-Parnasse*, présidé par M. *Thomas*, gérant du *National*, et par M. *Dupoty*, gérant du *Jour-*

nal du Peuple, les Communistes parvinrent à se faire entendre et applaudir. Au banquet de la barrière du *Maine*, offert à MM. *Laffitte*, *Arago*, etc., les manifestations Communistes furent comprimées. Mais les Communistes organisèrent eux-mêmes le banquet de *Bellevillle*, le 1er juillet, qui fut présidé par l'un des organisateurs, M. *Pillot*, qui réunit 1200 citoyens, dit-on, et dans lequel tous les toasts furent Communistes. Le compte-rendu rédigé par des commissaires, MM. Pillot, Dezamy, etc., présenta ce banquet comme une immense victoire et un immense événement. Le *National* profita de sa publicité pour flétrir les Communistes. La division et la passion ne firent qu'augmenter entre le *National* et les Réformistes d'un côté, et les Communistes de l'autre côté.

Vint alors, le 24 juillet, la cérémonie funèbre de *Saint-Mandé* sur la tombe de Carrel. Quelques Communistes profitèrent de la circonstance pour prononcer un discours hostile aux rédacteurs du *National*. Et la guerre devint plus acharnée.

Que de fautes réciproques! Que d'imprudences! — Le banquet de *Châtillon*, qui réunit près de 6,000 Démocrates, ne put rétablir l'union.

Vinrent alors les rassemblements d'ouvriers, que le Pouvoir appela des *Coalitions*, qui lui donnèrent un prétexte pour arrêter des centaines de citoyens, et notamment M. *Pillot*, accusé d'en être un des provocateurs.

Vint ensuite l'attentat de *Darmès*, qu'on imputa à des Sociétés secrètes Communistes, et qui fournit encore un prétexte pour arrêter un grand nombre de citoyens et d'écrivains accusés de faire partie de Sociétés soit Communistes soit Réformistes. Toute la presse se déchaîna contre les Commu-

nistes : ce fut une véritable persécution. Mais le Pouvoir sembla vouloir forcer les Réformistes et les Communistes à l'union, en les considérant comme solidaires, comme complices, comme marchant au même but par des chemins différents.

Revenons maintenant à N..... — De retour d'exil, il avait trouvé partout la division et partout le désir de l'union avec le sentiment du besoin d'une Direction. Personne n'avait fait en secret plus d'efforts que lui (on le saura bien un jour) pour rétablir l'union et constituer la Direction la plus digne de confiance et la plus capable de tout rallier, s'effaçant lui-même, résolu à rester dans l'obscurité ou à n'accepter qu'un rôle subalterne, déclarant qu'il se résoudrait à attacher, s'il le fallait, les cordons des souliers de celui qui rallierait les Démocrates, parce qu'il était convaincu qu'on ne pouvait mieux servir la Démocratie qu'en rétablissant l'union et qu'on n'est jamais plus grand que quand on s'abaisse volontairement par dévoûment à la Patrie et à l'Humanité. Jugeant enfin ses efforts inutiles devant l'apathie des hommes les plus influents, il s'était exclusivement livré à la publication de ses écrits. Cependant, constamment dirigé par le désir de l'union, il avait ajourné la publication de celui de ses ouvrages auquel il mettait le plus de prix (le *Voyage en Icarie*), et ne s'était occupé que de publier, en la révisant, son *Histoire populaire de la Révolution française*, dans laquelle, forcé de s'expliquer sur *Babeuf*, il désapprouvait sa conspiration, tout en approuvant le système de la Communauté, ce qui lui avait attiré de vives réclamations dans une longue lettre écrite au nom d'une réunion de Babouvistes. Ce n'est qu'en janvier 1840 qu'il avait publié son *Voyage en Icarie*, et ce n'est qu'en mai qu'il avait

commencé à le répandre parmi les Communistes, qui, jusque-là, n'étaient que des Babouvistes qui ne connaissaient que l'ouvrage de Buonarotti, et qui n'avaient aucun exemple d'*organisation Communautaire*. — Ce n'est qu'alors qu'il avoua généralement qu'il était Communiste ; mais il refusa toute participation quelconque soit aux *sociétés* ou *réunions*, soit aux *banquets* des Communistes et des Réformistes (à plusieurs desquels il fut officiellement invité), parce qu'il désapprouvait ces sociétés ou ces réunions et ces banquets, y voyant beaucoup plus d'inconvénients que d'avantages. — Après la publication de son *Histoire populaire de la Révolution*, et avant de s'occuper de Communisme, il se consacra encore à la lutte politique que firent éclater le traité du 15 juillet, la question d'Orient, la probabilité d'une guerre, et la question des *Bastilles*. Il publia successivement *six lettres sur la crise actuelle*, et trois autres écrits, parce que la guerre lui paraissait d'un intérêt plus urgent et plus général que le Communisme. — Puis, il commença, contre les *Bastilles* et le *National*, leur principal souteneur, une nouvelle lutte qui l'absorba et dans laquelle il écrivit six nouvelles brochures, parce qu'il lui parut bien plus urgent et bien plus utile de combattre les *Bastilles* et le *National* que de soutenir le Communisme.

Cependant, le *Voyage en Icarie* circulait ; et, malgré les efforts des Babouvistes et des nouveaux Hébertistes qui préféraient l'ouvrage de Buonarotti et la précipitation de Babeuf, un grand nombre de Communistes, anciens et nouveaux, adoptèrent le nouveau traité sur la Communauté, et pressèrent son auteur de faire un journal pour les diriger et rétablir l'union et l'unité, comme en 1833, les chefs de l'Association libre pour l'éducation du Peuple, menacée de ruine

par des divisions intestines, l'avaient pressé d'en prendre la direction pour la sauver. — On le pressa d'autant plus que des Ouvriers venaient de fonder, sous la protection et la direction secrète du *National*, un nouveau journal, l'*Atelier*, qui devait être rédigé par des Ouvriers, et qui voulait diriger la masse des ouvriers pour soutenir le *National* et les *Bastilles* et pour combattre le Communisme. — On le pressa d'autant plus encore qu'un jeune ouvrier Communiste, M. *Meyer*, venait de publier, en août, la 1re livraison d'une espèce de journal sous le titre de *Système unitaire*, dans lequel il voulait aussi diriger les ouvriers et leur expliquer le système de la Communauté en le basant sur le *Matérialisme*, base qu'on repoussait généralement.

N..... consentit à se dévouer encore pour rétablir le *Populaire* et donner publiquement son avis. Mais, avant de commencer, il voulut s'assurer qu'il serait généralement soutenu, et que les Babouvistes et les Hébertistes ne lui feraient pas d'opposition. — Pour faire bien connaître ses principes, il publia successivement quatre écrits : 1° *Comment je suis Communiste ;* 2° *Mon Credo Communiste ;* 3° un *petit prospectus ;* 4° un *grand prospectus ;* il déclara qu'il voulait la Communauté par la discussion, par la persuasion, par la puissance de l'opinion publique. Il déclara aussi que le journal ne commencerait qu'autant qu'il aurait la certitude d'un *grand nombre d'abonnés.* — Pour acquérir cette certitude et pour connaître les sentiments des Babouvistes, il consentit qu'on fît circuler, accompagnées du prospectus, des *listes de souscription* pour promesses d'abonnements. En tête de ces listes, on fit lithographier la *lettre* suivante, dont il n'eut connaissance qu'avec la remise des listes couvertes de signatures.

Citoyen Cabet,

Les patriotes avancés s'empressent de vous témoigner hautement leurs sympathies et leur *confiance*. Nous ne doutons pas que l'écrivain démocrate refoulé dans l'exil par les persécutions, y ayant travaillé sans relâche pour répandre à son retour l'histoire de notre grande révolution dont il a justement apprécié les hommes et les faits, démontrant dans son *Voyage en Icarie* la possibilité d'une organisation sur les bases des doctrines communautaires qui peuvent seules satisfaire à tous les développements et à tous les besoins; nous ne doutons pas, disons-nous, que vous ne remplissiez, avec le même *dévoûment* dont vous avez toujours fait preuve, la laborieuse mission d'*unir* et d'*éclairer* les patriotes par la publication du Populaire, dont votre patriotisme et la prudence que l'expérience et l'étude vous ont donnés garantissent le succès et l'heureuse influence. — Veuillez donc porter au nombre de vos premiers abonnés les citoyens dont les signatures et les adresses suivent.

Quoique l'opération fût entravée par la saisie de plusieurs listes, par la destruction de plusieurs autres dans la crainte de la saisie, et par la terreur qu'inspiraient les visites domiciliaires et les arrestations, après l'attentat de Darmès, les listes qui rentrèrent portèrent plus de 700 signatures qui promettaient plus de 2000 abonnés; et parmi ces signatures se trouvaient celles de la plupart des Babouvistes. — Il y eut donc une sorte d'*engagement* de la part des Communistes envers N. ...; et ce fut sur la foi de cet engagement qu'il fit diverses dépenses, notamment pour impressions relatives à une *Société en commandite par actions* qu'il voulait organiser pour l'exploitation du *Populaire;* car il voulait que le journal appartînt à une Société et qu'il devînt un centre de ralliement et de direction dans lequel il se proposait d'appeler *tous les écrivains Communistes* pour discuter en commun et préparer en commun l'union et l'unité.

M. *Lahautière*, revenu de Suisse, s'étant présenté à lui,

bien qu'inconnu, il l'accueillit avec bienveillance, ainsi qu'il avait accueilli déjà M. *Dezamy*, et les accepta tous deux comme ses principaux collaborateurs habituels. M. Lahautière lui déclara qu'il avait trouvé dans l'ancien *Populaire* (qu'il venait de lire) la véritable politique pour le Peuple, et qu'il ne voudrait jamais entrer en concurrence avec lui. Il lui témoignait toute la déférence d'un conscrit pour un vétéran. Des relations intimes et presque journalières s'établirent entre eux, et N.... poussa la confiance et la bienveillance jusqu'à confier au jeune écrivain la préparation d'un ouvrage important qu'il publia en ajoutant son nom au sien, chose grave que n'accordent guère les écrivains un peu connus, parce qu'une pareille association de noms fait contracter une sorte de solidarité dont l'extension peut être dangereuse. En échange de cette association, il demanda que ses deux collaborateurs lui communiquassent toujours les ouvrages qu'ils voudraient publier eux-mêmes, condition qu'ils étaient parfaitement libre de refuser, mais à laquelle ils ne firent aucune objection.

C'est dans cette situation que N.... se décida subitement à faire paraître, en mars 1841, le 1er numéro du *Populaire*. — Quoiqu'il n'eût pas eu besoin, pour ce numéro, préparé depuis longtemps, de la coopération de M. Lahautière, qu'une indisposition retenait d'ailleurs chez lui, N.... le considérait toujours comme l'un de ses collaborateurs essentiels..—Il fut donc extrêmement étonné lorsqu'il apprit que M. Lahautière venait de publier, sur la Communauté, un ouvrage, la *Loi sociale*, dont il lui avait fait complètement mystère. Dans leur situation respective, ce fut un étrange procédé, qui annonçait quelque projet de rupture et de concurrence. Le jeune écrivain y disait :

« Je viens développer les principes de la Communauté. Au milieu d'un siècle sans foi, JE ME LÈVE, animé d'une conviction ardente. SERAI-JE ENTENDU ? Riches et pauvres, ÉCOUTEZ ! »

C'était clair, M. Lahautière se levait pour diriger les riches et les pauvres, les Communistes et les non-Communistes ; c'était une concurrence là où étaient nécessaires l'union et l'amitié.

N.... fut bien plus étonné quand il apprit que M. Lahautière, qui cessa brusquement de venir chez lui, préparait *clandestinement* un autre journal sous le titre le *Communiste*, puis de la *Fraternité*. Il le fit appeler, et lui représenta que, si le fait était vrai, il amènerait infailliblement une division funeste. M. Lahautière dissimula son projet. Et cependant, quelques jours après, la *Fraternité* parut en effet, le même jour que le 2e numéro du *Populaire*. L'auteur y disait :

« C'est un DEVOIR à nous d'ELEVER la voix !.... *Plus une croyance a d'organes*, plus elle peut faire de prosélytes... »

Ainsi, N.... prévoyait et redoutait la division, tandis que M. Lahautière ne voulait pas la craindre. Sans doute, si le parti Communiste avait été ancien, éclairé, nombreux, riche, il aurait pu soutenir plusieurs journaux et discuter sans de graves inconvénients des opinions contraires ; mais, dans la situation des choses, le parti étant naissant, pauvre, incertain, et ayant surtout besoin d'union et d'unité, il ne fallait pas avoir beaucoup d'expérience pour apercevoir que la concurrence de deux journaux leur nuirait à tous deux, et qu'elle amènerait infailliblement la division avec toutes ses déplorables conséquences : ne pas le voir, c'était être aveugle, enfant ; le voir et le vouloir, c'était tout sacrifier au plaisir de faire un journal ; car enfin, puisque le *Populaire* existait,

y avait-il nécessité de créer la *Fraternité?* Le salut du Communisme exigeait-il cette création? M. Lahautière, jeune homme, inconnu en France, pouvait-il se flatter d'obtenir plus de confiance que N....? Aurait-il osé, comme lui, attaquer le *National*? et quand N.... était engagé dans sa lutte avec celui-ci, quand il avait besoin d'appui, quand on avait pris l'engagement de le soutenir; l'entraver et lui faire concurrence n'était-ce pas évidemment compromettre l'intérêt public et donner le plus funeste exemple? Après avoir été admis dans l'intimité de N...., rompre ainsi brusquement et clandestinement, prendre une position rivale et hostile, n'était-ce pas un inqualifiable procédé? Certainement N.... n'aurait pas admis chez lui M. Lahautière s'il avait pu soupçonner une pareille conduite!

Quoiqu'il en soit, voilà la *Fraternité* en concurrence avec le *Populaire*, dans un Parti qui combat spécialement la *concurrence*; voilà un journal intéressé à enlever les abonnés au *Populaire* pour les attirer à lui, à tuer le *Populaire* pour vivre lui-même, à le supplanter pour prendre la direction. — C'est en vain que, dans son premier numéro, la *Fraternité* disait :

« Nous ne chercherons ni à souffler la guerre ni à semer la *division*, mais à enflammer les cœurs du pur amour de l'humanité... Que ceux qui, comme nous, *ont arboré* (le *Populaire* seul l'avait alors arboré), ou arboreront le drapeau de la Communauté, *nous laissent parler* et NE CRAIGNENT de notre part ni CONFUSION ni GUERRE INTESTINE. »

Mais il fallait être bien jeune et bien dépourvu d'expérience et de prévoyance, pour ne pas apercevoir que la création d'un nouveau journal en ferait créer d'autres, et que la *concurrence* amènerait infailliblement toutes les conséquences de

la *rivalité*, toutes les passions, la confusion, la division, la guerre intestine.

Il n'était pas difficile de prévoir que tous les ennemis de la Communauté, la Police surtout par ses instruments indirects ou cachés, même les ultrà-Communistes, qui voulaient la précipitation et la violence, et qui voyaient avec peine le *Populaire* prêcher la discussion et la propagande, allaient se coaliser et se rallier autour de la *Fraternité* pour attaquer le *Populaire*, avec la pensée de l'attaquer ensuite elle-même.

Sachant par expérience qu'une cause est presque perdue quand la division s'y glisse, craignant que la scission de M. Lahautière ne paralysât le *Populaire* comme sa scission avait déjà fait tomber l'*Intelligence* (car il n'est pas nécessaire d'être ni habile ni puissant pour faire beaucoup de mal en semant la division et la confusion), N..... pensa d'abord à cesser son journal en jetant sur M. Lahautière toute la responsabilité. Mais, en vérité et en conscience, pouvait-il abandonner le Communisme à la direction de M. Lahautière?... Il continua donc le *Populaire*.

Mais la concurrence produisit à l'instant tout ses déplorables effets. La *Fraternité* fit en secret tous ses efforts pour accaparer les abonnés, trouver le cautionnement et devenir hebdomadaire. Elle devint d'abord un foyer dans lequel ses partisans, sincères ou simulés, réunissaient les attaques de tous genres pour les répandre contre le *Populaire*. Désormais il y eut une fraction Communiste qui ne lut le *Populaire* que pour y trouver des sujets de critique et de dénigrement. Qu'on devine les progrès que le *Populaire* aurait fait faire à la Communauté s'il avait été unique, hebdomadaire, centre

d'unité et de direction réunissant tous les écrivains ! Qu'on devine aussi les difficultés nouvelles de la situation que lui faisait la concurrence ! La division empêcha N..... de réaliser le cautionnement qu'on lui avait promis. Le dégoût et l'incertitude l'empêchèrent de renouveler les dépenses et les démarches nécessaires, d'organiser la société projetée par actions, d'appeler les écrivains, d'organiser la rédaction, etc. Il en resta seul chargé, au grand détriment de sa santé fatiguée, et resta seul gérant responsable, forcé d'ajourner l'organisation définitive du journal jusqu'à la réalisation du cautionnement. S'il avait été condamné à quatre ans de prison et à 5,000 fr. d'amende en qualité de gérant responsable (comme il vient d'en être menacé), ç'aurait été l'une des conséquences indirectes de la concurrence !

Bientôt l'exemple donné par la *Fraternité* fut suivi par d'autres. Des ouvriers de Lyon, qui voulaient créer, non pas une tribune pour le Peuple, mais la *tribune du Peuple* fondèrent le *Travail*, qui devait d'abord, dit-on, être anti-Communiste comme l'*Atelier*, de Paris, mais que la masse des ouvriers qui l'alimentaient par leurs abonnements força d'être *Communiste*, et dont les rédacteurs, liés personnellement avec M. Lahautière prirent parti pour la *Fraternité* contre le *Populaire*, et proclamèrent qu'il fallait créer le plus grand nombre possible de journaux communistes, sans penser qu'il fallait d'abord avoir la possibilité d'en alimenter un. — Voilà encore une nouvelle direction !

Une vingtaine d'ouvriers anonymes se réunirent aussi pour fonder l'*Humanitaire*, sous la gérance de M. *Chavaray*, marchand de livres, qui, dans le premier numéro disait :

« Que sa mission était de faire un *ouvrage* et de créer un *organe*, qui manquaient pour rendre la science sociale *claire*, *nette*, et si *démonstrative* que la vérité fût évidente pour tous. »

Voilà donc un nouveau Directeur du Peuple ! Il prêcha le matérialisme et l'abolition de la Famille, et fit une propagande active parmi les ouvriers. Ce furent là les ultrà-Communistes, dont la doctrine servit de prétexte aux plus vives attaques contre la Communauté. On dit que, dès le premier numéro, la division éclata dans le Comité de publication, et que ce premier numéro fut publié par trois membres seulement contre la volonté des quinze autres... Que d'hommes de bonne foi, qui voudraient faire le bien, font ainsi le mal sans le vouloir, entraînés et exploités par quelques autres qui s'en servent comme d'instruments ! — Presque tous les fondateurs de l'*Humanitaire* furent arrêtés, on ne sait pour quel motif, pendant les derniers rassemblements de septembre. Coupables peut-être, et je le crois, envers leurs frères qu'ils compromettent et qui pourront un jour leur demander compte du mal qu'ils font à la cause du Peuple, ils n'ont certainement rien à démêler avec le Pouvoir, quant à leurs opinions, et la poursuite dirigée contre leurs idées n'est qu'une odieuse et révoltante persécution. — Le troisième numéro n'a pas paru.

Un prospectus seulement annonça un nouveau Directeur, le *Communautaire*, disant :

« *Pénétrés* des maux profonds qui affligent l'humanité, *nous* en avons recherché la cause et le remède. Mais dès l'abord, nous avons reconnu qu'il fallait procéder avec *méthode* à cette recherche pour acquérir des *certitudes*. *Nous* avons aussi reconnu que, malgré les essais tentés jusqu'à ce jour, un

troité méthodiquement et solidement raisonné de science sociale manquait encore; et que c'était principalement à cette absence qu'il fallait attribuer la dissémination des efforts, et, par suite, l'impuissance radicale des hommes de bien.

» Dès lors, nous avons compris que *nous avons un* DEVOIR à remplir, celui de *combler cette lacune.* Nous voudrions convaincre tous les vrais amis de l'Humanité de la nécessité impérieuse de mettre enfin l'étude à la place de l'invention, la *démonstration* à la place de l'affirmation brute, le sentiment du vrai à la place de l'imagination vagabonde. Notre journal s'adresse donc, avant tout, à ceux qui cherchent encore *comment ils doivent parler et agir* pour rendre le plus de services à la cause sociale, et pour être conséquents avec le sentiment fraternel qui les domine, à ceux enfin qui sentent un *vide dans les écrits du jour.* Ce n'est qu'après avoir ramené les hommes ardents et studieux à *l'unité de doctrine* que nous songerons à nous adresser à tous les cœurs, à toutes les intelligences...

» Si nous ne démontrons pas jusqu'à l'évidence .. alors il sera temps de dire de nous : *ceux-ci sont aussi mauvais raisonneurs de sociabilité que tant d'autres ;* ils eussent aussi bien fait de se taire. Mais, au contraire, si nous justifions nos affirmations, vous aurez à dire : *ceux-ci ont l'intelligence de l'œuvre régénératrice,* ceux-ci eussent été COUPABLES DE GARDER LE SILENCE... »

Mais quel géant parlait donc ainsi ? — On dit que c'était l'auteur anonyme du *Système Unitaire* dont j'ai déjà parlé, M. *Meyer*, qui se cache toujours sous le nom d'un autre. Du reste, le prospectus seul du *Communautoire* a paru.

L'abbé *Constant* se présenta de son côté, dans sa *Bible de la Liberté*, comme Directeur du Peuple, comme une sorte de Messie, parlant de Communauté sans indiquer aucune organisation, fréquentant des matérialistes et des ultrà-Communistes, se mêlant à un Comité Réformiste, puis flétrissant les Démocrates et les Républicains.

Tous ces Directeurs se posaient en juges des autres et le

critiquaient impitoyablement. Aucun ne se gênant avec le *Populaire*, le *Populaire* avait incontestablement le même droit à leur égard; et comme les ouvrages de l'abbé Constant et les doctrines de l'*Humanitaire* et du *Communautaire* lui paraissaient extrêment dangereux, N... les attaqua énergiquement, et peut-être qu'un jour on bénira son énergie. Mais les ultrà-Communistes, l'*Humanitaire*, le *Communautaire*, se liguèrent avec la *Fraternité* et le *Travail* en faveur de l'abbé Constant, contre le *Populaire*, et la *Fraternité* devint le foyer de l'hostilité. C'est à M. Lahautière que s'adressèrent tous les agresseurs; et l'on dit que la lettre du tailleur Grimprel lui fut communiquée

D'autres, sous le titre d'*Amis du Peuple*, prétendent aussi le diriger par un journal lithographié et clandestin, qui paraît irrégulièrement, qu'ils envoient partout par la poste comme une lettre, forçant ainsi ceux qui le reçoivent à payer des ports quelquefois considérables. S'élevant au-dessus de tout et se considérant comme infaillibles, ils jugent tout et condamnent tout, sans rien indiquer eux-mêmes. Quel est leur nombre? Qui sont-ils? Quel titre ont-ils à la confiance? On l'ignore, puisqu'ils se cachent. Peut-être n voudrait-on pas même lire leurs feuilles si l'on savait leurs noms! Ils disent, par exemple, que le *Populaire* a attaqué grossièrement l'*Humanitaire*, et que le *Voyage en Icarie* expose un système *étroit et faux*, sans en donner aucune preuve. Mais qu'importe leur opinion ou leur parole si ce sont des mouchards, ou des fous, ou des adversaires intéressés? Beaucoup croient qu'ils sont des écrivains de la Police payés pour tout brouiller. D'autres disent que se sont des Fouriéristes, d'autres que ce sont des Babouvistes et des partisans

de l'*Humanitaire*. Certainement ce sont des brouillons, des présomptueux, des voleurs au profit de la Poste, et des lâches qui ne craignent pas de *démoraliser* le Peuple en lu donnant des exemples d'improbité et de lâcheté, qui ne manqueraient pas de se vanter de leurs succès, s'ils en avaient, mais qui ne veulent encourir aucune responsabilité. Les Thiers et les Guizot ont du moins une responsabilité morale !

Je ne parle pas de l'auteur du *Perfectibilisme*, M. Victor-Antoine, jeune homme qui veut aussi se faire le centre d'une Direction pour un système Egalitaire qui n'est pas la Communauté. — Je ne parle pas non plus de tous ces écrivains qui présentent de nouveaux systèmes et qui se posent comme des Directeurs de l'opinion publique (car aucun écrivain n'écrit que pour éclairer et diriger). — Je ne parle pas de ce jeune ouvrier Réformiste qui vient de se faire imprimer pour diriger aussi ses camarades, en leur apprenant que N..... néglige l'*éducation* pour ne soigner que l'*estomac*, que tout, dans la Communauté, se réduit à *zéro*, et que le *Communisme* n'est que de la *Cabétise*. Pauvre jeune homme ! On ne peut pas même désirer qu'on lui donne le fouet sur une place publique, car c'est un écolier plus sot que méchant ! — Je ne parle pas non plus de ces espèces de directeurs ténébreux qui crient partout que N..... est un traître, et qui veulent, quelque jour, lui donner un *coup de fusil* ou lui *couper la tête*, parce qu'il dit que la violence, l'émeute, les sociétés secrètes, etc., sont plus nuisibles qu'utiles au Peuple. Les aveugles ! les malheureux !!!

Tout cela tombera devant le Temps et la Vérité, comme on voit tant d'ouvrages tomber, comme la *Fraternité* s'en va ou du moins son fondateur, après avoir fait ce qui était fa-

cile à prévoir, des dépenses inutiles et des pertes, aucun bien et beaucoup de mal. Mais, en partant, M. Lahautière lance à N..... un dernier trait empoisonné, en disant :

« En dépit des *trames sourdes*, en dépit des *calomnies écrites ou parlées*, les témoignages flatteurs de sympathie que nous adressent les *bons citoyens* (tous ceux qui ne lui en adressent pas sont-ils donc de mauvais citoyens?) et par-dessus tout le témoignage de notre conscience, nous encouragent à *persévérer* dans la voie. »

Et, plus loin, il lance encore au *Populaire* un autre trait :

« *Certaines gens* ont la *manie* de faire, à tout prix, parler d'eux. Pour arriver à leurs fins, il n'est ruses et machinations, insultes, mensonges, calomnies, qu'ils ne mettent en œuvre. Tronquant les phrases, dénaturant les intentions, injuriant à tort et à travers ils veulent, bon gré, malgré, forcer leurs adversaires ou ceux qu'ils choisissent pour tels, à leur répondre et à les *nommer*. Quant à nous, nous déjouerons ces calculs mesquins et sordides. — Dans des livres, dans des lieux publics, on nous a attaqué, insulté, calomnié : nous ne répondrons pas. Si la diffamation devient un jour trop violente, nous la traduirons devant la justice du pays. »

Pauvre M. Lahautière! Il est bien victime, et ce N..... est bien odieux (car c'est du *Populaire* et de son rédacteur qu'il s'agit évidemment)! Mais il faut enfin éclairer les hommes de bonne foi, qui ne doivent rien comprendre à de pareilles hostilités et à de pareilles accusations... Oui, N..... est bien coupable, si les accusations de la *Fraternité* sont vraies. Mais M. Lahautière n'est-il pas bien coupable lui-même, si ces accusations sont fausses et calomnieuses? Eh bien! N..... les repousse comme autant de calomnies. Personne (tout le monde le sait bien) ne se cache moins que lui pour dire ce qu'il pense et ce qu'il croit la vérité. Et ce n'est pas celui qui a osé dire son opinion à plus d'un Prince et qui n'a pas craint d'attaquer en face les Thiers, les Guizot, le *National*, ce n'est

pas celui-là qui peut trembler devant M. Lahautière!... Il rougirait et serait déshonoré à ses propres yeux s'il attaquait qui que ce fût sans nécessité, ou injustement ou dans les ténèbres : mais il se défend, quand on l'attaque, et il attaque au grand jour quand il est attaqué. Il se fait une loi d'être toujours inoffensif, juste, tolérant, bienveillant, envers tout le monde : mais on le trouve quand on le cherche! Puisqu'il écrit publiquement, il se livre à la critique : ses adversaires et ses ennemis n'ont-ils pas assez largement usé du droit de le juger? Pourquoi donc n'aurait-il pas le même droit envers les autres? Qu'on l'attaque ouvertement, il répondra toujours; qu'on réponde à ses écrits ou à ses discours publics, comme il est toujours prêt à répondre lui-même; mais il méprise trop les trames sourdes, les calomnies, les mensonges, les machinations, les injures, les insultes, pour vouloir jamais s'abaisser jusqu'à recourir à de si ignobles moyens : il affirme que les accusations de la *Fraternité* sont autant de calomnies, ou plutôt de témérités et d'erreurs, car il ne peut croire que ce soit l'effet d'une noire intention de calomnier. — Quant à la *manie* de vouloir faire parler de soi et de vouloir se faire *nommer* par la *Fraternité*, quelle puérilité, quelle misère! Est-il possible de mieux montrer l'envie de nuire et l'impuissance de le faire avec justice! C'est vraiment désolant de voir un jeune homme, qui ne manque pas de quelques bonnes qualités et qui pourrait être utile, se laisser aveugler à ce point par quelque démon de jalousie et de discorde, et s'efforcer ainsi de ridiculiser un homme dont la vie, souvent scrutée publiquement, montre quelque dévoûment à la cause de l'Humanité, et à qui ce jeune homme lui-même témoignait quelque respect! Quoi! N..... ne parle de la *Fraternité* que

pour que la *Fraternité* lui réponde et le *nomme!* Mais la *Fraternité* tient donc la trompette de la Renommée? Elle a donc 100,000 abonnés? C'est donc elle qui distribue la gloire et la célébrité? Quoi! N..... se trouverait heureux qu'un pauvre petit journal, qui meurt d'inanition parce qu'il n'a pas 300 abonnés (presque tous abonnés au *Populaire* ou le connaissant), voulût bien prononcer son nom, même en l'injuriant! Quoi! N.... n'a pas et ne peut pas avoir d'autre motif que le désir de faire parler de lui? Mais d'abord, en admettant le fait, quel mal y aurait-il pour le Peuple si c'était en le servant qu'on cherchât à faire parler de soi? N'est-ce pas là le noble et l'utile amour de l'estime publique et de la gloire? Ensuite, qui vous a dit, jeune homme, que N..... n'a pas d'autre but que celui de faire parler de lui? Où en est la preuve dans toute sa vie? Pourquoi le supposez-vous trop sot, trop stupide pour avoir un autre motif qu'une puérile vanité? Vous ne sentez donc pas qu'il est possible de n'avoir d'autre mobile que le dévoûment? Et que pourriez-vous répondre, si l'on vous accusait vous-même de n'agir que pour faire parler de vous, de n'avoir élevé votre concurrence que d'après les suggestions de la vanité, de l'amour-propre, de l'ambition, de l'égoïsme?... On pourrait le supposer chez un jeune écrivain encore inconnu, mais comment l'admettre chez N....., dont, pour son malheur, on n'a que trop souvent parlé, dès 1815, avant que vous fussiez né?... Car, enfin, maladroit et aveugle accusateur, n'est-ce pas un fait notoire et incontestable qu'on a beaucoup parlé de lui quand il était persécuté en 1815; quand il défendait et sauvait des patriotes proscrits, d'abord l'huissier Marie, puis le général Vaux, puis les maire et notaire Piogey; quand, après 1821, il était élu, dans un

Congrès charbonnique, membre du Comité Directeur, avec Lafayette, Manuel, Dupont de l'Eure, de Schonen, etc.; quand, en 1830, il était Procureur-Général en Corse, y faisait instituer le Jury et accusait lui-même les ennemis de la Révolution; quand il s'est fait destituer pour sa déclaration publique aux électeurs de la Côte-d'Or; quand il a été élu député, malgré toutes les calomnies du Ministère; quand il était, dans la Chambre, l'organe le plus avancé (dit la *Phalange*) de la Démocratie; quand la Chambre l'a, deux fois, solennellement, mis en accusation, d'abord pour son *Histoire de la Révolution de* 1830 (vendue à plus de 20,000 exemplaires), ensuite pour son premier *Populaire* (tiré à 27,000); quand il a eu cinq et six grands procès politiques, acquitté dans trois, condamné dans les trois autres; quand il a été Secrétaire général de l'Association libre pour l'éducation du Peuple, publiquement élu, par conséquent connu de la masse des ouvriers; quand on a voulu le fusiller, pendant l'état de siége, comme l'un des chefs de l'insurrection de juin; quand le Roi s'est plaint publiquement de sa hardiesse républicaine à lui dire la vérité; quand son nom a été proféré avec celui de Lafayette au convoi de Dulong; quand toutes les troupes ont été sur pied pour son procès qui lui a valu deux ans de prison, transformés par lui en cinq ans d'exil; quand, à son retour, son *Histoire populaire de la Révolution française* a réuni près de 5,000 souscripteurs; quand ses récents écrits viennent d'être si bien accueillis par le Peuple; quand il vient de soutenir une lutte si éclatante contre les bastilles et le *National*; quand tant d'ouvriers l'ont pressé de refaire le *Populaire* et lui ont manifesté tant de sympathies à l'occasion du duel proposé?... Accuser ce N.... de ne critiquer un petit journal obscur

que pour faire parler de lui et faire prononcer son nom (lui qui évite les banquets et les réunions, dont il pourrait avoir la présidence comme tant d'autres), n'est-ce pas, tranchons le mot, la chose du monde la plus ridicule? — Non, N..... le déclare avec la confiance d'un homme qui ne craint pas qu'un seul acte de sa vie lui donne un démenti, personne ne dédaigne plus que lui les puériles et sottes jouissances de la vanité; personne n'aime plus la retraite et moins le bruit; et son unique mobile est le dévoûment à l'Humanité!...

Mais le mauvais exemple est contagieux : rompant enfin en visière avec N....., l'*Atelier*, qui ne l'attaquait encore que par des insinuations, vient (au moment où j'écris ces lignes) de lui déclarer la guerre. Je suis vraiment bien affligé de tant d'aveuglement, de tant de malveillance, de tant d'hostilités, envers un homme dont les uns disent tant de bien pendant que les autres en disent tant de mal, qui a tant d'amis en même temps que tant d'ennemis, envers un homme qui a tant souffert pour la cause populaire, qui se dit dévoué et dont le dévoûment est possible, probable, certain et manifeste pour moi. Toutes ces divisions, toutes ces luttes, sont vraiment bien malheureuses, bien déplorables! Mais qui a tort? S'il est possible que ce soit N....., qui ne cache rien, est-il impossible que ce soit l'*Atelier*, le souteneur du *National* ami des *bastilles*, dont les rédacteurs se cachent dans les ténèbres? Il faut donc examiner qui a raison et qui a tort. Et puisque la division existe, ce seront la discussion seule et la publicité qui pourront la faire cesser. Des attaques ouvertes, auxquelles on peut répondre, valent infiniment mieux, pour tout le monde, que des calomnies secrètes dont on ne peut empêcher l'effet. Tant pis donc que l'*Atelier* veuille faire la

guerre, mais tant mieux qu'il la déclare ! N..... lui répondra nettement dans le *Populaire*, dans une brochure spéciale, et d'abord ici, en quelques mots.

Il accuse N..... d'*immodestie*... — Mais, d'abord, en admettant l'accusation, qu'importe-t-elle au Peuple, si N..... lui est utile par son système, par ses écrits, par son zèle et son dévoûment ? La question d'utilité, voilà la véritable question pour le Peuple ! - En second lieu, n'est-ce pas l'*Atelier* qui mérite le reproche d'immodestie, de présomption, de vanité, d'amour-propre, d'orgueil, de fatuité, d'outrecuidance et d'ambition, lui qui prétend tout savoir sans avoir rien appris, lui qui parle et agit comme s'il était un oracle, comme s'il était infaillible et supérieur à tout, lui qui donne des conseils, qui fait des remontrances, qui critique, juge, blâme, condamne et veut tout diriger ?... — En troisième lieu, où sont les preuves de l'immodestie de N..... ? Que l'*Atelier* les rapporte ces preuves ! Ils ne se doutent pas, ces messieurs, qui se disent ouvriers et qui ne signent pas leurs attaques, quelle hardiesse peut inspirer le sentiment du dévoûment à l'ame qui ne se nourrit que de pensées humanitaires et que remplit l'amour de l'Humanité !... Les Girondins et tous les ennemis du Peuple accusaient aussi d'immodestie, de vanité, d'orgueil, ce Robespierre que l'on voulait perdre et à qui l'on ne pouvait adresser d'autre accusation que cette accusation banale, insaisissable, aussi impossible à détruire qu'à établir par des preuves positives et certaines, comme celle d'être une *porte d'enfer*, adressée par un Jésuite à Pascal, comme celle d'être un ambitieux, adressée par le Pouvoir à Arago, et qui, suivant lui, ne peut être repoussée que par un *mentiris impudentissime (vous mentez impudemment)*. Eh bien, Messieurs

de l'*Atelier !* vous ignorez donc ce que dit de l'orgueil de Robespierre M. *Buchez,* votre maître, votre oracle, votre Pape ou votre Dieu, dans son *Histoire parlementaire de la Révolution française !* Alors, écoutez comment cet écrivain, qui connaît si bien tous les personnages de la Révolution, apprécie l'orgueil des uns et des autres : Ecoutez !

« On conçoit fort bien pourquoi les Montagnards se sont accordés à reprocher à Robespierre d'avoir de l'*orgueil ;* hommes d'un *talent médiocre,* pour la plupart, et d'une *probité plus que suspecte,* le pouvoir dont les investissait le titre de Représentant du Peuple les avait *enivrés.* Aussi, lorsqu'il arrivait à quelques uns d'oublier leur qualité de Représentants pour ne faire attention qu'à leur *pauvre et méprisable individualité,* devaient-ils entrer en fureur. Il était tout simple que Robespierre, qui connaissait leur *ignorance* et leurs *prétentions,* qui savait les *scandales de la vie privée,* les *prévarications,* les *crimes* d'un grand nombre, laissât percer devant ces personnages le *profond dégoût* qu'ils lui inspiraient, et qu'il prît avec eux le ton d'un supérieur. C'est l'*orgueil* DÉMESURÉ *des Montagnards* qui leur a fait trouver de l'*orgueil chez Robespierre.* »

Je suis bien loin de vouloir comparer, sous beaucoup de rapports, N..... à Robespierre ; mais n'en pourrait-il pas être aux yeux des dévots disciples de M. Buchez, de l'*immodestie* de N..... comme de l'*orgueil* du dévoué martyr ? Est-il impossible que ce soit l'*orgueil* de l'*Atelier* qui lui fasse trouver de l'*immodestie* dans la courageuse franchise de N..... ?

Les rédacteurs anonymes se disent *ouvriers,* représentants et organes des ouvriers. — Mais c'est une déception, un véritable mensonge. Qu'ils se nomment ! qu'ils fassent connaître leurs noms, leurs âges, leurs professions, leurs occupations actuelles, leurs études, leurs biographies, leurs titres à la confiance ! et nous verrons s'ils sont plus ouvriers que N ...., fils d'un ouvrier, d'abord ouvrier lui-même, ayant régulièrement travaillé seize heures par jour, pendant quarante ans !

Nous verrons s'ils représentent plus d'ouvriers que N....., invité par la signature d'une masse d'ouvriers à rétablir le *Populaire !*

L'*Atelier* prétend que N..... n'est pas un véritable ami du Peuple, et qu'il veut empêcher les ouvriers de parler et d'écrire. C'est comme s'il lui disait *porte d'enfer !* — Mais, écoutez ce que, dans le nº 7 du *Populaire*, ce N....., cet ennemi des ouvriers, cet infâme, dit du malheureux *Boyer* et de son ouvrage sur l'*Etat des Ouvriers*.

« Ce petit livre d'un OUVRIER contient des réflexions pleines de *justesse* et de *sagacité* sur la cause du désordre social... *M. Boyer* n'est point hostile aux théories Communistes; mais il les trouve *trop sublimes*... Le dévoûment lui paraît contraire à la nature de l'homme..... M. Boyer se trompe.... Il sollicite comme un grand progrès l'organisation des Prudhommes..... Quant à nous, nous sommes intimement convaincu que cette prétendue réforme ne mènerait à rien....

« Quoi qu'il en soit, le livre de M. Boyer *mérite d'être lu*. Le style est *clair* et *précis*. Beaucoup de pensées de l'auteur ne manquent pas de *profondeur*. La critique est empreinte d'une grande *modération* et d'une parfaite *loyauté*, M. Boyer a D'AUTANT PLUS *de droits à nos sympathies* qu'il est un SIMPLE OUVRIER, et qu'il joint le *rare mérite* de la MODESTIE à un *talent réel* et à un *véritable zèle* pour la cause de ses frères. »

Voilà comment N..... parle d'un simple ouvrier, qui joint la modestie au talent et au zèle ! Et l'attaque de l'*Atelier* n'est-elle pas une calomnie, une odieuse et inexcusable calomnie ? — N..... a la même sympathie pour l'ouvrier le plus ignorant, quand il est simple et honnête ; mais les vaniteux, les orgueilleux et les insolents, qui gâtent et compromettent autant qu'il est possible la cause de la classe ouvrière , le trouveront toujours aussi ferme que juste.

Je termine ces derniers mots , quand un inconnu apporte pour N.... une lettre portant 29 signatures , sans indication

des professions ni des domiciles, lettre hostile, bien que moins insultante que celle du tailleur *Grimprel*, dont elle est la suite. Quoique les signataires soient des Réformistes naturellement adversaires des Communistes, et quoique cette lettre paraisse combinée avec l'attaque de l'*Atelier*, il est vraîment bien pénible pour un sincère ami du Peuple de voir un pareil aveuglement et une pareille hostilité de la part d'hommes du Peuple; et il faut avoir un dévoûment à l'épreuve de quarante années, pour ne pas se dégoûter ou se décourager! La semaine dernière, le même jour, N.... recevait à la fois sept lettres d'ouvriers et d'un corps d'ouvriers, qui lui écrivaient d'Agen, de Dijon, de Rouen, de Caen, de Paris, pour lui demander de longues démarches et d'importants services, en disant qu'ils connaissaient son dévoûment aux malheureux et aux persécutés; il se passe peu de jours qu'il ne reçoive quelques lettres de ce genre; naguères des masses d'ouvriers le pressaient d'écrire et lui exprimaient leur bienveillance; plusieurs exagéraient l'expression de leurs sentiments jusqu'à parler de leur amour pour lui; et aujourd'hui les prétendus ouvriers de l'*Atelier*, et 29 prétendus ouvriers l'attaquent dans un journal public et dans une lettre secrète!... Il est vrai que ce sont des anti-Communistes ou de faux Communistes; que ce n'est toujours qu'une bien faible partie des ouvriers de Paris; qu'il a fallu, peut-être et probablement, bien des efforts et de l'activité pour obtenir ces signatures; que la plupart des signataires peuvent être égarés et trompés par quelques intrigants vaniteux et ambitieux, et même par quelques agents de la Police, assez adroits pour se cacher sous le masque du patriotisme ou pour choisir des instruments aveugles; car il est malheureusement incontestable

que la Police a intérêt à s'introduire parmi les ouvriers, qu'elle s'est introduite çà et là ; que c'est parmi les hommes du Peuple qu'elle trouve ses instruments volontaires ou involontaires, corrompus ou crédules; et qui peut affirmer qu'elle n'en a pas parmi les hommes qui divisent, brouillent et se cachent ? Aussi, N.... ne lira même pas les lettres qui ne seront pas remises par une personne *connue*, et dont les signatures ne seront pas accompagnées des *professions* et des *domiciles*.

Allons, tout considéré, toutes ces attaques ne sont pas uniquement du mal ; elles ont aussi leur avantage, la discussion formera l'esprit public !... Ce serait un moyen de salut si l'on pouvait mettre la Démocratie en pratique ! N.... veut s'obstiner à conserver la fraternité pour tous ceux qui l'attaquent. A force de constance et de sincérité, il ramènera peut-être, persuadera, convaincra ses adversaires de bonne foi : quant aux autres, il espère que l'artillerie du véritable dévoûment éteindra les feux de l'artillerie de la vanité et de l'ambition.

Voilà les diverses Directions, sans parler de l'Ecole *Bucheziste* (qui se confond secrètement avec l'*Atelier*), ni de l'Ecole *Fouriériste*. C'est aux ouvriers, au Peuple, à choisir d'après son intérêt, à voir où sont les présomptions de prudence, d'habileté, d'expérience, et surtout où est le dévoûment.

N.... est convaincu que tous les ouvriers devraient être Communistes, et que tous les Communistes devraient n'avoir qu'une seule Direction, c'est-à-dire un seul journal : c'est son opinion, sa conviction.... Il ne faut pas le haïr à cause de cette conviction ! — Il ne demande pas à faire ou à diriger ce

journal : ce n'est pas pour lui qu'il le fait ; il déclare que c'est un acte de dévoûment, dans lequel il compromet sa santé, sa liberté, son repos, sa tranquillité, son intérêt. — Il a tout fait pour constituer une Direction plus capable et plus utile, en offrant de la servir avec le plus entier dévoûment (A.... et L.... le savent bien). — Il n'a ressuscité le *Populaire* que parce qu'une masse d'ouvriers l'en ont instamment prié, et parce que (il ne craint pas de le dire) il a le sentiment que personne, non personne, ne le surpasse en dévoûment. — Il serait heureux qu'il se présentât une autre Direction convenable, et aurait bien plus d'ardeur et de hardiesse pour la servir en la faisant apprécier et en ralliant autour d'elle. — Il n'a pas organisé la rédaction du *Populaire* (au grand détriment de sa santé, de son repos et de sa bourse), parce que la concurrence et les divisions l'en ont empêché en l'empêchant de le rendre *hebdomadaire*. — Il le cessera bientôt si les divisions continuent, ou s'il ne peut le rendre *hebdomadaire*, parce qu'un journal *mensuel* ne peut avoir, pour le Peuple, une utilité proportionnée aux sacrifices qu'il exige de son auteur. — S'il peut, comme il l'espère encore, le rendre bientôt *hebdomadaire*, il l'organisera, en appelant tous les écrivains Communistes et même Socialistes, pour constituer une Direction commune. — Dans tous les cas, il dira toute la vérité, ou bien il gardera le silence.

Voilà, mon cher Jules, *mon opinion sur les choses*. Maintenant, je vais te dire mon opinion sur les *ouvrages*, en laissant là l'anonyme N.... ; car la franchise me plait davantage, et j'aime mieux braver l'injuste accusation d'immodestie, que de parler de moi sous un autre nom.

MON OPINION SUR LES OUVRAGES. — Mais, puis-je l'exprimer librement, quand on m'accuse de prendre ombrage de tous les écrits Communistes, de vouloir le monopole et une sorte de dictature? J'ai déjà répondu. Qui pourrait d'ailleurs avoir une pareille prétention? Qui peut empêcher d'écrire quand il n'y a plus d'autre autorité que celle de la Raison? Tous ceux qui m'accusent ne critiquent-ils pas eux-mêmes, ne condamnent-ils pas tout ce qui n'est pas eux? Ne me condamnent-ils pas comme tous les autres? Ne pourrait-on pas les accuser de vouloir eux-mêmes le monopole, la direction et la dictature?

Faut-il donc que la crainte d'une absurde accusation me force d'approuver la *Bible de la Liberté*, quand je la trouve violente, sanguinaire, infiniment dangereuse, et l'*Assomption de la Femme*, quand je trouve obscène ce roman d'un jeune prêtre; quand j'y vois des calomnies contre les démocrates; quand ce livre me paraît renfermer tout ce qu'on peut écrire de plus favorable à la Tyrannie et de plus funeste au Peuple d'aujourd'hui?

Faut-il que la crainte de me nuire me fasse louer les écrits d'un autre ex-prêtre, quand ma conscience me crie qu'ils sont aussi dangereux par leur violence que vides d'idées et d'instruction?

De pusillanimes considérations me contraindront-elles à louer, à vanter, à recommander le livre du *Passé et de l'Avenir du Peuple*, quand son auteur ne craint pas de condamner le Communisme calomnié, persécuté, proscrit, quand ma conviction me le signale comme un monument d'inconséquence et de contradiction, comme l'ouvrage le plus dangereux par le nom de l'écrivain et par ses doctrines, quand ma

raison se révolte devant ce résumé de l'œuvre philosophique : « Prolétaires, hommes du Peuple, *croyez* donc si vous voulez vivre ; croyez, et VOTRE FOI VOUS SAUVERA ! »

Si j'étais un ambitieux, je ménagerais, je flatterais soit les écrivains, soit leurs partisans; mais je suis un homme de dévoûment, et je dirai la vérité !

Je dirai que le journal ténébreux des prétendus *Amis du Peuple* est une œuvre de police, ou justifiant les écrits de police en les imitant, ou les provoquant en en donnant l'exemple ; que c'est un acte de lâcheté, d'improbité, d'immoralité, capable de démoraliser le Peuple ; que c'est une œuvre inutile et nuisible, car elle critique et démolit, sans pouvoir mériter la confiance, sans rien organiser, sans instruire, sans rien discuter ; que c'est une entreprise de brouillons, de présomptueux, de véritables ennemis du Peuple, qui ne font autre chose que semer dans l'esprit du petit nombre des travailleurs qu'elle atteint clandestinement, l'incertitude, la défiance le trouble, la confusion et la division.

Je dirai que plusieurs de ces réflexions s'appliquent à l'*Atelier*; qu'il augmente la confusion et la division parmi les ouvriers en combattant le Communisme ; quand il sait que la portion la plus active et la plus influente de ces ouvriers est Communiste ; qu'il jette encore la confusion en semant des idées étroites sur la Nationalité, sur la liberté, sur l'égalité, sur la fraternité, sur l'association, qu'il veut essayer partiellement ; et qu'il prêche au Peuple le principe le plus funeste en lui conseillant de n'avoir confiance qu'en des OUVRIERS et de fuir les bourgeois, les écrivains, les *hommes de lettres !* Je lui dirai : définissez du moins ce que vous entendez par *ouvriers* et par *hommes de lettres !* Signez vos articles, pour qu'on sache qui donne des avis et des conseils !

Je dirai que l'*Humanitaire* et le *Communautaire* ne peuvent avoir aucune utilité, mais qu'ils ont fait et feraient un mal incalculable avec leurs idées sur le matérialisme et l'abolition de la famille.

Je dirai que la *Fraternité* (on va me faire l'injure de croire que c'est la jalousie qui m'anime; mais je n'en dirai ni un mot de moins, ni un mot de plus) n'a pas fait le moindre bien et a fait beaucoup de mal; que c'est un écrit sans idées originales, sans verve, sans chaleur et sans vie, une de ces mille médiocrités si communes aujourd'hui. C'est ma conviction!

Je dirai que les *journaux de l'ancienne opposition* ont tort de négliger les questions sociales et de condamner le Communisme sans le connaître, et qu'ils commettent tous les jours les plus manifestes inconséquences, en signalant des abus et des maux qui réclament irrésistiblement une grande réforme politique et sociale.

Je dirai que le *National* nous a compromis et nous perd peut-être par son aveuglement sur les bastilles; que c'est lui qui a déterminé le vote de la loi et qu'il en a toute la responsabilité; qu'il devrait avoir le courage d'avouer sa faute, et que son devoir est de tout faire pour la réparer autant que possible; qu'il a commis une faute presque égale en repoussant hostilement les Communistes, et qu'il devrait se hâter de revenir sur ses pas pour examiner froidement et impartialement un système social que rien ne peut désormais soustraire à la discussion.

Je dirai que le *Journal du Peuple*, qui n'a pas à se reprocher la même hostilité contre les Communistes, devrait discuter enfin sérieusement la doctrine de la Communauté.

Quant au Populaire, il est loin d'être ce que je voudrais

qu'il fût et ce qu'il sera quand il deviendra hebdomadaire. La doctrine n'y a pas l'étendue qu'elle devrait avoir. Chargé presque seul de la rédaction et de tous les soins, distrait et entravé par des luttes et des discussions personnelles, presque absorbé par une foule d'autres travaux toujours urgents et difficiles, je n'ai pas même pu me mettre à l'abri d'une responsabilité légale qui, sans nécessité, m'expose comme il vient d'arriver, à des poursuites qui pourraient m'être fatales. — En fait de doctrines Communautaires, j'ai pour ainsi dire *marqué le pas*, comme un soldat qui marche sans avancer. Il est vrai que mes *Douze Lettres d'un Communiste à un Réformiste sur la Communauté* contenaient suffisamment la doctrine : mais je voudrais tout discuter en commun, charger des collaborateurs de la rédaction, et me réduire à la direction générale. — J'ai mis une Partie *politique* avec une Partie *sociale*, parce que la politique me paraît nécessaire pour attirer les non-Communistes et les convertir à la Communauté ; mais je préférerais me borner à la Partie sociale, plus facile, plus agréable pour moi, et beaucoup moins compromettante avec la Police.

Quant au *Voyage en Icarie*, le ténébreux journal me reproche d'y revenir sans cesse : mais quel est l'écrivain qui ne parle pas de son ouvrage, et qui ne désire pas qu'on le lise ? Est-ce que, par hasard, les auteurs du pamphlet clandestin se donnent la peine de le faire pour qu'il ne soit pas connu ? Je ne parle pas du *Voyage en Icarie* parce qu'il est mon œuvre, mais j'ai consacré des années à le composer, j'ai fait la dépense de l'impression et j'ai couru les risques de la publication, parce que je l'ai cru éminemment utile au Peuple. Vous dites que c'est une *utopie fausse et étroite*, comme l'*Atelier* dit que c'est une pâle copie du *Voyage dans l'Eldorado* ; mais

quelle démonstration donnez-vous de cette assertion tranchante, et quel droit avez-vous d'être crus sur parole, vous tous qui vous cachez et qui n'êtes peut-être que des ignorants ou des téméraires ? Je n'ai certes pas la ridicule prétention de croire cet ouvrage parfait ; je ferais mieux aujourd'hui ; un autre fera mieux (ce qui sera moins difficile) et recueillera les fruits, tandis que j'aurai péniblement labouré le terrain ; mais je soutiens que c'est le seul ouvrage qui donne une idée complète de la Communauté, et que c'est, dans ce genre, le plus utile. A vous tous qui critiquez toujours sans rien faire, je dirai : faites donc, faites mieux ! Et le Peuple préférera votre ouvrage sans s'occuper ni du mien ni de mes travaux ! Et je serai le premier à vous applaudir !

Voilà, mon cher Jules, mon opinion sur les *ouvrages* : maintenant je vais te dire mon opinion sur les *personnes*.

Mon opinion sur les personnes. — Sans doute, le Peuple a des qualités et des vertus, autant et même plus que les classes aristocratique et bourgeoise ; et l'on serait tenté de dire qu'il a plus de mérite et plus de droits à l'admiration, si l'on oubliait que tous les vices des riches sont le résultat de la richesse. — Les défauts et les vices du Peuple semblent plus excusables encore que ceux des classes heureuses, parce qu'ils sont l'inévitable effet de l'ignorance et de la misère auxquelles le condamne une détestable organisation sociale. — Mais enfin le Peuple a des défauts et des vices comme les classes privilégiées, moins de certains, plus de certains autres ; il a tous ceux qui viennent du manque d'éducation, tous ceux qui viennent de la misère et de l'oppression. — Faut-il les lui reprocher, le flétrir, le décourager, le désespérer ? Non,

certes ! — Faut-il les lui cacher, le flatter ? Pas davantage ! Ses défauts lui nuisent : il faut les lui signaler et l'exhorter à prendre courage et à faire tous ses efforts pour se réformer lui-même. Les vices de chaque individu sont préjudiciables à la masse : il faut les signaler, les dénoncer, les accuser, les punir, au moins par l'opinion, dans l'intérêt public. — Les simples fautes qui tiennent à la politique peuvent être plus funestes au Peuple que des vices : la légèreté et l'indiscrétion, la présomption et la témérité, l'impatience et la précipitation, la calomnie et l'injustice ou l'ingratitude envers les amis de la cause populaire, tout ce qui peut déconsidérer le Peuple, irriter ses ennemis, dégoûter ses défenseurs, le diviser lui-même, devient une espèce de crimes politiques : il faut les réprimer pour le salut commun.

La *présomption* et la *vanité* sont l'un des caractères de notre époque. Mais, pour être juste, j'ajoute aussitôt que c'est l'inévitable effet de l'abandon dans lequel laissent le Peuple les hommes éclairés qui devraient le guider, et de l'heureuse habitude qu'il a prise d'étudier, de s'instruire et de discuter pour défendre lui-même ses intérêts et faire ses affaires. C'est l'étude devenue plus générale, c'est l'instruction devenue plus étendue, c'est le sentiment d'une capacité plus ou moins grande, qui portent beaucoup de jeunes gens et d'ouvriers à être présomptueux, téméraires et vaniteux. Ici, le défaut naît de l'excès d'une bonne qualité. Heureux ceux qui savent joindre la simplicité et la modestie à un véritable mérite ! Ceux-là ne font pas de bruit, ne cherchent pas à se montrer et sont inaperçus. J'en connais un assez grand nombre de ce genre ; et si la bourgeoisie les connaissait mieux, elle aurait bien plus de considération et d'égards pour la classe ouvrière. Que d'autres montrent une confiance et une présomption qui blessent, troublent, divisent, c'est fâcheux, mais c'est presque inévitable.

Néanmoins, les ouvriers ne peuvent trop s'efforcer de se garantir de ce défaut ; car c'est surtout l'arme du ridicule que leurs ennemis emploient pour les vaincre. Que de railleries

n'a-t-on pas accumulées sur l'ignorance du Peuple, pendant notre première Révolution ! J'ai entendu des libéraux même citer gravement, contre le suffrage universel, ces deux motions faites par des ouvriers dans des clubs, en invoquant le principe d'égalité : « Je demande qu'on ne donne pas aristo- » cratiquement le nom de *Porte du Nord* à cette porte plutôt » qu'à cette autre, mais qu'on tire démocratiquement au sort » les noms de porte du *nord*, de l'*est*, etc. » — « Il y a assez » longtemps que Cherbourg jouit de son *port* : Je demande » que chaque ville en jouisse à son tour. »

Mais comment prévenir ces défauts, ces vices, et leurs funestes conséquences ? — Tout membre de la Société a le droit et le devoir de s'occuper des intérêts publics : ne pas le faire c'est être insensé, brute, digne d'être esclave et mené par des maîtres ; s'en occuper, agir dans l'intérêt général, c'est être fonctionnaire public, par conséquent responsable et comptable. — A Rome, les Censeurs pouvaient tout censurer, et chaque citoyen pouvait en accuser un autre devant le Peuple. Pendant notre Révolution, la Société des Jacobins, c'est-à-dire la Démocratie française, scrutait la vie de chacun de ses membres, tandis que la Presse exerçait encore la plus active surveillance. Que de trahisons et de divisions ont prévues, dénoncées et neutralisées les écrivains et les censeurs populaires ! que de traîtres, devinés et dénoncés par eux, se sont démasqués plus tard dans les calamités publiques ! — Les Comités de la Réforme pouvaient de même exercer une censure utile sur tous les actes de tous les Réformistes. Et si des lois anti-sociales ne privaient pas le Peuple de tous moyens de perfectionner ses mœurs en se réunissant pour délibérer en commun, si les Associations étaient permises ; si le Peuple était assemblé, j'accuserais devant lui tous ceux qui le compromettent ou sèment des divisions pour satisfaire des ambitions ou des vanités personnelles. Et puisqu'il n'existe aucune autre censure publique que la Presse, je cesserai d'écrire ou je signalerai courageusement tous les individus dont les actes me paraîtront dangereux pour le Peuple.

Me résumant sur ma *ligne droite*, en deux mots la voici : — Je suis Français, démocrate, réformiste, socialiste, communiste, réformateur plus que révolutionnaire, préférant périr plutôt que de voir achever des bastilles qui exposeraient Paris à être bombardé comme Pampelune. Je veux la Communauté, et le plus tôt possible, mais progressivement, par

l'opinion publique et la volonté nationale. — Je suis convaincu que c'est le moyen, et le seul moyen de faire cesser la misère et de rendre le Peuple heureux, aussi heureux qu'il est possible. — Je crois que la propagande, faite avec intelligence et circonspection, l'esprit public, le courage civil, l'union, la fraternité entre le Peuple, la Garde Nationale et l'armée, conduiront plutôt au but que le système de la violence partielle, et que les Sociétés secrètes, les conspirations, la détention d'armes, les émeutes et les attentats, sont plus capables de faire reculer la cause populaire que de la faire avancer. — Je crois que la prudence et la discipline sont aussi nécessaires que le courage, comme je crois que la tolérance et la modération sont aussi nécessaires que la fermeté. — Homme de dévoûment, je suis prêt à me taire ou à parler, suivant que peut me l'inspirer le sentiment de l'utilité publique, prêt aussi à suivre et à servir humblement une direction digne et capable : mais parfaitement indépendant de toute crainte comme de toute ambition et de tout besoin de flatter qui que ce soit, intimement convaincu que la franchise et la vérité sont l'arme la plus propre à nous sauver ; si je continue d'écrire, je continuerai de dire la vérité sur les personnes comme sur les ouvrages et sur les choses.

Voilà, mon cher Jules, pour moi, la *ligne droite !* Elle est aussi, pour le Peuple, pour les camarades et pour toi, le seul et vrai *chemin du salut !*

Le Chemin du salut pour le Peuple.

La division et la défiance sont telles aujourd'hui qu'il n'est aucune voix qui ne soit plus ou moins suspecte. Cependant, je vais vous parler, à toi mon cher Jules, et à tes camarades, comme si je n'avais déjà plus aucun intérêt sur la terre. Réfléchissez, voyez si mon opinion n'est pas conforme à votre intérêt et à la vérité. — Je me suppose au milieu de vous.

Soyons hommes, mes amis, de véritables hommes ! Au lieu d'écouter nos désirs et nos passions, notre impatience et notre colère, consultons la Raison et notre intérêt réel !

Nous, les déshérités de la Société et ses esclaves, travail-

lons résolument, courageusement, constamment, à notre délivrance, à la conquête de nos droits, au bonheur de notre postérité! mais sachons choisir les *moyens* et le *chemin* qui peuvent et doivent nous conduire au but!

Ne comptons que sur nous, sur nos efforts, notre persévérance, notre courage et notre dévoûment! Aidons-nous pour que le Ciel nous aide! Cependant, gardons-nous d'une illusion funeste, d'une excessive confiance dans nos forces! Gardons-nous de croire que notre entreprise soit facile, qu'il suffise de vouloir pour réussir; que nous puissions rien sans prudence, sans union, sans discipline et sans direction habile! Gardons-nous de croire que nous puissions triompher sans le secours de la portion la plus généreuse de la bourgeoisie! Quoi qu'il arrive, n'oublions jamais que notre intérêt est de fraterniser avec la Garde Nationale et l'Armée!

Redoutons toute action partielle; reconnaissons que les émeutes nous sont toujours funestes! Cherchons notre force dans l'opinion publique, dans la presse, dans la volonté nationale!

Plus d'avenir pour nous avec les bastilles; c'est pour nous la question capitale; c'est pour nous la mort! Mais c'est précisément pour les empêcher qu'il nous faut de l'union entre nous et de la fraternité avec la Bourgeoisie et l'Armée!

Soyons Réformistes avec les Réformistes! mais discutons les questions sociales, et discutons-les avec modération et tolérance, comme des hommes qui ont la conscience de défendre la raison et la vérité.

La Communauté est la réalisation de la Démocratie et la destinée de l'Humanité: Faisons donc tous nos efforts pour convertir tous nos frères à la doctrine Communautaire; mais

essayons de les convertir par la persuasion, par la bienveillance, par notre moralité !

Instruisons-nous, réformons-nous, forçons nos adversaires à nous estimer et à nous écouter !

Regardons-nous tous comme solidaires ! Aidons-nous, mais surveillons-nous, et ne souffrons rien de ce qui peut nous compromettre !

Point de confiance aveugle, et point de défiance exagérée ! Gardons-nous de prendre un ami pour un ennemi, un ennemi pour un ami !

Fuyons l'indiscret, le menteur, le calomniateur ! Ce sont des pestes ! Ecoutons toutes les accusations ; mais exigeons des preuves ; et ne condamnons que sur des faits prouvés !

Repoussons l'ivrogne ! C'est un esclave de la bestialité !

Eloignons le paresseux, le débauché, l'intempérant ! Ce sont des esclaves de leurs vices, et nous ne pouvons jamais être sûrs que leurs passions n'en feront pas des traîtres !

Flétrissons l'amour-propre et la vanité ; car ce sont des brandons de discorde, et la division comme l'anarchie sont des fléaux !

Je vous dirais presque : *point de Prêtres parmi nous*, s'il n'y avait à faire quelques honorables exceptions !

Nous sommes si malheureux, nous sommes pressés par tant de souffrances morales et matérielles, que ce chemin paraîtra long à l'impatience de beaucoup d'entre nous : mais réfléchissez bien, mes chers frères, et vous serez convaincus comme moi que c'est le plus sûr et le plus court. Tout autre peut nous conduire à l'abîme, tandis que celui-ci nous conduit certainement au salut. Entrons-y d'un pas ferme, et l'avenir est à nous !

28 Octobre 1841. CABET.

PROPAGANDE COMMUNISTE.

PROPAGANDE COMMUNISTE.

QUESTIONS

A DISCUTER ET A SOUTENIR OU A ÉCARTER.

Tout le monde comprend qu'une idée, un principe, une théorie, une doctrine, un système, une science, une croyance, ne se commandent pas, ne s'imposent pas par la force et la violence; tout le monde comprend que la Communauté, comme autrefois le Christianisme, ne peut s'établir que par la discussion, par la persuasion, par la conviction, par la puissance de l'opinion publique, par la *propagande.* — Aussi, tous les Communistes invoquent la *propagande.*

Mais il y a propagande et propagande; bonne propagande et mauvaise propagande; propagande raisonnable, éclairée, prudente, adroite, habile, et propagande déraisonnable, imprudente, maladroite, aveugle, folle, insensée; propagande utile, attirant, persuadant, plaisant, convertissant, multipliant les prosélytes, et propagande nuisible et funeste, qui repousse, dégoûte, effraie, fournit des prétextes et des armes aux calomniateurs et aux ennemis, ou qui sème la confusion et la division, et qui entrave et arrête la conversion au lieu de la faciliter et de l'accélérer.

Déterminer le mode de propagande qui convient et les fautes qu'il faut éviter, est donc une des choses les plus utiles, les plus nécessaires, et les plus dignes d'obtenir un moment d'attention : Nous allons l'essayer.

Remarquons-le d'abord, la Communauté supprimant l'égoïsme, l'individualisme, les priviléges, la domination, l'opulence, l'oisiveté, la domesticité, transformant la propriété divise et personnelle en propriété indivise et sociale ou commune, modifiant tout le commerce et toute l'industrie, etc., etc., son établissement est la plus grande des réformes ou des révolutions qu'ait tentées l'Humanité depuis sa naissance jusque aujourd'hui ; c'est le changement qui froisse le plus d'intérêts égoïstes, le plus de passions aveugles, le plus de préjugés profondément enracinés ; c'est la transformation qui rencontre le plus d'adversaires, le plus d'ennemis, et les ennemis les plus ardents comme les plus puissants, les ennemis les plus décidés à employer tous les moyens, la calomnie et la persécution, pour conserver d'iniques priviléges ; car la Communauté a pour adversaires ou pour ennemis l'innombrable armée des privilégiés et des exploiteurs, les gouvernants, les fonctionnaires publics, les prêtres, les riches, les oisifs, les propriétaires, les capitalistes, toute l'armée des commerçants, toute l'armée des maîtres fabricants ; ceux même qui devraient le plus désirer son avènement, la masse des petits propriétaires, des ouvriers, des prolétaires, des domestiques, des soldats, aveuglés par l'ignorance et le préjugé, trompés par le mensonge et la calomnie, sont peut-être ceux qui, dans leur aveuglement, montrent le plus d'ardeur contre un système qui n'a

pas d'autre but que d'assurer leur félicité. Ce système rencontre tant d'obstacles que l'Humanité n'a pas encore pu l'établir, quoiqu'elle ait pu réaliser beaucoup d'autres grandes révolutions; et son établissement est si difficile qu'on s'est habitué à le dire *impossible*, à répéter, comme un incontestable axiôme, que la Communauté est une chimère, un rêve, une utopie, une chose impraticable et irréalisable. En un mot, le préjugé, l'opposition, l'hostilité, la puissance, contre la Communauté sont tels qu'il faut de la vigueur, de l'énergie et du courage pour embrasser sa défense et pour espérer son triomphe.

Nous sommes de ceux qu'anime une conviction profonde en faveur de la possibilité de la Communauté, de ceux que ne font reculer ni les préjugés, ni les obstacles, ni les dangers, de ceux qu'embrase une ardente foi dans le Progrès et dans l'Avenir, de ceux enfin aux yeux desquels la Communauté brille comme la lumière, la vérité, la destinée du Genre humain. — Mais toute la confiance des plus ardents Communistes n'empêche pas que l'établissement de la Communauté ne soit l'entreprise la plus gigantesque, la plus colossale, la plus difficile, celle qui exige le plus de prudence, le plus d'adresse, le plus d'habileté; et nous sommes aussi de ceux qui pensent qu'une propagande maladroite peut arrêter longtemps la Communauté.

La propagande Communiste est donc, qu'on ne l'oublie jamais un seul instant, une question de conduite, de savoir-faire, de prudence, d'adresse et d'habileté.

Hé bien, dans cette situation, comment faut-il faire la propagande? Faut-il diminuer autant que possible les ob-

stacles et les difficultés, ou les augmenter; simplifier et réduire les questions, ou les multiplier et les compliquer; éviter tout ce qui peut amener la confusion et les disputes, ou les rechercher comme à plaisir; concentrer tous les efforts et toutes les ressources, ou les diviser, les morceler et les éparpiller; tout sacrifier à l'union et à l'unité, ou tout soumettre à la concurrence et à la rivalité? Dans le premier cas, n'est-ce pas raison et bon sens; dans le second, extravagance et folie?

Pour nous, notre opinion est qu'il convient d'adopter deux règles principales, *simplifier* et *concentrer*, simplifier la difficulté pour la rendre plus facile à surmonter, concentrer les ressources et les efforts pour la surmonter encore plus aisément.

Examinons rapidement:

§ 1er. — SIMPLIFIER.

Il est de toute évidence que la propagande est bien plus facile quand elle n'embrasse qu'un petit nombre de questions simples, claires, sur lesquelles tout le monde est d'accord. Alors, point de confusion dans les têtes; point de disputes, point de divisions entre les Communistes déjà faits; conversion facile de la part des non-Communistes; activité utilement employée par chacun pour en convertir d'autres; et point de prétextes aux calomnies des ennemis.

Mais si l'on veut multiplier les questions, la confusion entre nécessairement dans des esprits qui n'ont que peu de loisir et qui ne sont pas habitués à la discussion; les objections et les disputes naissent en foule; toutes les activités sont absorbées et paralysées; la propagande languit, et les enne-

mis ont d'ailleurs bien plus de prétextes pour l'entraver et l'arrêter.

La prudence conseille donc de réduire les questions au plus petit nombre possible, aux questions absolument *essentielles*, sans lesquelles la Communauté ne pourrait pas exister, et d'ajourner toutes les questions *secondaires* pour le moment où les Communistes seront nombreux et où la discussion de ces questions secondaires n'aura plus d'inconvénients.

La prudence conseille également de faire le moins possible de changements, de ne proposer que ceux qui sont absolument indispensables à la constitution de la Communauté, et d'ajourner tous ceux qui ne sont pas nécessaires et qui soulèveraient sans nécessité des objections et des oppositions.

Il est impossible de ne pas discuter la question de *propriété*, parce que, avec la propriété individuelle telle qu'elle est constituée, il ne peut y avoir de Communauté ; parce que la modification ou la transformation de la propriété est la condition essentielle sans laquelle il ne peut exister de Société communautaire.

Il en est de même des questions d'égalité, de fraternité, de concentration, de nouvelle organisation du travail, de monnaie.

Mais la question de la *Famille*, par exemple, est une question secondaire qu'il ne faut pas discuter ; et toutes les raisons se réunissent pour interdire cette discussion.

C'est une question secondaire et non une question essentielle ; car, quand même il serait vrai que la Communauté sans Famille fût plus parfaite qu'une Communauté avec la Famille, il n'en serait pas moins vrai et pas moins incontes-

table que la Communauté peut exister dans les deux cas, avec la Famille tout aussi bien que sans la Famille, et que la question de savoir s'il faut supprimer ou conserver la Famille dans la Communauté n'est qu'une question de plus ou de moins de perfection dans cette Communauté.

Il n'y a pas la moindre nécessité d'abolir la Famille; car aucun des reproches qu'on peut lui adresser dans la mauvaise organisation sociale actuelle ne peut plus exister dans la Communauté. Aujourd'hui, tous les vices de la Famille viennent, non de la Famille en elle-même, mais de la Société qui la domine et qui est mal organisée : tout le mal vient de l'inégalité de fortune, de la propriété individuelle, de la monnaie, de l'opulence à côté de la misère, des dots, de l'absence d'éducation, du grand nombre de célibataires et de l'indissolubilité du Mariage. Mais dans la Communauté, quand il n'y a plus ni opulence, ni misère, ni propriété individuelle, ni dot; quand le choix d'un époux ou d'une épouse est parfaitement libre; quand le Mariage n'est déterminé que par les qualités de la personne, de l'esprit et du cœur; quand l'éducation est aussi parfaite que possible et donne à l'union conjugale toutes les chances d'harmonie, de concorde et de bonheur; quand le divorce est permis et facile; quand tous les individus sont également mariés; quand l'existence des enfants est assurée sans que l'excès de l'amour paternel ou maternel puisse jamais chercher à leur faire une position privilégiée en leur sacrifiant les autres enfants, alors le Mariage et la Famille n'ont pas le moindre inconvénient. — C'est aujourd'hui, c'est dans la vicieuse Société d'aujourd'hui, qu'on est souvent affligé de voir la misère et la cupidité pousser une jeune et jolie fille pauvre à épouser un vieux ri-

chard, laid et dégoûtant, ou un jeune et beau garçon épouser une vieille opulente, qui ne peut lui inspirer d'amour ; c'est aujourd'hui qu'on n'épouse, généralement, que la dot, les écus, le coffre-fort; c'est aujourd'hui qu'on peut voir la jeunesse et la beauté attachées et liées par le Mariage à un cadavre ; c'est aujourd'hui que ces hideuses unions cimentées par l'or et l'argent, conseillées par l'ambition, ne peuvent enfanter que des désordres, des scandales et des crimes, c'est aujourd'hui que tout dans la Société (l'oisiveté et le libertinage d'une masse d'opulents, le célibat forcé d'une masse de prolétaires, le dégoût d'une masse de jeunes époux unis à des vieilles, puis des milliers de lieux publics et le chaos qui présentent à la débauche un asyle et le mystère), facilite la corruption, la séduction, la prostitution, le concubinage et l'adultère, et jette nécessairement, inévitablement, tous les désordres dans les ménages et dans les familles. Mais aucun de ces vices n'existe plus dans l'organisation sociale de la Communauté, et par conséquent aucune des accusations qu'on peut accumuler contre la Famille d'aujourd'hui ne peut plus s'adresser à la Famille dans la Communauté. Le système social actuel d'*inégalité* vicie et empoisonne tout, le système futur d'*égalité* purifie et perfectionne tout ; et, dans la Famille, sous la Communauté, nous ne voyons plus *aucun* inconvénient, *aucun*, absolument *aucun*. Nous croyons, au contraire, que la Famille, ainsi purifiée et toujours perfectionnée par les Générations à venir, est la combinaison et l'institution la plus conforme à l'ordre, à l'harmonie, à la concorde, à la fraternité dans la Société, à la dignité de la femme, à son bonheur comme au bonheur de l'homme et des enfants ; nous croyons que les jouissances morales qui

résultent de l'union conjugale, quand elle est aussi parfaite que possible, sont bien plus nombreuses, bien plus nobles, bien plus nécessaires à la félicité, et bien plus durables que toutes les autres jouissances qu'on peut imaginer; et puisque l'ordre et la paix dans la Société et le bonheur des individus de tous sexes et de tous âges sont les deux principaux buts de l'organisation sociale, nous considérons la Famille comme la base et l'élément de la Communauté; et loin de désirer la Communauté pour supprimer la Famille, c'est au contraire pour donner à la Famille toute sa perfection que nous désirons la Communauté.

Si donc il fallait voter aujourd'hui sur l'établissement de la Communauté et sur la conservation ou l'abolition de la Famille, nous n'hésiterions pas un moment à donner notre voix pour la Communauté et pour la famille améliorée. — Tous les anti-Communistes voteraient aussi pour la Famille; parmi les Communistes, toutes les mères et tous les pères, nous n'en doutons pas et nous le savons positivement, ne voudraient plus entendre parler de Communauté sans la Famille; et la masse des hommes comme des femmes voteraient pour la Famille; peut-être même, probablement même, que, après discussion contradictoire, il ne se trouverait personne pour demander la suppression de la Famille; car, parmi ceux, en très petit nombre, qui attaquent la *Famille* et le *Mariage*, presque tous ne le font que par une équivoque et une confusion sur les mots, faute d'en bien définir la signification et le sens; et quand la famille ne donnera aucun privilège, quand il n'y aura plus ni succession, ni héritage, quand le Mariage n'aura plus besoin ni de *serment*, ni de *perpétuité*

forcée, le Mariage et la Famille n'auront plus ou presque plus d'adversaires.

Il se trouve cependant quelques jeunes Communistes qui écrivent que, dans la Communauté, *la Famille individuelle doit être abolie*, parce qu'elle établit le *morcellement des affections ;* que le *Mariage doit être aboli ;* que l'homme doit voyager continuellement et faire quatre ou cinq fois le tour du globe (sans que les femmes puissent bouger de place), dans le but d'opérer le *mélange le plus intime de la race* et de préserver l'homme du contact perpétuel des mêmes êtres, qui engendre l'attachement individuel et rompt l'harmonie de la fraternité universelle.

Il se trouve des Communistes qui publient, comme une loi de la Communauté, que chaque homme passera la plus grande partie de son temps dans des réunions publiques; qu'il n'aura besoin d'un logement individuel que pour la nuit et pour quelques heures du jour; qu'une petite chambre à coucher, un petit cabinet d'étude et un petit laboratoire avec un petit bûcher lui suffiront (comme une cellule suffisait à un moine) ; que les femmes et les enfants seront logés séparément (on ne sait encore comment) ; que chaque citoyen fera son ménage (comme s'il n'avait rien de plus utile à faire pour la Société), et que, pour ceux qui ne voudraient pas le faire, ce seraient d'autres citoyens qui auraient la fonction de venir faire les lits, balayer, nettoyer, etc., etc. (comme si ce n'était pas constituer des serviteurs personnels ou des domestiques et des valets, tandis que, dans la Famille, tous les travaux du ménage peuvent être confiés aux enfants.)

En un mot, il se trouve quelques Communistes qui publient,

comme loi de la Communauté, l'abolition du Mariagc, de la Famille et du Ménage, et la séparation entre les hommes, les femmcs et les enfants.

Eh bien ! est-ce là une propagande raisonnable, prudente, utile?

Quelle nécessité de proposer aujourd'hui l'abolition du Mariage et de la Famille? A quoi bon? Où est la moindre utilité?

Est-ce qu'on ne peut pas commencer la Communauté avec la Famille? Est-ce que la conservation (provisoire, si l'on veut), du Mariage et de la Famille empêchera, soit la Génération qui établira la Communauté, soit les Générations suivantes de faire tout ce qu'ellc voudront? Est-ce que, tous tant que nous sommes, nous pouvons avoir la prétention d'être plus instruits, plus éclairés, plus expérimentés que nos descendants, et de lcur imposer des lois? Si l'Avenir ne veut pas de la Famille, est-ce qu'on le gênera en la conservant d'abord? Et si l'Avenir veut de la famille, est-ce que ce ne serait pas le gêner beaucoup et peut-être lui causer un irrémédiable préjudice que de commencer par l'abolir? Est-il possible de penser que la Génération actuelle veuillc consentir à cette abolition? Est-il permis à quelqu'un de sensé de dire qqu'il y a urgence à la demander dès à présent? Est-ce qu'il n'est pas évident, palpable, indubitable, que le Monde actuel veut la Famille, et qu'il sera toujours temps de discuter la question quand la Communauté sera établie?

Allons plus loin : n'est-ce pas la plus grande imprudence de soulever aujourd'hui cette question? Est-ce qu'il n'y a pas déjà assez de difficultés, pour la propagande, dans la

concentration de la propriété et de l'industrie ? dans la suppression du Commerce, de la domesticité et de la monnaie ? Quand nous désirons que les propriétaires d'une commune, par exemple, mettent volontairement tous leurs biens en commun, pour les exploiter plus utilement en commun, pour en jouir fraternellement en commun, comment les anti-Communistes pourraient-ils s'indigner contre un pareil désir ? Mais quand il s'agit du mariage et de la Famille..., est-ce que cette question n'est pas la plus délicate et la plus brûlante, celle qui fournit le plus de prétextes à la calomnie et de motifs aux attaques des anti-Communistes ? Est-ce que l'innombrable masse des personnes morales, honnêtes, pieuses, faibles, faciles à tromper et à effaroucher, ne jettent pas les hauts-cris dès qu'on paraît toucher à la Famille ? Est-ce que les cagots, les tartufes, les riches libertins, les opulents débauchés, n'ont pas alors toute facilité pour attaquer la Communauté en criant à l'immoralité, en invoquant sans cesse hypocritement la *sainteté* de la famille ? Est-ce que l'attaque à la Famille n'a pas amené les réquisitoires les plus violents, les condamnations les plus rigoureuses ? Est-ce que la question de la *Femme libre* n'a pas tué les Saint-Simoniens ? Est-ce que les ennemis de la Communauté ne se sont pas avidement emparés de quelques lignes écrites dans un seul numéro d'un journal Communiste contre la Famille pour entasser les anathèmes contre le Communisme tout entier ? Est-ce que ces quelques lignes n'ont pas fait plus de mal que tous le reste à la doctrine communautaire ?

Allons plus loin encore : est-ce que ces attaques contre la *Famille* n'ont pas jeté la confusion et la division dans les

rangs Communistes, comme elles les avaient jetées dans les rangs Saint-Simoniens ? Est-ce que ces attaques n'ont pas été repoussées par une *protestation* signée par plus de 1,600 ouvriers Communistes ? Est-ce que le renouvellement de ces attaques ne renouvellerait pas infailliblement cette confusion et cette division ? Pour notre part, notre conviction en faveur de la Famille, pour l'avenir comme pour le présent, définitivement comme provisoirement, est si réfléchie (car nous avons presque tout lu sur la question), si profonde, si énergique, que nous combattrons de toutes nos forces toutes les hostilités contre la Famille. Nous ne séparons pas la Communauté d'avec la Famille ; nous ne voulons la Communauté qu'avec la Famille ; nous ne voudrions pas de la Communauté sans la Famille ; et comme il est incontestable que la masse des Communistes veut également la Famille, attaquer la Famille, ce serait donc nécessairement amener et vouloir la division.

Nous concevons qu'on écrive secrètement pour la Postérité, en lui léguant son manuscrit, si l'on se croit un génie dont les idées soient nécessaires à l'instruction de l'Avenir, quoique bien plus éclairé que nous ; nous concevons encore que l'on écrive pour les savants et que l'on discute avec eux toutes les questions ; nous concevons encore que des jeunes gens aveuglés et entrainés à leur insu par la présomption, par la vanité, par l'ambition de jouer un rôle, puissent attaquer la Famille, pour se distinguer par de l'extraordinaire, du paradoxal et du nouveau, pour ne pas suivre la route battue et faire comme tout le monde (ce qui leur paraîtrait trop commun) ; mais que des hommes sensés et dévoués puissent au-

jourd'hui lancer parmi *les ouvriers* des attaques contre la Famille, avec la certitude de semer la confusion et la division et de faire une diversion nuisible, nous ne pouvons plus le concevoir, nous ne le concevons plus!...

Profondément convaincu du mal que peut faire une pareille propagande, faut-il le tolérer, le souffrir, rester indifférent et muet? A quoi bon alors tous les autres efforts? Il faudrait donc se taire toujours et sur tout, laisser circuler tous les poisons, et nous résigner tous à passer pour complices! Non, non, quelque douloureux qu'il puisse être pour nous de combattre des Communistes, nous opposerons conviction à conviction, nous accomplirons ce que nous regardons comme un devoir, nous défendrons la Famille contre tous ceux qui l'attaqueront; et si la publication antérieure de plusieurs écrits Communistes qui admettent la Famille n'est pas une considération assez puissante pour empêcher d'attaquer la Famille au risque d'exciter de nouvelles divisions, rien ne doit nous empêcher nous-mêmes de repousser ces attaques pour défendre la Famille et prévenir ces divisions nouvelles.

Nous nous croyons donc dans l'impérieuse nécessité de déclarer notre opinion: — 1° qu'il ne faut ni attaquer, ni même mettre en question et discuter la conservation de la Famille dans la Communauté; —2° que l'attaquer et la discuter ce serait paralyser la propagande, retarder indéfiniment l'avènement de la Communauté, par conséquent commettre l'acte le plus essentiellement anti-communiste, et le plus anti-populaire, et faire précisément ce qui doit donner le plus de plaisir aux ennemis du Peuple et de la Communauté; — 3° que si ces ennemis nous provoquent sur la question de la Famille, il

faut leur répondre sans hésitation que les Communistes conservent la Famille ; — 4° que si quelques Communistes veulent absolument attaquer la Famille, il faut décidément les combattre et protester : — sans cela, rien à faire, rien à espérer! Ah ! que n'est-il possible de réunir tous les Communistes pour discuter enfin contradictoirement la question ! Les adversaires de la Famille donneraient toutes leurs raisons ; nous leur répondrions ; la réunion prononcerait ; et la question se trouverait décidée quant à la propagande (bien que chacun conservât son opinion et le droit de la publier), parce que la masse des Communistes qui adopteraient la Famille repousseraient sans les lire toutes les publications qui l'attaqueraient.

Voilà pour la Famille. Nous en dirons autant des questions de *religion*, de *matérialisme* ou de *spiritualisme*, et de la question des *capitales* et des *villes :* toutes ces questions, qui ne sont que secondaires, qui ne sont pas essentielles et indispensables, qui toujours ont engendré et qui longtemps encore engendreront d'interminables disputes, ne peuvent être que des folies dans la propagande populaire.

Il s'est trouvé cependant de jeunes Communistes qui ont publié que *les villes doivent être détruites*, parce quelles sont un centre de *domination* et de *corruption ;* et il se trouve encore aujourd'hui quelqu'un qui publie, comme loi de la Communauté, que, *dans la Communauté, il ne peut y avoir que des Communes* égales en tout, d'environ 10,000 ames, en forme de phalanstères, de sorte qu'il serait absolument indispensable à l'existence de la Communauté de détruire toutes les villes de la France et de la Terre, et de les détruire le plus promptement possible. Et l'auteur trouve cette gigantesque

destruction si simple, si facile, si séduisante pour les centaines de millions de non-Communistes, qu'il déclare qu'il n'y a *pas même lieu à délibérer*; que la Communauté est impossible avec des capitales et des villes, et qu'il faut, sans hésiter, sans balancer, sans réfléchir, prendre dès à présent la résolution de détruire Paris, Bordeaux, Lyon, toutes les villes.

Eh bien! nous le demandons, comme propagande, est-ce nécessaire, utile, adroit?.... Est-ce....? Nous ne voulons entrer dans aucun détail... Nous dirons seulement que, sous tous les rapports, une pareille propagande, une pareille doctrine, nous paraît un contre-sens. — D'abord, aucun des reproches qu'on adresse aux villes dans le système actuel n'est applicable aux villes dans la Communauté. — En second lieu, nous sommes prêt à soutenir que les villes n'ont aucun inconvénient, aucun, absolument aucun, dans la Communauté. — En troisième lieu, comme la Communauté n'est autre chose que la *concentration*, et non le morcellement, nous soutenons que les grandes villes sont plus conformes que les petites à la nature et à l'essence de la Communauté, parce que plus une ville est grande et peuplée, plus est grand le foyer de lumière, de chaleur et de puissance, pour l'intelligence, pour les sentiments généreux, pour l'industrie, pour les sciences et les arts...

Cependant, l'auteur prétend que nous avons abandonné notre opinion exprimée en faveur des villes dans la première édition de notre *Voyage en Icarie*, et que, dans la deuxième édition, faisant *bon marché* de notre conviction primitive, nous avons sacrifié les villes. Mais où l'auteur a-t-il vu ce changement? Pourquoi ne cite-t-il pas nos paroles pour prouver une assertion si grave? Qu'il les cite donc! Quoi! la

deuxième édition, tout comme la première, contient une Capitale, des villes Provinciales et des villes Communales, sans que nous ayons dit un seul mot contre le système des villes, et l'on affirme que nous semblons faire bon marché des villes ! Mais nous protestons de toutes nos forces : comme doctrine, nous votons pour les villes ; comme propagande, nous ne concevons pas qu'on puisse croire servir la Communauté en annonçant la destruction des villes !

§ 2. — CONCENTRER.

Sans union, sans ensemble, sans concours, rien de possible ; avec la concurrence et la rivalité, rien de possible encore ; la concentration est le principe, la base, l'ame, la puissance et la vie de la Communauté : pour les Communistes surtout, ce droit être l'A, B, C de toute doctrine sociale et de toute propagande.

Mais ici, qu'on réfléchisse bien ! Si la concentration est nécessaire après l'établistement de la Communauté, elle est peut-être plus nécessaire encore auparavant; car, sans concentration des ressources et des efforts, nous pourrons ne jamais voir arriver la Communauté.

Appliquons cette vérité à la propagande et aux journaux. — Le Peuple est pauvre, absorbé par sa misère et ses travaux ; toutes ses ressources pécuniaires réunies sont à peine suffisantes pour alimenter et soutenir un seul journal Communiste, de même que tous ses efforts sont à peine suffisants pour défendre et propager la doctrine Communautaire. Diviser, morceller, éparpiller ces ressources entre plusieurs journaux et plusieurs propagandes, c'est ne rien faire, c'est

vouloir ne rien faire, c'est une inconséquence, une contradiction avec le principe de la Communauté. Réfléchissez-y bien, Communistes, et vous serez convaincus, avec nous, que c'est un véritable contre-sens!

Paris, 22 avril 1842. CABET.

Rouen. Imp. de I.-S. LEFEVRE, rue des Carmes, 20.

ROUEN. IMP. DE I.-S. LEFEVRE.